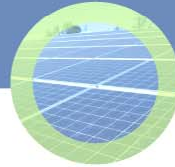




EDF Energies Nouvelles
Rapport financier 2007

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION 2007	PAGE 5
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007	PAGE 49
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2007	PAGE 111
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET ATTESTATION DES RESPONSABLES	PAGE 133



RAPPORT DE GESTION

1.	Présentation de l'activité et des faits marquants de l'année.....	7
2.	Présentation des comptes consolidés de l'exercice	10
3.	Evènements importants survenus depuis le 1 ^{er} janvier 2008 et perspectives	15
4.	Principaux risques du Groupe	16
5.	Gouvernement d'entreprise.....	18
6.	Actionnariat et éléments pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique	27
7.	Salariés et actionnariat salarié	32
8.	Informations relatives à EDF Energies Nouvelles S.A	35
9.	Bilan environnemental.....	38
10.	Annexes	42

1. Présentation de l'activité et des faits marquants de l'année

1.1 Évolution des capacités de production

L'exercice 2007 a vu une croissance significative des mises en construction de parcs éoliens, ainsi que des mises en service de nouveaux parcs intervenues principalement au cours du deuxième semestre.

La capacité installée brute, qui était de 1 036,7 MW au 31 décembre 2006, a augmenté de 405,9 MW, pour atteindre 1 442,6 MW au 31 décembre 2007.

La capacité installée nette, quant à elle, qui était de 770,3 MW au 31 décembre 2006 a augmenté de 265 MW pour atteindre 1 035,3 MW au 31 décembre 2007.

La répartition par filière et par pays des capacités installées et en construction est la suivante :

	EN EXPLOITATION				EN CONSTRUCTION	
	31.12.2006		31.12.2007		31.12.2007	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut (*)	Net
Eolien						
France	73,8	57,8	73,8	57,8	327,9	250,7
Portugal	143,8	86,6	143,8	86,6	352,0	214,0
Grèce	75,4	74,1	111,4	110,1	76,0	54,8
Italie	0,0	0,0	164,1	77,9	112,0	53,2
Royaume-Uni	79,2	79,2	103,2	103,2	102,0	51,0
Belgique	-	-	-	-	30,0	6,3
Allemagne	3,0	3,0	3,0	3,0	0,0	0,0
Etats-Unis	437,6	306,2	618,6	432,8	95,5	0,0
Total Eolien	812,8	606,8	1217,9	871,4	1 095,4	630,0
Autres filières	223,9	163,4	224,8	163,8	4,6	0,4
Total Groupe	1 036,7	770,3	1442,6	1035,2	1 100,0	630,4

(*) Y compris Développement-Vente d'Actifs Structurés

Pour mémoire, les capacités installées nettes sont le produit des capacités brutes par le pourcentage de détention du Groupe dans les sociétés portant les actifs d'exploitation. Les capacités brutes sont un indicateur de la capacité de développement du Groupe, les capacités nettes un indicateur de mesure patrimonial (capacités détenues en propre).

- Aux Etats-Unis, le parc de Fenton (205,5 MW bruts, 118,7 MW nets) a été mis en service en novembre 2007. Ce parc est le plus grand parc jamais construit dans l'état du Minnesota. Le parc de Pomeroy (198 MW bruts), développé pour compte de tiers, a été également mis en service.
- Par ailleurs, 30 % du parc de Tres Vaqueros ont été cédés, alors que le Groupe portait sa participation de 30 à 100 % dans le parc de Patterson Pass, augmentant la capacité nette de 7,9 MW.
- En Italie, le parc de Sant'Agata (72 MW bruts, 34,2 MW nets) a été mis en service en mars 2007. Par ailleurs, le Groupe a acheté comme prévu les participations détenues par EDF et le groupe Mouratoglou dans les parcs italiens de Nurri (22,1 MW bruts, 10,5 MW nets) et d'Andretta (70 MW bruts, 33,2 MW nets), parcs dont le développement avait été assuré par EDF Energies Nouvelles.

- En Grèce, deux parcs (Perdikovouni et Kalyva) ont été mis en exploitation, respectivement en juillet et septembre 2007, représentant une capacité brute et nette de 36 MW.
- Au Royaume-Uni, le parc de Red Tile (24 MW bruts et nets) a été mis en service en mars 2007.
- En France, le parc de Luc-sur-Orbieu a été inauguré en octobre 2007. Sur une capacité de 16 MW, 4 MW ont été cédés dans le cadre de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés, de même que le parc de Lou Paou (12 MW) en mars 2007.
- En Allemagne, le Groupe a cédé le parc de Kirf (8 MW) après l'avoir développé et construit.

Le rythme des mises en construction de parcs s'est accéléré en 2007. Les capacités en construction qui étaient de 615,4 MW bruts (400,6 MW nets) au 31 décembre 2006, passent à 1 100 MW (630,4 MW nets) au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 484,6 MW bruts (229,8 MW nets).

- Au cours de l'année, EDF Energies Nouvelles a lancé la construction de 1 043,4 MW (663 MW en 2006). Ces chantiers se situent : au Portugal (Alto Minho et Arada pour 352 MW), aux Etats-Unis (Goodnoe et Pomeroy pour 292 MW), en France (184 MW), en Italie (Campidano et Bosco pour 72,8 MW), au Royaume-Uni (Rusholme et Long Park pour 62 MW), en Grèce (Viota 2 et Profitis Ilias extension pour 46 MW), en Belgique (première phase du projet offshore C-Power, 30 MW) et pour le solaire, en Espagne et en Italie (4,6 MWc).
- Durant la même période, 558 MW qui étaient en construction au 31 décembre 2006 ou début 2007 sont entrés en service. Il s'agit de Fenton et de Pomeroy aux Etats-Unis, de Sant'Agata en Italie, de Red Tile au Royaume-Uni, de Perdikovouni et de Kaliva en Grèce, de Luc-sur-Orbieu en France et de Kirf en Allemagne.

1.2 Développement de la filière solaire photovoltaïque

Face à l'augmentation rapide du support politique pour le solaire photovoltaïque dans un certain nombre de pays, principalement européens, et compte tenu des récentes avancées technologiques, EDF Energies Nouvelles a décidé d'accélérer le développement de cette filière.

Dans un contexte de goulot d'étranglement de la disponibilité de panneaux solaires, le Groupe a commencé par signer plusieurs contrats d'approvisionnements afin de sécuriser, à des conditions économiques satisfaisantes, une partie des approvisionnements nécessaires à la réalisation de son plan de développement. Au total, 298 MWc de panneaux ont été sécurisés pour les années 2007 à 2012 auxquels s'ajoutent des options pour 64,5 MWc. Ces contrats ont été signés avec les sociétés First Solar (pour 230 MWc), United Solar Ovonix LLC, avec la division Photowatt du groupe canadien ATS et avec les sociétés chinoises Solarfun et Yingli. Afin de couvrir l'ensemble des besoins du Groupe, les fournisseurs sont diversifiés géographiquement et au niveau des technologies (panneaux à base de silicium électronique, de silicium métallurgique, de Tellure de Cadmium, de silicium amorphe, etc.) permettant des applications au sol ou sur les bâtiments résidentiels, industriels et commerciaux.

Le développement des fermes solaires, pour compte propre et pour compte de tiers, s'appuie à la fois sur les équipes existantes pour l'éolien et sur des partenariats avec des développeurs locaux. En 2007, un contrat avec Photon Power

Technologies a été signé pour le développement de centrales photovoltaïques en France et la participation dans Fotosolar, société espagnole de développement de fermes solaires, est passée de 42,5 % à 45,8 %.

1.3 Exploitation et maintenance

Dans le cadre du déploiement de l'activité Exploitation Maintenance en Europe, le Groupe a pris une participation de 28 % dans la société allemande REETEC, société de prestation de services dans le domaine de l'éolien (levage de turbines, connexion aux réseaux électriques, installation de câbles, maintenance...). REETEC va assurer pour le Groupe la maintenance lourde nécessitant des moyens de logistique importants ou une expertise technique particulière.

En parallèle, le Groupe met en place un dispositif afin d'assurer la supervision et la conduite des moyens de production, l'achat et le stockage des pièces de rechange et la maintenance au quotidien des installations. Un centre européen dédié à ces opérations est en cours de construction dans le sud de la France, à Béziers.

Aux Etats-Unis, le Groupe a signé en 2007 quatre contrats d'exploitation-maintenance portant sur une capacité totale de 868 MW. Le plus significatif a été signé avec MidAmerican Energy pour une durée de cinq ans. Il porte sur 339 turbines d'une capacité de 508,5 MW.

1.4 Approvisionnement de turbines

EDF Energies Nouvelles a poursuivi sa stratégie d'approvisionnements pluriannuels de turbines. De nouveaux contrats ont été signés en 2007 avec REpower et General Electric pour des livraisons de turbines en Europe et aux Etats-Unis en 2008, 2009 et 2010.

Au total, au 31 décembre 2007, EDF Energies Nouvelles a sécurisé 2 721 MW de turbines pour les années 2008, 2009 et 2010.

1.5 Relais de croissance

A l'issue d'une augmentation de capital réservée de 22,9 millions d'euros réalisée en novembre 2007, EDF Energies Nouvelles détient 25 % d'une société nouvellement créée, Alcogroup, rassemblant les activités de production et de distribution d'éthanol de la société belge Alcofinance, ainsi que 51 % dans un projet de construction d'une usine de bioéthanol de première génération à Gand (Belgique) bénéficiant de quotas de défiscalisation attribués par le gouvernement belge. Le Groupe a la possibilité d'augmenter sa participation à 50 % dans les 24 mois, à des conditions fixées.

Une participation majoritaire a été prise dans la société Verdesis dont l'activité est la commercialisation, l'installation et la maintenance d'appareils de filtration permettant d'améliorer la qualité du biogaz issu de centres d'enfouissement techniques (CET) ou de stations d'épuration ; ce biogaz étant destiné à la production d'électricité.

Ces prises de participation illustrent la volonté d'EDF Energies Nouvelles de mener, parallèlement à l'éolien et au solaire, une diversification sélective dans des relais de croissance.

1.6 Autres faits marquants

Le Groupe a renforcé ses positions en Grèce par l'acquisition en mars 2007 de 75 % de la société RETD qui développe des projets de parcs éoliens et de fermes solaires.

Dans le cadre de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés, un contrat avec Xcel Energy a été signé pour la livraison en 2008 d'un parc de 100,5 MW dans le Minnesota.

2. Présentation des comptes consolidés de l'exercice

2.1 Comptes consolidés

2.1.1 Résultats des opérations

Comptes consolidés (en millions d'euros)	31/12/2006	31/12/2007	Variation
Chiffre d'affaires	334,8	560,5	+ 67,4 %
Ebitda	91,8	134,3	+ 46,3 %
Résultat opérationnel	61,7	95,5	+ 54,8 %
Résultat financier	(23,8)	(24,6)	- 3,4 %
Impôt	(10,8)	(18,4)	+ 70,4 %
Résultat net consolidé	27,5	53,7	+ 95,3 %
Intérêts minoritaires	5,6	2,3	- 58,9 %
Résultat net part du Groupe	21,9	51,4	+ 135 %

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 67,4 %, s'établissant à 560,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 334,8 millions d'euros au 31 décembre 2006. A taux de change constants, la progression est de 77 %.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du Groupe selon la segmentation primaire géographique :

Zone géographique (en millions d'euros)	31/12/2006	31/12/2007
Europe	163,3	186,5
Production	106,2	132,0
Exploitation - Maintenance	0,9	0,8
DVAS *	56,2	53,7
Amériques	171,5	374,0
Production	32,0	42,6
Exploitation - Maintenance	9,8	10,2
DVAS *	129,7	321,2
Total	334,8	560,5

* Développement-Vente d'Actifs Structurés

Europe

Le chiffre d'affaires des activités du Groupe en Europe progresse de 14,2 % passant de 163,3 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 186,5 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 24,3 %, passant de 106,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 132,0 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une hausse de 26 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par :
 - L'effet année pleine de la mise en service en 2006 de parcs éoliens au Portugal (76 MW bruts), en Grèce (75,4 MW bruts) et au Royaume-Uni (44 MW bruts) ;
 - La mise en service en 2007 des nouveaux parcs éoliens, en Grèce (36 MW bruts), au Royaume-Uni (24 MW bruts), en Italie (72,9 MW bruts) et en France (12 MW bruts) ;
 - L'intégration des parcs de Nurri (22,1 MW bruts) et Andretta (70 MW bruts) en Italie ;
 - L'effet négatif de la sortie du périmètre d'intégration globale de la société Do Centro au Portugal désormais consolidée par mise en équivalence (40 MW bruts).
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 56,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 53,7 millions au 31 décembre 2007. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2006 comprenait principalement le solde du chiffre d'affaires à l'avancement du projet Kessfeld (27,9MW), développé et construit par le Groupe. Celui comptabilisé en 2007 concerne la vente du projet Kirf (8MW) en Allemagne, la vente de deux projets en phase de développement en France pour 15,6 MW ainsi que l'activité de défiscalisation dans les DOM.
- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 0,9 million d'euros au 31 décembre 2006 à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2007.

Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe réalisé dans la zone Amériques était de 171,5 millions d'euros au 31 décembre 2006. Il est de 374 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette forte augmentation de 202,5 millions d'euros s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production passe de 32 millions d'euros en 2006 à 42,6 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 10,6 millions d'euros (+ 33,1 %). Cette hausse s'explique principalement par l'effet année pleine des mises en service des parcs Hawi (10,6 MW) et enXco 5 Repower (9 MW) respectivement en mai et juin 2006, par l'augmentation de la participation dans Patterson Pass (21,8 MW) en janvier 2007 et par la mise en service du projet Fenton (205,5 MW) en novembre 2007.
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'actifs structurés passe de 129,7 millions d'euros en 2006 à 321,2 millions d'euros en 2007, soit une augmentation de 191,5 millions d'euros. En effet :
 - En 2006, le chiffre d'affaires concernait principalement le projet Spearville, projet développé et construit par enXco (100,5 MW).
 - En 2007, le chiffre d'affaires dégagé à l'avancement concerne essentiellement le projet Pomeroy (198 MW) ainsi que le projet Goodnoe (94 MW), dont la réception finale est prévue au premier semestre 2008.

- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance augmente de 4 % ; il passe de 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation est due pour l'essentiel au contrat conclu avec Mid American en juillet 2007.

Ebitda ¹

L'ebitda à fin 2007 s'élève à 134,3 millions d'euros contre 91,8 millions d'euros à fin 2006, soit une augmentation de 42,5 millions d'euros (+ 46,3 %). Les principaux éléments de cette évolution sont les suivants :

- la hausse de la production d'électricité avec l'entrée en service des nouvelles centrales sur l'exercice 2007, le transfert à EDF Energies Nouvelles des parcs italiens de Nurri et Andretta, ainsi que l'effet « année pleine » des centrales entrées en production au cours de l'année passée. Par ailleurs, l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés est en augmentation d'une année sur l'autre.
- un résultat de cession réalisé en 2007 inférieur à celui réalisé en 2006. Cette année, le Groupe a cédé son activité hydraulique au Mexique (projet en développement de 103 MW) après avoir cédé en 2006 ses projets éoliens et hydrauliques au Brésil.
- un effet de périmètre : le Groupe a cédé au second semestre 2006 ses activités hydrauliques en Espagne ; et le parc portugais Eolica do Centro (40 MW) est passé d'une intégration globale en 2006 à une mise en équivalence. Ces activités contribuaient à l'ebitda en 2006.
- un effet de conversion négatif concernant en particulier les Etats-Unis.

Dotations nettes aux amortissements

Les dotations nettes aux amortissements augmentent de 7,9 millions d'euros passant de 30,9 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 38,8 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation s'explique par les dotations aux amortissements des immobilisations relatives aux parcs mis en service cette année ainsi que par l'effet année pleine de ceux mis en service courant 2006.

Résultat opérationnel

Le tableau ci-dessous présente le résultat opérationnel du Groupe selon la segmentation primaire géographique :

<i>Zone géographique (en millions d'euros)</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Europe	34,6	37,6
Amériques	27,1	57,9
Total	61,7	95,5

Le résultat opérationnel du Groupe est de 95,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 61,7 millions d'euros au 31 décembre 2006, soit une progression de 54,8 %.

¹ L'ebitda correspond au résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, subventions d'investissement et pertes de valeur.

Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe a augmenté de 3 millions d'euros, passant de 34,6 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2007. La hausse provient de l'activité Production, d'une part due à l'effet année pleine des mises en service 2006 (Arga au Portugal, Rovas et Profitis Ilias en Grèce, Glassmoor, Deeping et Red House au Royaume-Uni) et d'autre part aux mises en service de centrales en 2007 (Sant'Agata en Italie, Red Tile en Angleterre, Perdikovouni et Kaliva en Grèce, Luc-sur-Orbieu en France) et des acquisitions (Nurri et Andretta en Italie).

La hausse du résultat de production d'origine éolienne a toutefois été en partie masquée par une moindre production hydraulique et des effets de périmètre défavorables.

Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités dans la zone Amériques passe de 27,1 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 30,8 millions d'euros. Cette variation résulte de l'augmentation du résultat opérationnel dégagé tant par l'activité DVAS que par l'activité Production.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge de 24,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 23,8 millions au 31 décembre 2006, soit une variation négative de 0,8 million d'euros, qui s'explique par :

- la hausse de la charge sur dettes financières long terme de 11,4 millions d'euros : elle passe de 27,4 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 38,8 millions d'euros au 31 décembre 2007 du fait de la hausse de l'endettement lié à la mise en service de centrales en 2006 et 2007.
- la comptabilisation en 2007 de la variation de la juste valeur des instruments dérivés qui est une charge de 4,5 millions d'euros alors qu'il s'agissait d'un gain de 1,7 million d'euros en 2006, soit une variation négative de 6,2 millions d'euros. Le montant comptabilisé en 2007 correspond d'une part à l'effet du reclassement en résultat d'exploitation de la variation de juste valeur d'un instrument de couverture en résultat financier en 2006 pour 1,9 million d'euros (le reclassement neutralise les pertes encourues en 2007 sur l'élément couvert) et d'autre part à la valeur temps des opérations de couverture de change pour 2,5 millions d'euros.
- les autres produits et charges qui constituaient un produit net de 1,9 million d'euros au 31 décembre 2006 sont un produit net de 18,7 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une variation positive de 16,8 millions d'euros qui s'explique en grande partie par les produits financiers générés par le placement en sicav de trésorerie des fonds lors de l'introduction en Bourse de la société le 28 novembre 2006.

Impôts sur les sociétés

La charge de l'impôt sur les sociétés s'élève à 18,4 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 10,8 millions d'euros au 31 décembre 2006, pour un résultat bénéficiaire avant impôt des sociétés intégrées de 70,8 millions d'euros contre 37,8 millions d'euros au 31 décembre 2006. Le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 26,02 %, contre 28,46 % à fin décembre 2006. Cette variation s'explique principalement par une baisse des taux dans certains des pays où le Groupe

opère, notamment en Bulgarie et en Italie, par un important travail d'optimisation fiscale, ainsi que par l'utilisation en propre des PTC (*Production Tax Credit*) aux Etats-Unis.

Résultat net de l'ensemble consolidé

Le résultat net de l'ensemble consolidé augmente de 95,3 %, passant de 27,5 millions d'euros à fin décembre 2006 à 53,7 millions d'euros à fin décembre 2007, soit une progression de 26,2 millions d'euros.

Le résultat courant avant impôt passe de 37,8 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 70,8 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une progression de 33 millions d'euros (+ 87,2 %). Comme indiqué précédemment, cette hausse est portée par :

- Le résultat opérationnel qui augmente de 33,8 millions d'euros pour s'établir à 95,5 millions d'euros au 31 décembre 2007, cette hausse étant principalement liée à l'accroissement de l'activité de production des centrales et à une activité DVAS soutenue ;
- La charge financière qui enregistre une faible dégradation de 0,8 million d'euros, liée au placement des fonds levés lors de l'introduction en bourse qui compense en partie la hausse de la charge sur dettes financières long terme, ainsi qu' à l'absence de résultat de change significatif sur l'année 2007.

Enfin, la hausse de la charge d'impôt égale, en valeur absolue, à 7,7 millions d'euros, réduit mécaniquement la progression de ce résultat courant.

Résultat net part des minoritaires

Le résultat net, part des intérêts minoritaires, s'élève à 2,3 millions d'euros à fin 2007 contre 5,6 millions d'euros à fin 2006. Cette baisse des intérêts minoritaires s'explique notamment par une contribution moins importante des résultats des filiales bulgares ainsi que par la cession des sociétés hydrauliques espagnoles effectuée au second semestre 2006.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe a plus que doublé passant de 21,9 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 51,4 millions d'euros au 31 décembre 2007.

2.1.2 Structure financière

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 757,3 millions d'euros à fin décembre 2007 contre 722,1 millions d'euros à fin décembre 2006, alors que l'endettement net passe de 261,7 millions d'euros à fin décembre 2006 à 697,6 millions d'euros au 31 décembre 2007. La variation de l'endettement net, en hausse de 435,9 millions d'euros, s'explique principalement par :

- La Capacité d'Autofinancement avant impôt et frais financiers dégagée sur l'exercice : + 148,1 M€
- Les impôts payés et frais financiers : (20,2 M€)
- La variation négative du besoin en fonds de roulement : (11,2 M€)

- Les investissements réalisés sur la période : (523,2 M€)
- L'augmentation des créances financières : (3,9 M€)
- Le paiement des dividendes : (11 M€)
- Les incidences des effets de change et des justes valeurs des instruments dérivés : (14,5 M€)

2.2 Dividendes

Le Conseil d'administration de la Société proposera à l'Assemblée générale des actionnaires prévue le 28 mai 2008, le versement d'un dividende de 0,26 euro pour chacune des 62 054 734 actions au titre de l'exercice écoulé, soit 31,3 % du résultat net consolidé part du Groupe et d'affecter en conséquence le résultat de l'exercice 2007 de la Société EDF Energies Nouvelles S.A s'élevant à 57 651 549 euros de la façon suivante :

- Réserve légale 2 882 577,45 euros
- Dividendes 16 134 230,84 euros
- Report à Nouveau (solde) 38 634 740,71 euros

Si au jour de la mise en paiement des dividendes, la Société détenait certaines de ses propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L. 225-210 alinéa 4 du Code de commerce, serait affecté à la réserve ordinaire. Enfin, Il est précisé que la totalité du dividende mis en distribution est éligible à l'abattement de 40 % "bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France", tel que prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

Dividendes versés au cours des trois dernières années :

<i>Année</i>	<i>Montant</i>
2007	0,11€ par action
2006	Néant *
2005	Néant *

* La société a été introduite en bourse en novembre 2006

3. Evènements importants survenus depuis le 1^{er} janvier 2008 et perspectives

3.1 Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a pris une participation de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties (aux côtés d'EDF) tel que prévu dans le « projet industriel » signé dans le cadre des accords d'actionnaires de juillet 2006. Cette société est un ensemble industriel et commercial qui a vocation à concevoir et commercialiser des offres complètes intégrant tous types d'énergies renouvelables (solaires thermique et photovoltaïque, chauffage thermodynamique et à base de bois-énergie, etc.) et de maîtrise de l'énergie destinées aux particuliers et aux professionnels. EDF Energies Nouvelles Réparties portera l'ensemble des investissements industriels amont du Groupe, en particulier dans la production d'équipements photovoltaïques. Cette société sera consolidée par intégration globale dans les comptes d'EDF Energies Nouvelles.

Un accord de partenariat avec la société britannique Renewable Energy Holding (REH) a été signé visant le développement et le déploiement d'un procédé innovant d'énergie des vagues dans des projets de production d'électricité. L'accord donne à EDF Energies Nouvelles un droit exclusif d'utilisation de cette technologie dans l'hémisphère nord et à La Réunion.

3.2 Perspectives

Renforcer l'éolien terrestre, axe de développement prioritaire

La filière de production d'électricité à partir d'énergie éolienne terrestre restera dans les années à venir l'axe de développement prioritaire du Groupe qui entend renforcer sa position d'acteur de référence dans le secteur de l'éolien en Europe et aux États-Unis.

Assurer la montée en puissance du solaire photovoltaïque

Compte tenu des avancées technologiques récentes et de l'augmentation rapide du support politique dans plusieurs pays, le Groupe a décidé d'accélérer le développement du solaire photovoltaïque. Cette accélération, débutée en 2007, se poursuivra en 2008 faisant de la filière solaire photovoltaïque un autre axe de développement prioritaire du Groupe.

Développer les autres relais de croissance

Outre la filière éolienne terrestre et le solaire photovoltaïque, EDF Energies Nouvelles développe son activité sur des filières qui devraient atteindre un stade de maturité et des niveaux de croissance similaires ou supérieurs à moyen terme, tout en conservant un profil de risques limité et donc en faisant preuve d'une sélectivité forte.

4. Principaux risques du Groupe

4.1 Risques opérationnels

Les risques liés à l'industrie des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, regroupent des risques liés aux conditions climatiques, notamment de vent, aux politiques nationales et internationales de soutien aux énergies renouvelables ainsi qu'à la réglementation, la fiscalité et leur évolution. La croissance de l'activité dépend également des évolutions technologiques sur les installations et de l'évolution des prix de vente de l'électricité.

Les risques liés aux activités du Groupe concernent principalement les risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs (notamment les fournisseurs de turbines) et à la disponibilité des équipements, à l'activité de construction de centrales électriques ou sont liés aux partenariats locaux, en cas de survenance de désaccord notamment.

Les risques liés à la société proprement dite correspondent aux risques liés à la dépendance vis-à-vis des dirigeants et des collaborateurs-clés.

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés et il n'anticipe pas de risques particuliers pour l'exercice 2008.

4.2 Risques de marché

4.2.1 [Risques liés au taux de change](#)

Ce risque est lié à l'activité du Groupe en dehors de la zone euro. Il est principalement concentré sur le dollar et la livre sterling. Ce risque est également présent mais de manière moins significative sur le lev bulgare et le peso mexicain.

Il a été identifié à plusieurs niveaux : exposition sur l'investissement net (prêts long terme de financement d'acquisition + situation nette de la société incluant le résultat de l'année), sur le résultat des filiales, sur les mouvements intragroupes et sur les achats de matériels.

Le risque de change au bilan : du fait de la détention de filiales aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le Groupe est exposé à un risque de change sur son bilan (impact sur les réserves de conversion dans les capitaux propres). Dans les comptes consolidés, la situation nette d'une filiale en devise est valorisée au cours de clôture. Ainsi, la comparaison de valorisation entre deux clôtures de la situation nette d'une société peut faire apparaître des écarts de conversion dont l'impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2007 est faible (variation négative de 12,2 millions d'euros de réserve de conversion au 31 décembre 2007) et à mettre en regard d'un montant de 757,3 millions d'euros de capitaux propres à cette même date.

Le risque de change lié au compte de résultat : le risque provenant de la conversion du résultat des filiales dont la devise domestique n'est pas l'euro n'est pas couvert compte tenu du caractère incertain du résultat, et compte tenu de l'évolution historique de ces devises par rapport à l'euro. Tous les prêts intragroupes sont libellés, depuis fin 2005, dans la devise de la filiale bénéficiaire, ce qui annule les effets de change constatés par le passé. Les autres mouvements intragroupes sont systématiquement couverts ; une position de change étant suivie de façon hebdomadaire.

Le risque de change lié aux achats de matériels : ce risque naît principalement lors de l'achat de turbines pour les filiales américaine et britannique. Si les achats ne peuvent se faire en dollars américains ou en livres sterling, la politique du Groupe consiste à couvrir ce risque dès qu'il est connu sur la base du cours du budget du projet concerné en ayant recours soit à des swaps achats à terme, et dans des cas très spécifiques à la mise en place "d'accumulateurs". Si des modifications interviennent sur les conditions de paiement (échéances) ou sur les montants engagés en devise, les instruments de couvertures utilisés sont alors ajustés en conséquence.

4.2.2 [Risques de taux et de liquidité](#)

Les besoins financiers d'EDF EN sont importants en raison de son plan d'investissement. Deux risques principaux peuvent impacter la trésorerie : le premier concerne le risque de liquidité et le second le risque de taux d'intérêts. Le financement des projets mis en œuvre par le Groupe, notamment les parcs éoliens, implique un recours important à l'endettement (principalement dans le cadre de financement de projets).

Risque de liquidité : au 31 décembre 2007, le Groupe dispose de sept lignes de crédit moyen terme d'une durée de sept ans, qui viennent toutes à échéance en 2013, non amortissables et remboursables in fine. Elles représentent un montant total de 350 millions d'euros et sont garanties par les établissements financiers avec lesquels elles ont été conclues. Le Groupe dispose, en outre, de lignes de découvert qui, par définition, ne sont pas garanties (hors délai légal de rétractation des banques).

Risque lié aux taux d'intérêts : les centrales en exploitation bénéficient de taux fixés à long terme. En effet, le Groupe a mis en place une politique de couverture des risques de taux en utilisant des contrats d'échanges de conditions d'intérêts (swap de taux). D'un point de vue économique, la mise en place de ces swaps permet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe et de se prémunir contre la fluctuation du montant des intérêts.

En général, les établissements bancaires arrangeurs demandent une couverture à hauteur de 70 % à 100 % du montant du financement. Pour la partie des financements restant à taux variable, si elle existe, le risque est géré en fonction de l'évolution des marchés (et de l'évolution de la génération de cash flow libre par le projet). Pour information, une augmentation des taux d'intérêts liée à l'inflation a un impact limité sur le compte de résultat étant donné qu'une partie des revenus de ces centrales est également indexée sur l'inflation. A l'inverse, une augmentation des taux d'intérêts non liée à l'inflation a un véritable impact sur le compte de résultat.

Les lignes de crédit court et moyen terme ont pour finalité, en règle générale, de financer la période de construction des projets (pour les projets de taille moyenne, et dans les cas où nos partenaires apportent leur quote-part de financement ou des garanties). Elles sont conclues à taux variable. En pratique, le calendrier des dépenses d'un projet étant parfois difficile à prévoir précisément, le Groupe a décidé de ne pas fixer ces taux car une gestion inadéquate des instruments de couverture introduirait une certaine volatilité dans le compte de résultat (application des normes IAS 32 et 39).

5. Gouvernement d'entreprise

5.1 Organes de direction et d'administration

5.1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé à la date du rapport des neuf membres suivants :

- Monsieur **Pâris Mouratoglou**, Président du Conseil d'administration,
- **La Société Internationale d'Investissements Financiers**, Administrateur, représentée par Madame **Catherine Mouratoglou**,
- La société **EDEV S.A.**, Administrateur, représentée par Monsieur **Jean-Pierre Benqué**,
- La société **EDF**, Administrateur, représentée par Monsieur **Olivier Paquier**,
- Monsieur **Jean-François Astolfi**, Administrateur,
- Monsieur **Jean-Louis Mathias**, Administrateur,
- Monsieur **Jean Thomazeau**, Administrateur,
- Monsieur **Elie Cohen**, Administrateur indépendant,
- Monsieur **Pierre Richard**, Administrateur indépendant.

Messieurs Elie Cohen et Pierre Richard sont administrateurs indépendants au sens du rapport Bouton du 23 septembre 2002 et des critères adoptés par le règlement intérieur du Conseil.

Les sociétés EDEV et EDF ont vu leurs mandats renouvelés lors de l'assemblée générale du 30 mai 2007. Depuis le 31 mai 2007, le représentant permanent de la société EDEV est désormais Monsieur Jean-Pierre Benqué en remplacement de Monsieur Robert Durdilly.

La direction générale de la société est assurée par :

- Monsieur **David Corchia**, Directeur Général
- Monsieur **Yvon André**, Directeur Général délégué Europe
- Monsieur **Christophe Geffray**, Directeur Général délégué Industrie

5.1.2 Les Comités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration a été assisté au cours de l'exercice 2007 de trois comités techniques :

- un Comité d'audit
- un Comité des nominations et des rémunérations
- un Comité de la stratégie

Les missions de chacun de ces trois comités figurent dans le règlement intérieur du Conseil et sont présentées au chapitre 16 du document de référence de la Société. On peut les résumer de la façon suivante :

Le Comité d'audit :

Il est composé de M. Elie Cohen (Président du comité), M. Jean Thomazeau et M. Olivier Paquier.

La mission principale du Comité d'audit est d'aider le Conseil d'administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux de la Société, des comptes consolidés du Groupe ainsi qu'à la qualité du contrôle interne et de l'information délivrée aux actionnaires et au marché.

Le Comité des nominations et des rémunérations :

Il est composé de M. Pierre Richard (Président du comité), M. Jean-Pierre Benqué et M. Pâris Mouratoglou.

Le Comité des nominations et des rémunérations a pour principales missions, d'une part, de préparer les décisions du Conseil d'administration relatives aux rémunérations sous toutes leurs formes des différents mandataires sociaux de la Société (Directeur général, Directeurs Généraux délégués, administrateurs, Président du Conseil) et d'autre part d'examiner les candidatures à toute fonction de mandataire social et de formuler des recommandations au Conseil.

Le Comité de la stratégie :

Il est composé de M. Elie Cohen (Président du comité), M. Jean-Pierre Benqué, M. Jean-Louis Mathias, M. Pâris Mouratoglou et M. Jean Thomazeau.

Le Comité de la stratégie a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe et des opérations d'investissement.

5.2 Liste des mandats des membres des organes d'administration et de Direction

Le tableau ci-dessous présente les mandats et fonctions des membres du Conseil d'administration de la Société (ou le cas échéant ceux du représentant permanent de l'administrateur personne morale) ainsi que ceux du Directeur Général et des Directeurs Généraux délégués au cours des 5 dernières années (hors mandats détenus au sein des sociétés du Groupe qui figurent en annexe 3 du rapport).

Administrateurs

Nom Fonction Age	Première nomination Début du mandat actuel	Autres mandats ou fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Pâris Mouratoglou Président du Conseil d'administration 67 ans	13 septembre 1990 16 avril 2004	<ul style="list-style-type: none"> - Co-Gérant de la Société d'Etudes et de Réalisation de Port de Plaisance de Saint Raphaël (SERPP) - Administrateur de OTV - Co-Gérant de la SCI F.M.K. - Administrateur de EURO SIIF * - Président d'Apollon Solar * - Président du Conseil d'administration d'Hotel Victoria SA * - Gérant de SIIF SARL (Luxembourg) *
Société Internationale d'Investissements Financiers représentée par Catherine Mouratoglou Administrateur 64 ans	30 juin 2000 16 avril 2004	<ul style="list-style-type: none"> - Président Directeur Général d'EURO SIIF * - Président de Bois Fleuri SAS * - Administrateur de Hotel Victoria SA * - Gérant de SIIF SARL (Luxembourg) * - Administrateur d'Energia Italia * (Italie)
EDF représenté par Olivier Paquier Administrateur 44 ans	11 octobre 2000 30 mai 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur Fusions Acquisitions et Financements Structurés d'EDF * - Président Directeur Général du Conseil d'administration de Société C13 * - Président Directeur Général du Conseil d'administration de Société C9 * - Directeur Général et Chef de File (distinction) de Société C3 * - Administrateur de la société C14 * - Administrateur de la société C15 * - Représentant permanent d'EDF au Conseil d'administration de SAPAR (ex Sapar finance) * - Membre du Comité d'orientation de la société EDF PEI - Administrateur de la société SLOE CENTRALE HOLDING BV (Hollande) - Membre du Comité exécutif de DUNKERQUE LNG (C12) - Administrateur de ELCOGAS (Espagne)
EDEV représenté par Jean-Pierre Benqué (depuis le 1 juin 2007) Administrateur 60 ans	11 octobre 2000 30 mai 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur Général Adjoint – Commerce d'EDF SA * - Administrateur EDEV * - Administrateur de l'association professionnelle l'Union Française de l'Electricité * - Administrateur d'EDF Capital Investissement - Membre du Conseil de surveillance d'EnBW

Nom Fonction Age	Première nomination Début du mandat actuel	Autres mandats ou fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Jean-François Astoff Administrateur 55 ans	24 mars 2005 24 mars 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur de la division production et ingénierie hydraulique d'EDF * - Président du Conseil de surveillance de la Centrale Electrique Rhenane de Gamsheim (CERGA) * - Administrateur de COFIVA * - Vice Président du conseil de Surveillance de RKI * - Administrateur de Voies Navigables de France - Président du Conseil d'administration de Central Anahuac SA de CV (Rio Bravo II) - Président du Conseil d'administration de Central Saltillo SA de CV - Président et administrateur du Conseil d'administration de Comego SA - Président du Conseil d'administration de Electricidad Aguila de Altamira (Altamira II) - Administrateur de Light - Vice Président du Conseil d'administration d'EDF Suez Gulf - Vice Président du Conseil d'administration d'EDF Port Saïd East
Jean Thomazeau Administrateur 68 ans	29 novembre 2005 29 novembre 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de COFIGEO, France - Administrateur de BNP PARIBAS PEREGRINE, (Hong Kong) - Administrateur de PRODEF, France * - Administrateur de BANK OF THE WEST, (Etats-Unis) * - Vice Président et Administrateur de la Banque SAFDIE, (Suisse) * - Président du Conseil d'administration BNP PARIBAS (EGYPT) SAE, (Egypte) * - Administrateur de la BANCWEST Corp, (Etats-Unis) *
Elie Cohen ⁽¹⁾ Administrateur 58 ans	18 septembre 2006 1 ^{er} décembre 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur d'Orange - Administrateur de Vigeo - Membre du Conseil de surveillance de Stenia * - Administrateur des Pages Jaunes *
Pierre Richard ⁽¹⁾ Administrateur 67 ans	18 septembre 2006 1 ^{er} décembre 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil d'administration de Dexia SA * - Président du Conseil de surveillance de Dexia Credit Local * - Administrateur délégué de Dexia SA * - Administrateur vice-président de Dexia Banque Belgium * (Belgique) - Vice-président du Conseil d'administration de Dexia BIL *(Luxembourg) - Vice-président du Conseil d'administration de Financial Security Assurance Holdings Ltd * (Etats-Unis) - Administrateur du Crédit du Nord * - Membre du Conseil de surveillance du Monde * - Administrateur d'Air France-KLM * - Administrateur de Generali France Holding *

Nom Fonction Age	Première nomination Début du mandat actuel	Autres mandats ou fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Jean-Louis Mathias Administrateur 60 ans	26 janvier 2007 26 janvier 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur Général délégué 'Intégration et Opérations Dérégulé France' au sein du groupe EDF * - Directeur Général adjoint du groupe Gaz de France - Conseiller du président et membre du comité exécutif d'EDF - Administrateur de la Fondation Gaz de France - Censeur de Gaz de France International - Administrateur de la Compagnie Française des Méthanes Holding - Administrateur de la Compagnie Française des Méthanes - Administrateur de COFATECH - Administrateur de COGAC - Administrateur de Gaz du Sud Ouest - Administrateur de Petrofigaz (représentant permanent de Gaz de France) - Membre du Comité de direction de Gaselys - Administrateur de l'Association Française du Gaz - Directeur Général délégué d'EDF * - Membre du Conseil de surveillance de Dalkia * - Président du Conseil d'administration d'EDF Trading * - Administrateur d'EDEV *

* fonctions ou mandats en cours

Direction Générale

Nom Fonction Age	Première nomination	Autres mandats ou fonctions exercées au cours des cinq dernières années
David Corchia Directeur Général 39 ans	18 juillet 2006	- Néant
Yvon André Directeur Général délégué (Europe) 57 ans	23 avril 2002	<ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de Finance Consult - Administrateur de Sallèle Limousis - Administrateur de SODETREL - Membre du Comité de développement de Total Energie - Administrateur de COFIVA - Administrateur de VALPARIMMO - Administrateur de CT Bois Rouge - Administrateur de CT du Moule - Administrateur de TRANSENERGIE - Président du Conseil d'Administration de SDERD - Administrateur de EDEV Italia * - Administrateur d'AlcoGroup (Belgique) *

Nom Fonction Age	Première nomination	Autres mandats ou fonctions exercées au cours des cinq dernières années
Christophe Geffray Directeur Général délégué (Industrie) 51 ans	31 août 2006	- Membre du Comité de Surveillance d'ECK (Pologne) - Administrateur de géothermie Bouillante SA (Guadeloupe)*

* fonctions ou mandats en cours

5.3 Rémunération des mandataires et avantages en nature

Le tableau suivant détaille le montant de la rémunération versée et les avantages en nature octroyés par la Société et ses filiales aux membres du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués au cours des exercices clos les 31 décembre 2006 et 2007.

Nom	Mandat	Rémunération brute et avantages en nature ¹ 2007	Rémunération brute et avantages en nature ¹ 2006
Pâris Mouratoglou	Président du conseil d'administration depuis le 18 juillet 2006	198 212,88 euros (dont 1 193,88 euros d'avantage en nature) 98 292,12 euros au titre de la régularisation des sommes dues pour 2006 108 536 euros au titre du versement d'une prime due au titre de l'exercice 2005	103 499 ² euros (dont 2 985 euros d'avantages en nature)
Société Internationale d'Investissements Financiers, représentée par Catherine Mouratoglou	Administrateur	Néant	Néant
EDF représentée par Olivier Paquier	Administrateur	Néant	Néant
EDEV représentée par Jean-Pierre Benqué	Administrateur (changement de représentant permanent le 31 mai 2007)	Néant	Néant
Pierre Richard	Administrateur (depuis le 1 ^{er} décembre 2006)	25 000 euros + 12 000 euros versé en janvier 2008 ³	Néant
Elie Cohen	Administrateur (depuis le 1 ^{er} décembre 2006)	25 000 euros + 18 000 euros versés en janvier 2008 ³	Néant
Jean-François Astolfi	Administrateur	Néant	Néant

¹ Les seuls avantages en nature existants correspondent à des voitures de fonction et à la souscription d'une assurance chômage pour les dirigeants (GSC) au profit d'Yvon André et de David Corchia.

² La rémunération totale perçue au titre de l'exercice 2006 après régularisation est de 201 791,12 euros avantages en nature compris.

³ Montant versé au titre des jetons de présence 2007 liés à la participation effective aux conseils et comités.

Nom	Mandat	Rémunération brute et avantages en nature ¹ 2007	Rémunération brute et avantages en nature ¹ 2006
Jean Thomazeau	Administrateur	Néant ¹	Néant
David Corchia	Directeur Général	503 334,80 (dont prime 130 000 euros au titre de l'exercice 2006 et 9 182,28 euros d'avantages en nature)	339 226 euros
Yvon André	Directeur Général délégué	336 070,80 euros (dont prime 70 000 euros au titre de l'exercice 2006 et 10 062,80 euros d'avantages en nature)	287 646 euros (dont 55 000 euros de rémunération variable et 3 460,75 euros d'avantages en nature)
Christophe Geffray	Directeur Général délégué ⁴ (nommé le 31 août 2006)	194 844,68 euros (dont prime 23 333 euros au titre de l'exercice 2006 et 3 089,46 euros d'avantages en nature)	53 761 euros

Rémunération variable

Les primes, qui constituent la part variable des rémunérations visées ci-dessus, sont attribuées de façon discrétionnaire par le Conseil d'administration en fonction de la performance individuelle du mandataire considéré pour l'exercice écoulé. Elles sont attribuées en début d'année en référence à l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 seul Yvon André a perçu une rémunération variable d'un montant de 55 000 euros.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, il a été versé en février 2007 à David Corchia une prime de 130 000 euros, à Yvon André de 70 000 euros et à Christophe Geffray de 23 333 euros.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, il sera versé en mars 2008 à David Corchia une prime de 155 000 euros, à Yvon André de 77 500 euros et à Christophe Geffray de 77 500 euros.

Actions gratuites

Le Conseil d'administration a attribué le 5 novembre 2007 dans le cadre d'un plan d'attribution à certains salariés en France :

- 1 000 actions gratuites à David Corchia
- 1 000 actions gratuites à Yvon André
- 1 000 actions gratuites à Christophe Geffray

Ces actions pourront être acquises à l'issue d'une période de 2 ans sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du Groupe et pour partie de l'atteinte d'objectifs opérationnels. Une fois acquises, les actions devront être conservées au minimum pendant 2 ans et 20 % des actions acquises devront être conservées jusqu'à la cessation des fonctions.

¹ Les seuls avantages en nature existants correspondent à des voitures de fonction et à la souscription d'une assurance chômage pour les dirigeants (GSC) au profit d'Yvon André et de David Corchia.

⁴ Christophe Geffray est rémunéré au titre de son contrat de travail par la société EDF Energies Nouvelles France, filiale du Groupe. Il est arrivé dans la Société en août 2006.

Jetons de présence

Seuls les administrateurs indépendants ont perçu des jetons de présence pour l'exercice 2007 conformément à la décision du Conseil d'administration en date du 8 mars 2007 sur avis du Comité des rémunérations.

Ce dernier a décidé de retenir les principes suivants pour la répartition annuelle des jetons de présence aux seuls administrateurs indépendants et dans la limite du montant accordé par l'assemblée avec un plafond de 30 000 euros par exercice et par administrateur :

- un montant fixe forfaitaire annuel de 10 000 euros
- un montant variable en fonction de la participation de l'administrateur égal à 2 000 euros par Conseil ou Comité
- attribution en janvier pour la présence au cours de l'année écoulée et en juin pour le montant forfaitaire

De plus, de façon exceptionnelle afin de rétribuer le travail d'investissement à fournir dans le cadre de leur prise de fonction, le Conseil a décidé d'attribuer un montant exceptionnel de 15 000 euros à chacun des administrateurs indépendants. Ce montant leur a été versé courant du mois de juin 2007 accompagné de la partie fixe forfaitaire annuelle de 10 000 euros.

La partie variable des jetons de présence correspondant à la présence des administrateurs indépendants aux réunions du Conseil et des Comités a été versée en janvier 2008 et est d'un montant de 12 000 euros pour Monsieur Pierre Richard et de 18 000 euros pour Monsieur Elie Cohen.

Rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux de la Société par les sociétés contrôlées et par la société qui contrôle pour l'exercice 2007

Monsieur Christophe Geffray est intégralement rémunéré au titre de son contrat de travail par la société EDF EN France. Il a également bénéficié de l'attribution de 50 actions gratuites de la société EDF SA soumises à conditions.

Monsieur Jean-François Astolfi a perçu de la part de la société EDF SA une rémunération brute pour l'exercice 2007 d'un montant de 166 448 euros plus une part variable de 74 687 euros et des avantages en nature et autres primes statutaires d'un montant de 33 827 euros. Il a également bénéficié de l'attribution de 50 actions gratuites de la société EDF SA soumises à conditions.

Monsieur Jean-Louis Mathias a perçu de la part de la société EDF SA une rémunération brute pour l'exercice 2007 d'un montant de 508 431 euros plus une part variable de 202 526 euros et des avantages en nature et autres primes statutaires d'un montant de 44 760 euros. Il a également bénéficié de l'attribution de 50 actions gratuites de la société EDF SA soumises à conditions.

Engagement de toute nature pris au bénéfice des mandataires sociaux visés à l'article L. 225-102-1 al 3 du Code de Commerce

M. David Corchia, Directeur Général de la Société, bénéficie d'une clause d'indemnisation en cas de révocation de son mandat social ou de son non-renouvellement au-delà du 31 décembre 2009 pour une nouvelle période de 3 ans, correspondant à 21 mois de rémunération, soit sur la base de sa rémunération actuelle, un montant de 637 267 euros.

M. Yvon André, Directeur Général délégué de la Société, bénéficie d'une clause d'indemnisation en cas de licenciement (hors faute grave ou lourde) correspondant à 18 mois de salaire, calculée sur la base de son dernier salaire mensuel

précédant la notification du licenciement. La signature de l'avenant à son contrat de travail (actuellement suspendu), incluant notamment cette indemnité a été autorisée par le Conseil d'administration du 25 avril 2007.

Aucun des mandataires sociaux ne bénéficient d'un régime de retraite spécifique.

5.4 Opérations des dirigeants sur les titres EDF EN

Dans le cadre d'une opération de reclassement interne au groupe Mouratoglou, M. Pâris Mouratoglou a fait apport le 7 juin 2007 de 14 195 950 actions EDF Energies Nouvelles qu'il détenait, soit 22,9% du capital, à la Société Internationale d'Investissements Financiers contrôlée par M. et Mme Pâris Mouratoglou. Cet apport a été effectué pour un montant total de 525 250 150 euros, soit 37 euros par action.

Par ailleurs, les 25 juin 2007 et 20 décembre 2007, à la demande du groupe Mouratoglou et conformément aux accords entre actionnaires¹, le groupe EDF a procédé au paiement de 243 388 697,81 euros en règlement des actions à règlement différé cédées par le groupe Mouratoglou au profit du groupe EDF en vue de maintenir pendant et à l'issue de l'introduction en bourse de la Société la participation du groupe EDF à 50% du capital ainsi qu'en règlement de l'ajustement de prix sur les actions cédées par le groupe Mouratoglou en juillet 2006. L'ensemble des opérations d'achat de titres susvisées a concerné un total de 5 980 483 actions.

Ces opérations n'ont pas modifié la répartition du capital de la Société et les engagements pris par le groupe Mouratoglou et le groupe EDF dans le cadre du pacte d'actionnaires conclu le 17 juillet 2006.

Enfin, sur l'exercice 2007, les opérations suivantes ont été effectuées et ont fait l'objet d'une déclaration par les personnes intéressées conformément aux dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier.

Déclarant	Nature de l'opération	Montant en euros	Prix unitaire	Date de l'opération
Yvon André (DGD)	Cession actions	445 719,25	53,3604	30-10-07
	Cession actions	268 227,35	53,6455	30-10-07
	Cession actions	537 406,10	53,7406	29-10-07
	Cession actions	537 756	53,7756	29-10-07
	Cession actions	140 890,81	53,2266	26-10-07
	Cession actions	261 921,97	53,2145	26-10-07
	Cession actions	266 773,80	53,3548	26-10-07
	Cession actions	265 000	53	25-10-07
	Cession actions	4 141,80	53,10	25-10-07
	Cession actions	264 929	52,9858	25-10-07
	Cession actions	214 038,36	53,50959	11-10-07
	Cession actions	272 500	54,50	9-10-07
	Cession actions	216 000	54	9-10-07
	Cession actions	318 000	53	8-10-07

¹ Décision AMF n° 206C226 en date du 7 décembre 2006

Déclarant	Nature de l'opération	Montant en euros	Prix unitaire	Date de l'opération
David Corchia (DG)	Cession actions	332 308,20	55,3847	26-09-07
	Cession actions	1 085 930	54,2965	25-09-07
	Cession actions	728 212,02	53,4703	24-09-07
	Cession actions	1 892 215,83	52,0111	21-09-07
	Cession actions	510 000	51	20-09-07
	Cession actions	3 202 500	42,70	26-04-07
	Cession (donation)	0 (134.000 titres)	0	23-04-07
	Cession actions	4 730 000	43	23-03-07
Philippe Crouzat (Directeur financier)	Cession actions	473 281,10	40,90	16-03-07
SIIF (société holding actionnaire contrôlé par M et Mme Mouratoglou)	Acquisition actions (bénéficiaire de l'apport)	525 250 150	37	7-06-07
Pâris Mouratoglou (Président du Conseil)	Cession actions (apporteur)	525 250 150	37	7-06-07

6. Actionnariat et éléments pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique

6.1 Historique du capital

Date	Nature de l'opération	Capital avant opération (en euros)	Prime d'émission / d'apports	Actions créées	Valeur nominale (en €)	Nombre d'actions cumulé	Capital après opération (en euros)
19/10/2005	Augmentation de capital	68 956 608	72 170	1 000	16	4 310 788	68 972 608
18/09/2006	Division de la valeur nominale des actions	68 972 608	n.a	n.a	1,6	43 107 880	68 972 608
28/11/2006	Augmentation de capital (introduction en bourse)	68 972 608	320 482 061	12 139 472	1,6	55 247 352	88 395 763,20
28/11/2006	Augmentation de capital (exercice de l'option de surallocation)	88 395 763,2	48 072 288	1 820 920	1,6	57 068 272	91 309 235,20
01/12/2006	Augmentation de capital (réservée à EDEV)	91 309 235,20	126 679 449,60	4 798 464	1,6	61 866 736	98 986 777,60
14/12/2006	Augmentation de capital (réservée aux salariés PEG)	98 986 777,60	1 964 279	93 216	1,6	61 959 952	99 135 923,20
14/12/2006	Augmentation de capital (réservée aux salariés hors PEG)	99 135 923,20	2 502 244,8	94 782	1,6	62 054 734	99 287 574,40

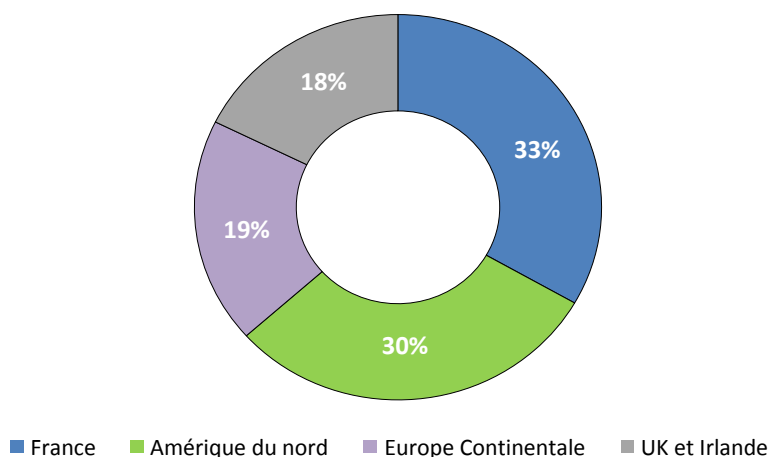
6.2 Structure du capital

Au 31 décembre 2007, la répartition du capital de la société est la suivante :

Actionnaire	Actions et droits de vote	% capital et droits de vote
Groupe EDF	31 027 367	50,00%
Groupe Mouratoglou	15 570 657	25,09%
Public (y compris salariés)	15 456 710	24,91%
Total	62 054 734	100 %

Le groupe EDF et le groupe Mouratoglou, qui détiennent ensemble 75,09 % du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2007, ont déclaré agir de concert à son égard.

EDF Energies Nouvelles a procédé à l'identification de ses actionnaires au 30 novembre 2007. Sur la base du TPI (titres au porteur identifiables), le flottant se répartit entre 20 % d'actionnaires individuels et 80 % d'actionnaires institutionnels. La répartition des investisseurs institutionnels par zone géographique est la suivante :



6.3 Evolution du cours de Bourse

L'action EDF Energies Nouvelles a été admise à la cotation sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A. le 28 novembre 2006 au cours de 28 euros. Depuis l'introduction et jusqu'au 31 décembre 2007, le cours de l'action s'est apprécié de 70 %. Durant la même période, l'indice SBF 120 a, quant à lui, progressé de 3,4 %.

Au cours de l'année 2007, le cours de bourse a atteint son plus haut le 7 novembre 2007 à 57,8 euros et son plus bas le 17 janvier 2007 à 35,4 euros. Au 31 décembre 2007, le cours de l'action a clôturé à 47,7 euros, soit une capitalisation boursière de 2,960 milliards d'euros.

Evolution du cours de l'action depuis l'introduction en bourse comparé à l'indice SBF 120



6.4 Franchissements de seuil

Au cours de l'exercice 2007, la Société a été informée conformément à l'article L.233-7 du Code de commerce et l'article 13 de ses statuts (franchissement du seuil de 1 % du capital ou des droits de vote de la Société) du franchissement de seuils à la hausse (5 %, 10 %, 15 %, 20 %) de la société SIIF Luxembourg suite à l'apport de Monsieur Pâris Mouratoglou de 14 195 950 actions et concomitamment du franchissement à la baisse des mêmes seuils (20 %, 15 %, 10 %, 5 %) par Monsieur Pâris Mouratoglou.

La Société n'a pas été notifiée de participations prévues par l'article L.233-12 du Code de commerce. A la connaissance de la Société aucun autre actionnaire que ceux mentionnés au paragraphe « Structure du capital » ne détient plus de 5 % du capital.

6.5 Impact en cas d'offre publique (L. 225-100-3)

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique visant les titres de la Société sont décrits ci-après.

Il est rappelé que la structure du capital de la Société est de 50 % pour le groupe EDF, 25,09 % pour le groupe Mouratoglou et 24,91 % pour le public (y compris les salariés). Le groupe EDF et le groupe Mouratoglou ont déclaré agir de concert vis-à-vis de la Société et ont pris l'engagement de s'interdire de procéder, directement ou indirectement, à des acquisitions d'actions ayant pour effet de réduire la part du public dans le capital de la Société à moins de 23,66 %. Cependant, l'engagement de liquidité souscrit par le groupe EDF expirerait dans l'hypothèse où le groupe Mouratoglou viendrait à détenir moins de 10 % du capital de la Société.

6.5.1 Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions

Les statuts de la Société ne contiennent au 31 décembre 2007 aucune stipulation limitant les transferts d'actions. Sous réserve des stipulations de l'article 13 relatives à la privation des droits de vote en cas de non-respect des obligations relatives aux déclarations de franchissement de seuil (franchissement du seuil de 1 % du capital ou des droits de vote), les statuts ne contiennent pas de restriction à l'exercice des droits de vote.

6.5.2 Clauses de convention portées à la connaissance de la Société dont elle a connaissance en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce – droits de contrôle spéciaux

Dans le cadre de l'admission des titres de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire d'un pacte d'actionnaires et d'une convention concernant la Société, conclus le 17 juillet 2006, entre d'une part, la société EDF et la société EDF Développement Environnement - EDEV (ci-après désignés ensemble le « Groupe EDF ») et d'autre part, M. Pâris Mouratoglou et la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois SIIF - Société Internationale d'Investissements Financiers (ci-après désignés ensemble le « Groupe Mouratoglou »). L'Autorité des marchés financiers a également été destinataire d'un avenant à la convention précitée, conclu le 10 novembre 2006 entre le groupe EDF et le groupe Mouratoglou. Vous pouvez consulter la décision de l'AMF n°206C2226 sur son site qui décrit les principales stipulations de ces accords et notamment le droit de préférence en cas de transfert de titres consentis au groupe EDF par le groupe Mouratoglou et les options de vente et d'achat consenties en cas de participation du groupe Mouratoglou devenue inférieure à 10% du capital.

6.5.3 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration

Aux termes du pacte, le Conseil d'administration de la Société doit être composé de neuf membres désignés pour une durée de six années, dont quatre sont désignés parmi les candidats présentés par le groupe EDF, trois parmi les candidats présentés par le groupe Mouratoglou, et deux administrateurs indépendants (l'un nommé parmi les candidats proposés par le groupe EDF, l'autre parmi les candidats proposés par le Groupe Mouratoglou).

Le pacte prévoit également une modification de la composition du Conseil d'administration, en cas de diminution éventuelle de la participation du groupe Mouratoglou dans le capital de la Société :

- si cette participation devient inférieure à 12,5% du capital, le nombre d'administrateurs nommés sur sa proposition sera réduit à deux, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à cinq et le nombre d'administrateurs indépendants demeurant inchangé ;
- si cette participation devient inférieure à 10% du capital, le nombre d'administrateurs nommés sur sa proposition sera réduit à un, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à cinq et le nombre d'administrateurs indépendants étant porté à trois ;
- si cette participation devient inférieure à 5% du capital, il n'y aura plus d'administrateurs nommés sur sa proposition, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à six et le nombre d'administrateurs indépendants étant porté à trois.

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées. M. Pâris Mouratoglou occupe les fonctions de Président du Conseil d'administration jusqu'au 31 décembre 2010 et s'engage à renoncer à cette fonction si la participation du groupe Mouratoglou devenait inférieure à 10 % du capital de la Société. Jusqu'à l'expiration du mandat de Président de M. Pâris Mouratoglou, les fonctions de Président du Conseil d'administration demeureront dissociées de celles de Directeur Général. Le Directeur Général est désigné parmi les candidats proposés par le groupe EDF ; les parties au pacte sont néanmoins convenues que le mandat du Directeur Général actuel, M. David Corchia, expirera le 31 décembre 2009.

6.5.4 [Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique](#)

M. David Corchia, Directeur Général de la Société, bénéficie d'une clause d'indemnisation correspondant à 21 mois de rémunération en cas de révocation de son mandat social ou de son non-renouvellement au-delà du 31 décembre 2009 pour une nouvelle période de trois ans. Cette clause pourrait s'appliquer en cas d'offre publique.

6.5.5. [Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier relatifs à l'émission ou au rachat d'actions](#)

Les délégations de pouvoirs et autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières dont bénéficie le Conseil d'administration figurent en annexe 2 du rapport.

L'assemblée générale du 30 mai 2007 a autorisé, le conseil d'administration, pour une durée de dix huit mois, à procéder au rachat de ses propres actions. Les conditions de ces rachats sont décrites dans le descriptif du programme de rachat figurant sur le site internet de la société.

6.5.6 [Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts](#)

Contrat de licence de marque

Dans l'hypothèse où la participation, directe ou indirecte, d'EDF deviendrait inférieure à 35 % du capital ou des droits de vote de la Société, le contrat de licence de marque conclu entre la Société et EDF en date du 30 août 2006 au terme duquel la Société bénéficie du droit d'usage de la marque « EDF Energies Nouvelles » en tant que dénomination sociale serait résilié de plein droit.

Contrats de financement

Certains financements de la Société prévoient un remboursement anticipé dans l'hypothèse où EDF viendrait à détenir une part de capital et de droits de vote de la Société inférieure à un certain seuil ou en cas de changement de dénomination sociale de la Société.

Evolution de l'actionariat

La Société bénéficie de l'expérience de M. Mouratoglou, acteur historique des énergies nouvelles, ainsi que de la renommée du groupe EDF et de la force de son implantation nationale et internationale. Dans ce cadre, tout changement de contrôle de la Société par ses principaux actionnaires actuels pourrait avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs.

7. Salariés et actionnariat salariés

7.1 Salariés

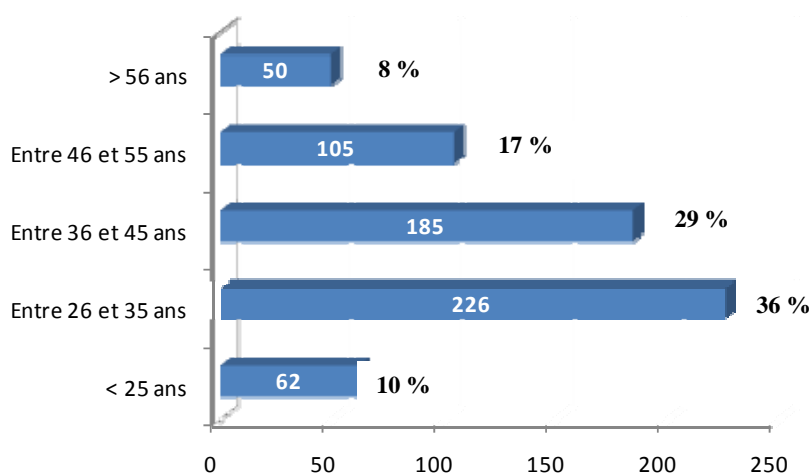
7.1.1 Effectifs du Groupe¹

Au 31 décembre 2007, le Groupe comptait 628 salariés, soit une progression de 40 % par rapport à fin 2006. La répartition géographique des effectifs est la suivante :

	31/12/2006	31/12/2007
Etats-Unis	215	317
France	118	158
Bulgarie	60	60
Portugal	25	23
Grèce	13	20
Espagne	4	12
Italie	2	12
Belgique	0	11
Royaume-Uni	9	12
Allemagne	3	3
TOTAL GROUPE	449	628

La pyramide des âges fait ressortir la jeunesse des équipes d'EDF Energies Nouvelles, 46 % des effectifs étant âgés de moins de 35 ans.

Pyramide des âges au 31 décembre 2007



¹ Les effectifs du Groupe comprennent les salariés des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et sont comptabilisés selon les mêmes critères.

Les autres indicateurs clés de la société sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Total Groupe
Effectifs	628
Nombre de CDD	40
Nombre de CDI	588
% de CDI	94%
Nombre de cadres	238
% de cadre	38%
Charges de personnel (en k€)	36 445
Nombre de femmes	148
Pourcentage de cadres femmes	31%

7.1.2 Le Groupe en France

En France, le Groupe compte 158 collaborateurs, soit une progression de 34% par rapport à l'année 2006.

Le Groupe a recruté 54 nouveaux collaborateurs en privilégiant les CDI (en 2007, 97% des salariés français sont en CDI). Il a attiré de nouveaux talents dans ses différents métiers avec 20 nouveaux embauchés dans les fonctions Corporate, 16 à la Direction Industrie et 18 dans les métiers du développement.

La croissance du Groupe est portée par des équipes jeunes (48 % des salariés français sont âgés de 26 à 35 ans, 27 % de 36 à 45 ans) et hautement qualifiées, issues d'écoles d'ingénieurs, d'écoles de commerce et de grandes universités. Ces équipes partagent les valeurs de l'entreprise telles que la diversité culturelle, l'esprit entrepreneurial, l'innovation, la performance et la réactivité. 121 salariés français ont le statut cadre.

Le nombre de départs s'élève à 14 en 2007, dont un départ en retraite, une fin de contrat (CDD) et deux licenciements. L'absentéisme est quasi nul, ce qui souligne la forte implication des salariés.

Afin d'accompagner sa croissance, le Groupe a renforcé ses équipes sur l'ensemble de ses métiers :

- Les fonctions Corporate qui permettent au Groupe une meilleure maîtrise des risques tout en lui assurant une meilleure performance
- Les équipes de développement afin de répondre aux objectifs de croissance du Groupe dans les différentes filières et de renforcer sa présence sur des nouveaux marchés
- La Direction Industrie qui a été organisée autour de 3 grands piliers :
 - la Direction Ingénierie : elle intervient en support des équipes de développement, apporte son savoir-faire dans le suivi de la construction des installations et sécurise l'approvisionnement des équipements. La Direction Ingénierie regroupe au 31 décembre 2007 une quarantaine de personnes réparties sur 5 pays. En 2007, le bureau d'études a vu son effectif passer de 6 à 10 personnes. Les Départements Réalisation et Support Technique sont passés de 12 à 20 personnes.

- la Direction Nouvelles Technologies : elle permet au Groupe d'être au cœur de l'évolution technologique en apportant son expertise technique dans le développement des projets des nouvelles filières des énergies renouvelables (solaire, hydroliennes, biocarburants, ...)
- la Direction Exploitation et Maintenance : le Groupe s'est fixé comme ambition de se doter d'un département exploitation et maintenance en Europe sur le modèle de celui existant aux Etats-Unis. Cette nouvelle direction démarre son activité autour de quatre missions : la gestion et la description des installations en production d'une manière homogène et standardisée, la gestion de la production, la gestion de la maintenance et le retour d'expérience d'exploitation. La région de Béziers a été choisie pour implanter le centre d'Exploitation et Maintenance pour l'Europe. Les équipes se constituent progressivement afin de permettre le déploiement du système de supervision et de conduite des installations et de pouvoir disposer d'une première expérimentation de l'activité de maintenance avec la création du centre régional de maintenance d'Ablis.

7.1.3 Le Groupe à l'international

Le Groupe a poursuivi son expansion à l'international avec une progression de 42 % des effectifs en 2007.

Aux Etats-Unis, la filiale enXco a connu une année particulièrement importante en terme de croissance des effectifs passant de 215 à 317 personnes (+ 47 %). Ses équipes se répartissent entre :

- 221 salariés dans les métiers d'exploitation-maintenance ;
- 65 salariés dans le développement et les métiers techniques. Des spécialistes de la prospection foncière ont été recrutés permettant de sécuriser les terrains. enXco a également décidé de créer des équipes spécialisées dans le développement de projets solaires et de renforcer ses équipes techniques en recrutant un ingénieur météo ainsi qu'un nouveau directeur pour le *Technical Services Group* ;
- 31 personnes dans les fonctions Support.

7.1.4 Mobilité à l'international

Le Groupe connaît un partenariat réussi avec ses filiales étrangères fondées sur la complémentarité des savoir-faire.

Le Groupe encourage la mobilité internationale de ses cadres et connaît aujourd'hui des exemples réussis d'expatriation, notamment en Angleterre, en Italie, en Grèce et aux Etats-Unis.

La mobilité internationale permet ainsi de mieux développer les compétences métier du Groupe en fonction des besoins identifiés. Les possibilités d'évolution à l'international sont un atout pour fidéliser, promouvoir et recruter de nouveaux talents. EDF Energies Nouvelles a ainsi recruté 6 jeunes diplômés en VIE (Volontariat International en Entreprise), 4 aux Etats-Unis, 1 en Grèce et 1 en Espagne.

7.1.5 Formation

Le Groupe encourage la formation de ses salariés :

- en mettant en place des programmes de formation interne qui permettent un échange sur les bonnes pratiques, un partage des savoir-faire et connaissances ;
- et en proposant des formations externes permettant de répondre au mieux au besoin d'acquérir des connaissances métiers, et ce, afin de donner aux collaborateurs l'accès aux outils, méthodes et savoirs leur permettant d'être innovants et performants.

En 2007, 34 % des salariés français ont bénéficié d'une formation, soit environ 30 heures de formation par salarié. Les dépenses de formation représentent environ 1 % de la masse salariale.

7.1.6 Fidélisation

EDF Energies Nouvelles s'attache à motiver et fidéliser ses collaborateurs ainsi qu'à attirer de nouveaux talents. Dans cet objectif, le Groupe a mis en place fin 2007 un plan d'attribution d'actions gratuites pour ses collaborateurs clés en France et dans ses filiales.

L'assemblée générale du 30 mai 2007 a autorisé, dans sa quatorzième résolution, le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites. Le Conseil d'Administration du 5 novembre 2007 a décidé l'attribution d'actions gratuites à certains dirigeants et salariés en France, pour un total de 24 550 actions. L'acquisition des actions en novembre 2009 est soumise à une condition de présence ainsi que pour partie à des conditions de performance collective fondées sur les résultats opérationnels du Groupe.

Les salariés des filiales étrangères (Etats-Unis, Royaume-Uni, Portugal, Grèce, Italie et Espagne), qualifiés de collaborateurs clés, ont bénéficié d'un plan appelé « *Mirror stock plan* » reproduisant le mécanisme d'attributions d'actions gratuites. Ce plan, à échéance novembre 2009 et novembre 2010, est également soumis à des conditions de présence et de performances collectives. 29 910 unités ont été attribuées au titre du *Plan Collaborateurs Clé Filiales Etrangères*.

7.2 **Actionnariat salarié**

A la connaissance de la Société, le montant de la participation des salariés au capital social de la Société au 31 décembre 2007 au sens de l'article L. 225-102 du Code de Commerce était de 0,11 % (73 091 actions provenant de l'offre réservée aux salariés dans le cadre d'un plan d'épargne groupe à l'occasion de l'introduction en Bourse de la Société en décembre 2006).

8. **Informations relatives à EDF Energies Nouvelles S.A**

8.1 **Comptes sociaux**

Les comptes sociaux ainsi que des informations complémentaires concernant EDF Energies Nouvelles SA figurent aux pages 111 et suivantes de ce rapport.

8.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles S.A, société holding du groupe EDF Energies Nouvelles, s'élève à 14,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 14,2 millions d'euros au cours de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires est composé principalement de prestations facturées à son actionnaire EDEV SA, de prestations Groupe (garanties données à des établissements financiers par la Société pour le compte des filiales) et de managements fees.

8.1.2 Résultats

- Le résultat d'exploitation se maintient au même niveau que celui de l'année précédente. Il est négatif de 6,7 millions d'euros contre 7 millions d'euros en 2006.
- Le résultat financier d'EDF Energies Nouvelles S.A. s'élève quant à lui à 63,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 0,8 million d'euros au 31 décembre 2006. Cette hausse est liée pour l'essentiel aux acomptes de dividendes reçus pour 45,4 millions d'euros et aux produits financiers issus des placements des fonds reçus lors de l'introduction en bourse en novembre 2006.
- Le résultat exceptionnel s'établit à 1,8 million d'euros au 31 décembre 2007. Il correspond pour l'essentiel à la cession des titres de la filiale mexicaine EME qui portait un projet hydraulique.
- Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 57,7 millions d'euros contre un résultat négatif net de 0,3 million d'euros sur l'exercice précédent.

8.1.3 Trésorerie

Le montant de la trésorerie de la Société, au 31 décembre 2007, s'élève à 212,8 millions d'euros.

8.1.4 Endettement

Le total des dettes de la Société s'élève à 404,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 140,4 millions d'euros pour l'exercice précédent.

Les principales dettes sont composées des postes suivants :

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	373,6 M€
• Emprunts et dettes financières divers	11,0 M€
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4,0 M€
• Dettes fiscales et sociales	4,1 M€
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5,5 M€
• Autres dettes	6,4 M€

Les dettes financières contractées par EDF Energies Nouvelles S.A. concernent les lignes de crédit moyen terme et les découverts bancaires. Dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée à la maison mère, ces dettes permettent de financer notamment les périodes de construction des parcs éoliens.

8.2 Evolution des participations

Souscriptions et augmentations au cours de l'exercice 2007

- A l'issue d'une augmentation de capital réservée de 22,9 millions d'euros réalisée en novembre 2007, EDF Energies Nouvelles détient 25 % d'une société nouvellement créée, Alcogroup, et rassemblant les activités de production et de distribution d'éthanol de la société belge Alcofinance.
- La prise de participation dans la société allemande REETEC à hauteur de 28 % qui intervient en tant que prestataire de services dans le domaine de l'éolien (érection de turbines, connexion au réseau électrique, installation de câbles, maintenance...).
- La prise de participation majoritaire dans la société Verdesis. Le métier de base de Verdesis est la commercialisation d'installation et la maintenance d'appareils de filtration et de micro-turbines permettant d'optimiser l'exploitation du biogaz issu de centre d'enfouissement technique (CET) ou de station d'épuration.
- La prise d'une participation complémentaire de 3,3 % dans la société espagnole de développement de fermes solaires, Fotosolar. La participation d'EDF Energies Nouvelles est désormais de 45,8 % du capital.
- Participation à l'augmentation du capital de la société EDF EN Italia.

Cessions de titres au cours de l'exercice 2007

- Cession de 25% de la société EEN Hellas (Grèce). La participation d'EDF Energies Nouvelles est désormais de 75 % du capital.

Le détail de l'évolution des participations figure en annexe des comptes sociaux dans le tableau des filiales et des participations.

8.3 Acquisition par la société de ses propres actions

8.3.1 Actions détenues par la Société ou pour son propre compte

Au 31 décembre 2007 la société et ses filiales détiennent 120 910 actions d'autocontrôle soit 0,194 % du capital de la société.

L'Assemblée Générale des actionnaires du 30 mai 2007 statuant à titre ordinaire a autorisé le Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à racheter les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social.

Répartition par objectifs des opérations d'achat d'actions réalisées :

Objectifs de rachat	Nombre de titres
Contrat de liquidité	98 000
Conservation des titres et remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe	Néant
Couverture des plans d'options ou allocations d'actions à des salariés ou des titres de créances convertibles	22 910
Annulation des titres acquis	Néant
Total	120 910

Aucune réallocation des actions à d'autres finalités ou objectifs n'a été réalisée.

8.3.2 Contrat de liquidité et autres rachats d'actions propres

Le 6 février 2007, la Société a confié à Natexis Bleichroeder, filiale de NATIXIS, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'Association Française des Entreprises d'Investissement telle qu'approuvée par l'Autorité des marchés financiers par décision du 22 mars 2005. Ce contrat a été conclu pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Pour la mise en œuvre de ce contrat, 7 000 000 euros ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2007, le compte de liquidité comportait 98 000 titres EDF Energies Nouvelles et 2 428 122,80 euros.

Par ailleurs, la société a confié en novembre 2007 à un prestataire de services d'investissements, la mission d'acquérir dans le cadre du programme de rachat, des actions à l'effet de couvrir un plan d'actions gratuites mis en place le 5 novembre 2007. Dans ce cadre, 22 910 actions d'une valeur nominale de 1,6 euro, ont été acquises au comptant entre le 4 octobre 2007 et le 12 décembre 2007 au prix moyen de 52,27 euros, soit un montant total de 1 197 593 euros. L'intégralité des actions a été affectée à la couverture dudit plan.

Sur la totalité de l'exercice 2007, la Société a procédé au rachat de 1 248 154 actions à un cours moyen de 46,52 euros de même qu'à la vente de 1 150 154 actions à un cours moyen de 46,51 euros dans le cadre du contrat de liquidité.

Le montant des frais de négociation pour l'année 2007 est de 37 391 euros.

9. Bilan environnemental

De par son activité de producteur d'électricité à partir d'énergies renouvelables (éolien principalement mais également hydraulique, biomasse et solaire), EDF Energies Nouvelles participe activement aux enjeux mondiaux du développement durable tels que le combat contre l'effet de serre ou la sécurisation de l'approvisionnement énergétique.

9.1 Exigences environnementales

L'ensemble des installations du Groupe sont conçues et exploitées dans le respect de la réglementation environnementale applicable concernant la protection des paysages et des espaces naturels, les rejets atmosphériques et liquides ainsi que les bruits de voisinage. De même, le choix de l'implantation de ces installations est issu d'une longue démarche de concertation avec les autorités locales et les riverains.

EDF Energies Nouvelles travaille également avec les différents constructeurs afin de limiter les impacts de ses outils de production sur l'environnement, notamment pour la diminution des émissions sonores des éoliennes, l'amélioration du rendement et la baisse des émissions polluantes des installations de combustion. Ce souci permanent d'amélioration est conjugué à une politique d'entretien systématique préventif des matériels dont le vieillissement pourrait engendrer des dégradations du rendement énergétique.

Par ailleurs, pour ses activités éoliennes en France, EDF Energies Nouvelles a formalisé son engagement en faveur de la protection de l'environnement par la définition d'une politique environnementale. Ce document précise les objectifs de la société concernant le développement des énergies renouvelables tout en maîtrisant nos impacts sur l'environnement : respect de la réglementation environnementale, prévention de tout risque de pollution. Pendant la phase de développement, une concertation locale est organisée dans le but d'informer et d'échanger sur le respect de ces engagements.

Cette politique s'inscrit en conformité avec la politique environnementale du groupe EDF dont certaines actions sont menées en commun.

9.2 Mise en œuvre des engagements environnementaux

Dès les premières étapes de chaque projet, le Groupe prête une attention particulière au respect de ses engagements environnementaux. De nombreuses études sont réalisées en partenariat avec des bureaux d'études spécialisés, notamment des études d'impacts, études acoustiques et paysagères.

EDF Energies Nouvelles supervise attentivement les opérations de construction et d'exploitation-maintenance par des visites périodiques de contrôle sur site.

A titre d'exemple, en France, EDF Energies Nouvelles a dépensé en 2007 plus de 836 000 euros au titre de ses engagements environnementaux.

9.3 Informations environnementales

9.3.1 Système de Management Environnemental

Le Système de Management Environnemental mis en place en 2005 pour le métier Eolien sur le périmètre France (hors DOM-TOM) est déployé afin de respecter les engagements de la politique environnementale. Ce système décline les engagements de la politique environnementale en mettant en place les processus de gestion des incidents et des impacts environnementaux.

La certification ISO 14001 des activités de développement, construction et production d'origine éolienne en France a été confirmée en 2007 lors d'un audit du système de management par Det Norske Veritas (DNV) sur nos parcs en construction et en exploitation.

EDF Energies Nouvelles travaille sur un élargissement du périmètre de certification aux autres métiers et autres pays du Groupe.

9.3.2 Consommation de ressources

Environ 92 % de l'énergie électrique d'EDF Energies Nouvelles, produite majoritairement à partir du vent, est d'origine renouvelable. Ainsi, EDF Energies Nouvelles limite l'emploi de combustibles fossiles épuisables (les 8 % restants sont obtenus à partir de gaz naturel et de fioul issus d'actifs historiques).

9.3.3 Gestion des impacts environnementaux

– rejets, émissions et déchets

La très grande majorité de la production électrique du Groupe est issue d'installations ne provoquant aucune émission de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄...). En effet, l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique représentent respectivement 81 % et 10 % de la production électrique du Groupe. Ces deux formes d'énergies ne provoquent pas d'émission de polluants, ne produisent pas de déchets et ne contribuent pas à l'effet de serre ; elles respectent de ce fait l'environnement.

Par ailleurs, les centrales thermiques du Groupe sont équipées d'installations de traitement des fumées afin de respecter les seuils de rejets (poussières, CO₂, SO_x,...) définis par une réglementation très précise.

La conception des nouveaux projets (Biomasse) se fonde sur la recherche d'un rendement élevé - de manière à réduire la consommation des combustibles - combiné à la protection de l'environnement. Par exemple, EDF Energies Nouvelles prend soin de choisir la chaudière la mieux adaptée au combustible utilisé ainsi que les équipements d'installations de traitement des fumées les plus efficaces.

– impacts visuels et sonores

Ces aspects sont pris en compte lors de la conception de chaque projet, en cherchant à optimiser l'intégration paysagère et à limiter les nuisances sonores pour les riverains.

Pour l'activité Eolienne, cette prise en compte s'effectue à toutes les étapes d'avancement :

- en **phase de projet**, le Groupe fait appel à des experts pour réaliser de nombreuses études (photomontages, covisibilité, émergences sonores) afin de mieux évaluer et maîtriser les impacts visuels et sonores d'un parc éolien ;
- pendant la **réalisation des parcs éoliens**, le Groupe utilise des éoliennes tripales et blanches pour une meilleure harmonie avec l'environnement et suit, lors de l'implantation, les principales lignes du paysage (routes, collines...). Les postes de livraison au réseau EDF font l'objet d'un habillage (pierres locales...) afin de les intégrer dans le paysage local ;
- pendant le **suivi lors de l'exploitation** du parc éolien le Groupe réalise des inspections régulières des machines. Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles s'engage à évaluer la conformité de ses parcs éoliens à la réglementation en vigueur sur les bruits de voisinage. Cette campagne a concerné un site en 2007 et trois autres mesures sont programmées en 2008. Les résultats obtenus permettent également d'affiner la modélisation de ces impacts en phase projet.

– protection de la biodiversité

Le Groupe prend en compte l'impact de ses activités sur les milieux naturels partout où ses ouvrages ou leur exploitation peuvent leur porter atteinte.

Des études sont réalisées sur chacun des projets afin de mieux connaître leurs impacts sur les espèces végétales et animales et d'identifier la sensibilité des différentes espèces végétales et animales à ces projets.

Lors des chantiers de construction, une attention particulière est portée au respect des espaces naturels, notamment le balisage des lieux où sont localisées des espèces protégées ou le respect des périodes de nidification des espèces présentes.

EDF Energies Nouvelles fait réaliser un suivi de l'impact des parcs éoliens sur l'avifaune par des ornithologues pendant la période d'exploitation. Par exemple, sur un parc éolien de 87 MW, EDF Energies Nouvelles participe à un plan de gestion de 250 ha de milieux naturels sur 15 ans afin de préserver les espèces biologiques de la région.

Les filiales d'EDF Energies Nouvelles en Europe et aux France poursuivent les mêmes objectifs.

Le Conseil d'administration
Paris, le 21 février 2008

Annexe 1 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices

	2003	2004	2005	2006	2007
Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	68 956 608	68 956 608	68 972 608	99 287 574	99 287 574
Nombre des actions ordinaires existantes	4 309 788	4 309 788	4 310 788	62 054 734	62 054 734
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice (en euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	17 556 490	11 418 349	14 924 388	14 160 095	14 086 520
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(2 357 216)	7 952 314	(1 732 596)	9 105 169	80 974 314
Impôt sur les bénéfices	(441 613)	3 308 580	(271 643)	310 553	(74 250)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(11 983 495)	(8 306 552)	6 982 168	(322 237)	57 651 549
Résultat distribué	-	-	-	6 826 020	16 134 231
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et prov.	0,0	2,0	(0,5)	0,2	1,3
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(2,0)	(1,0)	1,6	0,0	0,9
Dividende attribué à chaque action				0,11	0,26 *
Personnel					
Effectif moyen	53	56	61	66	72
Montant de la masse salariale	3 692 861	3 894 207	5 643 330	5 001 966	4 725 543
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, France sociales)	1 334 970	1 690 898	1 988 210	2 683 484	2 280 303

* Montant du dividende qui sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires

Annexe 2 – Tableau des délégations de pouvoir dans le domaine des augmentations de capital

Les assemblées générales des actionnaires des 18 septembre 2006 et 30 mai 2007 ont consenti au Conseil d'administration les délégations de compétence et autorisations suivantes :

Délégation de Compétence/Autorisation	Durée de validité	Plafond autorisé en valeur nominale
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par appel public à l'épargne	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	22 500 000 euros (19 423 155,20 euros ont été émis dans le cadre de l'introduction en bourse, soit un solde autorisé restant de 3 076 844,80 euros)
Augmentation de capital réservée à EDEV	18 mois (à compter du 18 septembre 2006 et jusqu'au 17 mars 2008)	8 621 584 euros (7 677 542,40 euros ont été émis au profit d'EDEV lors de l'introduction en bourse, soit un solde autorisé restant de 944 041,60 euros)
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à des titres de créance	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	30 000 000 euros
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	10 000 000 euros
Augmentation du montant des émissions avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	Dans la limite de 15% de l'émission initiale
Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise dans le cadre des dispositions du Code du commerce et des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	3 000 000 euros (149 145,60 euros ont été émis lors de l'introduction en bourse, soit un solde autorisé restant de 2 850 854,40 euros)
Réduction de capital par annulation des actions détenues en propre	18 mois (à compter du 30 mai 2007)	10% du capital de la Société à la date d'annulation
Autorisation d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société	26 mois (à compter du 18 septembre 2006)	n.a.
Augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre d'attribution gratuite d'actions	38 mois (à compter du 30 mai 2007)	1 % du capital social au moment de l'attribution

L'assemblée générale des actionnaires du 18 septembre 2006 a fixé le plafond des augmentations de capital susvisées à 60 000 000 euros. Compte tenu des augmentations de capital intervenues à l'occasion de l'introduction en bourse de la Société et l'absence d'augmentation de capital au cours de l'exercice 2007, le plafond global reste de 29 685 033,60 euros au 31 décembre 2007.

Annexe 3

Liste des mandats et fonctions exercés au sein du groupe EDF Energies Nouvelles par les administrateurs et les membres des organes de Direction de la Société

Paris Mouratoglou – Président du Conseil d'administration EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE France	Mandats ou fonctions	
S.A. TENESOL	Représentant permanent EDF EN	
S.A.R.L. ELECTRIQUE DE L'ATLANTIQUE	Gérant	
S.A. ELSAD (EAU CHAUDE SERVICE DIFFUSION)	Administrateur	
S.A. ENERGIE SOLAIRE DE France S.A.	Président du Conseil d'Administration	
S.A.R.L. E R E	Gérant	
S.A. SIIF GHANA	Administrateur	
S.A. SIIF ENERGIES OUTRE MER	Président du Conseil d'Administration	
S.A. T E N E S A	Président Directeur général du Conseil d'Administration	
S.A.R.L. TREE	Gérant	
JACQUES GIORDANO INDUSTRIES	Membre du Conseil de surveillance	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats ou fonctions	Pays
S.A. Recursos Energeticos	Secrétaire du Conseil	Espagne
S.A. SIIF Andina	Administrateur	Pérou
A I R	Administrateur	USA
Havsbaserad Vindkraft I Sverige AB (HVS)	Président	Suède
First Windfarm Holdings Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cammaes Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Llangwryfon Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cold Northcott Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Great Orton Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cumbria Wind Farms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Westbury Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Tregulland Windfarms Ltd (Dormant)	Membre du Conseil de Gérance	UK
PPC Renewables – EDF EN grece SA	Président	Grèce
Batliboi enXco Pvt. Ltd	Administrateur	Inde
enXco A/S	Président	Danemark

David Corchia – Directeur Général EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE France	Mandats et fonctions	
S.A. EDF EN France	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Administrateur	
S.N.C. ELECTRIQUE DE BELLIGNAT	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ELECTRIQUE DE LA CHABOSSIÈRE	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ELECTRIQUE DE MULHOUSE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. ELECTRIQUE DE SECLIN	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ENERGIES ANTILLES	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. ENERGIES SAINT-MARTIN	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 1	R.P. SIIF Energies outre Mer S.A.	

S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 3	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT FRANCOIS	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 2	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. EOLIENNE SAINTE ROSE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DE COUZON	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DU CANAL ST-LOUIS	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DU CARBET AMONT	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.A.S. PLEIN VENT - LOU PAOU	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Président	
S.A.S. SIIFELEC	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Président	
S.A. VIA NOVA	R.P. SIIFELEC S.A.S., Administrateur	
S.A. ENERGIES ASCO	R.P. SIIFELEC S.A.S., Administrateur	
S.A. SIIF GHANA	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
S.A.S. TAC MARTINIQUE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Président	
S.A. TENESA	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
S.C.I. MAYOTTE 6	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.C.I. MAYOTTE 7	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.A.S. EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Président	
S.A.S. SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Président	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats ou fonctions	Pays
EDF Energies Nouvelles SA & CO VIOTIA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO STEREA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO FOKIDA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO FOKIDA 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO FOKIDA 3 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO FOKIDA 4 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO THRACE 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO RODOPI 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO RODOPI 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO RODOPI 3 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO RODOPI 4 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO EVROS 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO EVROS 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO DRAMA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO KILKIS 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO KORINTHIA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO ARGOLIDA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO ARGOLIDA 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO ARGOLIDA 3 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO THESSALIA 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO THESSALIA 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO AG GEORGIOS 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO ACHAÏA LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce

EDF Energies Nouvelles SA & CO GEORGIOS 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO GEORGIOS 3 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
RETD AE & CO EVINOS LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
RETD AE & CO SELINOUNTAS LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO XANTHI 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
EDF Energies Nouvelles SA & CO XANTHI 2 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
SIIF Hellas Mepe (fin mandat en nov 2007)	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
enXco Inc	Président Directeur Général	USA
Advanced International renewables (AIR), Inc	Président Directeur Général	USA

Yvon André – Directeur Général délégué EDF Energies Nouvelles

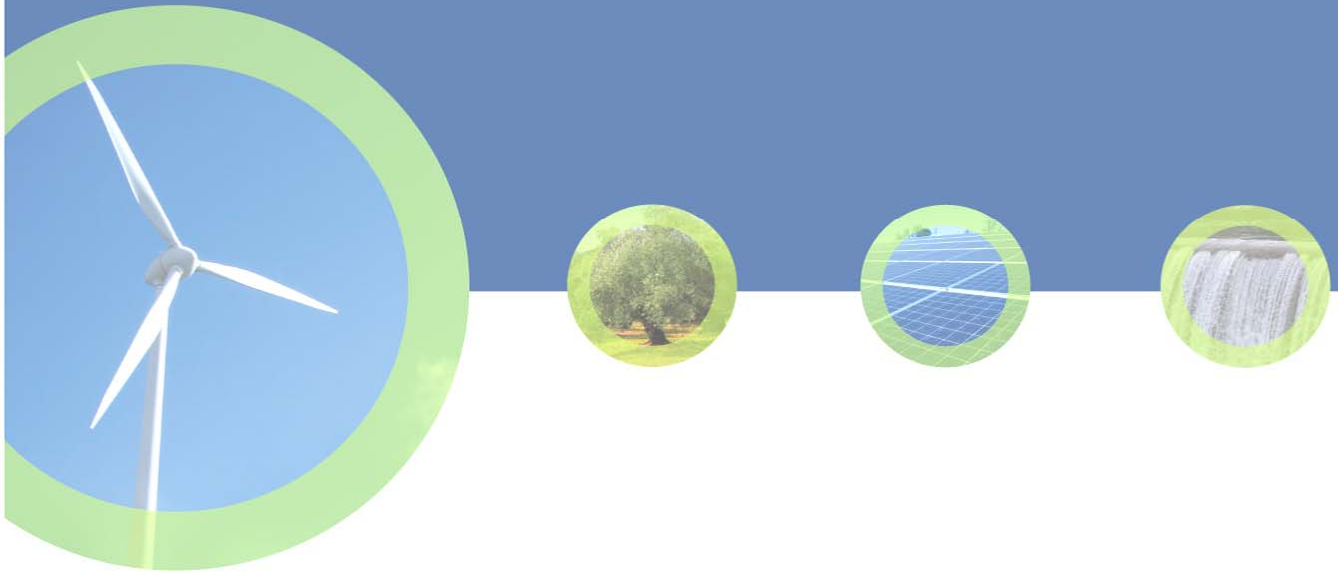
SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions	
S.A. SIIF Energies Outre Mer	Administrateur	
S.A. EDF EN France	Président Directeur Général	
S.A.S. DU PARC EOLIEN DU CHEMIN D'ABLIS	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DES BARTHES	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. SURYA SOLAIRE	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE LA FOSSE CRIERE	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. PARC EOLIEN LES VAUX DES ROQUES	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. DU PARC EOLIEN DE BASSURE DE BAAS	Président	
S.A.S. DU PARC EOLIEN DE LA BANCHE	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. DU PARC EOLIEN DE PONT D'YEU	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.N.C. PARC EOLIEN D'ANTIFER	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
S.A.S. PARC EOLIEN DE VILLESEQUE	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE FIENNES	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.A.S. PARC EOLIEN DE LUC SUR ORBIEU	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.N.C. PARC EOLIEN DE LA CONQUE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN DE LA FRIGOULE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.A.S. PARC EOLIEN DE CASTANET LE HAUT	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.N.C. PARC EOLIEN DE RIOLS	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN DES POLDERS DU DAIN	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN DE VALMIGERE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN DE VILLARDEBELLE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN D'OUPIA	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN DU PAYS DE LA COTE DE JADE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.N.C. PARC EOLIEN LE MILOBRE DE BOUISSE	R.P. EDF EN France S.A., Gérant	
S.A. ENERGIE SOLAIRE DE FRANCE	R.P. EDF EN France S.A., Administrateur	
S.A. ENERGIES ASCO	Administrateur & Directeur Général Délégué	
S.A.S. LOU PAOU	R.P. EDF EN France S.A., Président	
S.A. SIIF GHANA	Administrateur	
S.A. T E N E S A	R.P. EDF EN France S.A., Administrateur	
S.A. VIA NOVA	Administrateur & Directeur Général Délégué	
S.A. SCITE PERISTYLE	Administrateur	
S.A.S. ARDECHE ENERGIES NOUVELLES	R.P. EDF EN France, Président	

S.A.S. PARC EOLIEN DE FIERVILLE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Président	
S.A.S. SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Président	
S.A.S. AQUISUN	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE SOLAIRE DE LINGUIZZETTA	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE NARBONNE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE SOLAIRE DE PERETTO	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE SOLAIRE DE LA DESIRADE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE SOAIRE D'ACQUA DI L'ASINO	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE SOLAIRE DE VIX SOTTANO	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. DES PARCS EOLIENS DE NEUVY ET VILLARS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. NOREOLE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. BIOMASSE ENERGIE ARTENAY	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. BIOMASSE ENERGIE MELLE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. BIOMASSE ENERGIE MEUSE ET HAUTE MARNE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. BIOMASSE ENERGIE TOURS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. BIOMASSE ENERGIE TROYES	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN D'ALLANCHE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN D'AUCHY	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE BLANDY	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE CABREIRENS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE CAMBOUISSET	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE FONTFROIDE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE GRENDLBRUCH	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE MARCELCAVE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE PATRIMONIO	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLEN DE PLANCHEVILLIERS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE PUECH NEGRE	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE ROCHESSAUVÉ ALISSAS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE SALLES CURAN	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE VESLY	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DE VEULETTES	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DU CALSIGAS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN DU CANTON DU QUESNOY	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. PARC EOLIEN MAS DE NAÏ	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE PHOTO. NORD PERPIGNANAIS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.S. CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE THEMIS	R.P. EDF EN France, Président	
S.A.R.L. SOLEN	Gérant	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats et fonctions	Pays
SARL Electrica del Valle de Mexico	Administrateur	Mexique
Inversiones Eolicas	Administrateur	Mexique
Energia del Istmo	Administrateur	Mexique
RETD SA	Administrateur	Grèce
EDF EN Greece SA	Président du Conseil d'Administration	Grèce
Eoliki Eliokastrou	Administrateur	Grèce
FRI-EL S.AGATA Srl	Administrateur	Italie

FRI-EL PUGLIA Srl	Administrateur	Italie
MURGEOLICA Srl	Administrateur	Italie
FRI-EL MURGE Srl	Administrateur	Italie
FRI-EL Nurri	Administrateur	Italie
FRI-EL Campania	Administrateur	Italie
FRI-EL Andretta	Administrateur	Italie
FRI-EL Sardegna	Administrateur	Italie
EDF EN Italia	Administrateur	Italie
S.A. SIIF Energies Ibérica	Président du Conseil	Espagne
S.A. Bioenergia Santamaria	Administrateur	Espagne
S.A. Bioenergia del Poniente	Administrateur	Espagne
Westbury Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Fenland Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
First Windfarm Holdings Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cammaes Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cold Northcott Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Great Orton Windfarm II Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Llangwryfon Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cumbria Wind Farms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Red Tile Wind Ltd (Dormant)	Membre du Conseil de Gérance	UK
Walkway Wind Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
C-Power	Administrateur	Belgique
Verdesis	Administrateur	Belgique
S.A. SIIF ANDINA	Administrateur	Pérou
SEASCAPE ENERGY Ltd	Président	UK
Eolica da Arada	Administrateur	Portugal
Eolica da Cabreira	Administrateur	Portugal
Eolico do Centro	Administrateur	Portugal
Eolica de Montemuro	Administrateur	Portugal
EDF EN Portugal	Gérant	Portugal
SIIF Investimentos SGPS	Administrateur	Portugal

Christophe Geffray – Directeur Général délégué EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions
S.A. SCITE PERISTYLE	Président Directeur Général
S.A.S. EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Président
S.A.S. SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Président



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2007
ÉTABLIS CONFORMEMENT AUX NORMES INTERNATIONALES

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTE	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires	6	560 507	334 797
Achats consommés et autres achats		(350 781)	(178 758)
Charges de personnel	8	(36 793)	(28 523)
Charges externes		(77 553)	(59 616)
Impôts et taxes		(6 807)	(8 531)
Autres charges opérationnelles	7	(11 065)	(11 860)
Autres produits opérationnels	7	62 393	44 283
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(44 443)	(30 095)
Pertes de valeur		-	(23)
Résultat opérationnel		95 458	61 673
Coût de l'endettement financier	9	(21 572)	(22 028)
Autres charges et produits financiers	9	(3 064)	(1 814)
Résultat financier		(24 636)	(23 842)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES		70 822	37 832
Impôts sur les résultats	10	(18 427)	(10 767)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	15	1 282	754
Résultat net d'impôt des activités arrêtées		-	(341)
RESULTAT NET CONSOLIDE		53 677	27 478
Dont part du groupe		51 357	21 907
Dont part des minoritaires		2 320	5 571
Résultat net consolidé par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en €			
- de base	11	0,83	0,49
- dilué	11	0,83	0,49

Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	NOTE	31/12/2007	31/12/2006
Goodwill	12	78 326	41 183
Autres immobilisations incorporelles	13	3 590	3 602
Immobilisations corporelles	14	1 303 324	897 161
Titres mis en équivalence	15	32 054	5 327
Actifs financiers non courants	16	38 022	54 364
Autres débiteurs		44 822	18 794
Impôts différés		15 522	13 955
Actifs non courants		1 515 660	1 034 386
Stocks et en cours	19	128 329	121 399
Créances clients	19	109 519	52 169
Actifs financiers courants	16	65 657	15 584
Autres débiteurs	19	194 818	99 477
Trésorerie et équivalents trésorerie	20	369 303	402 875
Actifs courants		867 626	691 504
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		(0)	992
Total de l'actif		2 383 286	1 726 882

PASSIF (en milliers d'euros)	NOTE	31/12/2007	31/12/2006
Capital	22	99 288	99 288
Réserves et résultats consolidés		646 037	610 073
Capitaux propres - Part du groupe		745 325	709 361
Intérêts minoritaires		11 983	12 756
Capitaux propres		757 308	722 117
Provisions pour avantages du personnel	27	140	140
Autres provisions	27	6 720	4 205
Provisions non courantes		6 860	4 345
Passifs financiers non courants	23	543 654	442 187
Autres créditeurs		200 627	62 516
Impôts différés		58 655	36 092
Passifs non courants		802 936	540 795
Provisions	27	1 955	381
Fournisseurs et comptes rattachés	19	54 774	108 704
Passifs financiers courants	23	499 044	200 659
Dettes d'impôt courant	19	18 949	5 290
Autres créditeurs	19	241 460	143 681
Passifs courants		816 182	458 715
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		-	910
Total du passif		2 383 286	1 726 882

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTE	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé des sociétés intégrées		53 677	27 478
- Elimination de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	15	(1 282)	(754)
- Elimination des amortissements et provisions	28.1	43 263	28 900
- Elimination des gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		3 054	(1 036)
- Elimination des résultats de cessions et des pertes ou profits de dilution	28.2	(2 342)	(9 508)
- Elimination des produits de dividendes		-	(0)
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	28.3	11 535	6 255
- Elimination de la charge d'impôt	10	19 347	11 990
- Elimination de la variation des impôts différés		(707)	(1 223)
- Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	28.4	(11 247)	12 857
- Elimination des gains et pertes de change liés aux variations de juste valeur		-	-
- Coût de l'endettement financier	9	21 572	22 028
Flux de trésorerie générés par l'activité avant impôt et intérêts		136 870	96 986
- Impôts payés		(3 557)	(7 596)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		133 313	89 391
Acquisitions d'immobilisations	28.5	(478 841)	(317 395)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	28.5	2 678	190
Acquisitions d'actifs financiers		(4 582)	-
Produits de cession d'actifs financiers	28.5	671	1 991
Variations des prêts et avances consentis		2 041	9
Dividendes reçus		-	116
Subventions d'investissement reçues		-	-
Incidence des variations de périmètre	28.6	(48 177)	264
Autres flux liés aux opérations d'investissement		(854)	(52)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(527 064)	(314 877)
Dividendes versés par la société mère		(6 822)	-
Dividendes versés aux minoritaires		(4 162)	(3 522)
Augmentation (réduction) de capital		1 128	514 901
Emissions d'emprunts	23.3	725 143	436 635
Remboursements d'emprunts	23.3	(302 740)	(240 756)
Intérêts financiers nets versés		(16 649)	(20 919)
Autres flux liés aux opérations de financement		(51 725)	(103 012)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		344 173	583 327
Incidence des variations de change		(5 771)	(980)
Incidence des actifs destinés à être cédés		-	4
Incidence des changements de principes comptables		-	(12 451)
Variation de trésorerie par les flux		(55 349)	344 414
Trésorerie d'ouverture	20	345 269	855
Trésorerie de clôture	20	289 920	345 269
Variation de trésorerie par les soldes		(55 349)	344 414

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social	Autres réserves et résultat	Réserve de couverture	Réserves de conversion	TOTAL	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Au 1^{er} Janvier 2006	68 973	96 781	(1 658)	4 090	168 186	14 430	182 616
Couverture de flux de trésorerie :					0	182	182
- profits/pertes portés en capitaux propres			7 062		7 062		7 062
- transférée en résultat de la période			66		66		66
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger				(6 251)	(6 251)	(133)	(6 384)
Impôts sur éléments portés directement en capitaux propres ou transférés directement des capitaux propres			(2 046)		(2 046)		(2 046)
Autres variations		330	(240)	244	334	(3 772)	(3 438)
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	0	330	4 842	(6 007)	(835)	(3 723)	(4 558)
Résultat de la période		21 907			21 907	5 571	27 478
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	0	22 237	4 842	(6 007)	21 072	1 848	22 920
Dividendes						(3 522)	(3 522)
Augmentation de capital	30 315	489 788			520 103		520 103
Total des transactions avec les actionnaires	30 315	489 788	0	0	520 103	(3 522)	516 581
Au 31 Décembre 2006	99 288	608 806	3 184	(1 917)	709 361	12 756	722 117
Couverture de flux de trésorerie :					0		0
- profits/pertes portés en capitaux propres			11 693	0	11 693	36	11 729
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger			0	(10 306)	(10 306)	53	(10 253)
Actions propres		142			142		142
Impôts sur éléments portés directement en capitaux propres ou transférés directement des capitaux propres			(4 004)	35	(3 969)		(3 969)
Autres variations		(192)	75	(28)	(145)	(148)	(293)
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	0	(50)	7 764	(10 299)	(2 585)	(59)	(2 644)
Résultat de la période		51 357			51 357	2 320	53 677
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	0	51 307	7 764	(10 299)	48 772	2 261	51 033
Dividendes		(6 822)			(6 822)	(4 162)	(10 984)
Actions propres		(5 986)			(5 986)		(5 986)
Augmentation de capital	0				0	1 128	1 128
Total des transactions avec les actionnaires	0	(12 808)	0	0	(12 808)	(3 034)	(15 842)
Au 31 Décembre 2007	99 288	647 305	10 948	(12 216)	745 325	11 983	757 308

Notes annexes aux états financiers consolidés

1.	Informations générales.....	56
2.	Déclaration de conformité	56
3.	Evolution du périmètre	56
4.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	57
5.	Information sectorielle	74
6.	Chiffre d'affaires	77
7.	Autres produits et charges opérationnels.....	78
8.	Personnel.....	78
9.	Résultat financier	79
10.	Charge d'impôts	80
11.	Résultats par action	80
12.	Goodwill	80
13.	Immobilisations incorporelles	81
14.	Immobilisations corporelles	82
15.	Participations dans les entreprises associées.....	83
16.	Actifs financiers	84
17.	Actifs financiers disponibles à la vente.....	85
18.	Instruments financiers dérivés.....	85
19.	Besoin en Fonds de Roulement.....	88
20.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	90
21.	Actifs et passifs détenus en vue de la vente	90
22.	Capitaux propres.....	91
23.	Passifs financiers	92
24.	Gestion des risques financiers	94
25.	Information sur la juste valeur des instruments financiers.....	97
26.	Impôts différés.....	98
27.	Provisions.....	101
28.	Notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie.....	102
29.	Actifs et passifs éventuels	104
30.	Engagements	105
31.	Regroupements d'entreprises	106
32.	Transactions avec les parties liées	107
33.	Evénements postérieurs à la date de clôture	107
34.	Périmètre.....	108

1. Informations générales

EDF Energies Nouvelles S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 90, Esplanade du Général de Gaulle – 92933 Paris La Défense cedex.

Les actions de la société EDF Energies Nouvelles, société mère du Groupe, sont négociables sur le marché Eurolist d'Euronext, depuis le 29 novembre 2006.

EDF Energies Nouvelles S.A. (« la Société ») et ses filiales (« le Groupe ») interviennent dans le secteur des énergies nouvelles ou renouvelables, et notamment dans le domaine de l'énergie éolienne.

Le Groupe opère principalement dans les pays de la zone euro et aux Etats-Unis.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 21 février 2008 par le Conseil d'Administration.

2. Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2007 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à cette date.

Les comptes 2007 ont intégré les normes et interprétations IFRS obligatoires pour les exercices clos au 31 décembre 2007. Ils intègrent notamment les dispositions de la norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » applicables à compter du 1er janvier 2007.

Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2007, qui sont susceptibles de concerner le Groupe, mais qui ne sont pas encore adoptées par l'Union Européenne à cette date. Il s'agit principalement de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Les évolutions des principes comptables et des méthodes d'évaluations sont détaillées dans la note 4.1.2.

3. Evolution du périmètre

La note 34 donne le détail du périmètre et des mouvements de la période.

Les mouvements les plus importants sont les suivants :

Entrées

- En Italie, avec d'une part les acquisitions de Fri El Nurri et Fri El Campania qui portent respectivement les parcs éoliens de Nurri et Andretta Bisaccia, et d'autre part la création de la société Solareolica dont l'activité est photovoltaïque et éolienne.
- En Grèce, avec l'acquisition de la société de développement RETD sur l'éolien et l'entrée en périmètre du parc éolien EEN Viotia.
- En France, avec l'intégration de cinq sociétés portant des parcs éoliens en cours de construction (Villesèque, Luc-sur-Orbieu, Chemin d'Ablis, Castanet, Salles-Curan), l'acquisition du groupe Photon Power Technologies mis en équivalence axé sur l'activité photovoltaïque, l'acquisition de la société Noréole portant un terrain pour un parc éolien en construction et la création de la société EDF EN Développement.
- En Belgique, l'acquisition du Groupe ALCO (bioéthanol) mis en équivalence et du groupe VERDESIS (biogaz) intégré globalement.
- En Allemagne, l'acquisition du groupe REETEC (maintenance) mis en équivalence.

Sorties

- En France avec la cession du parc éolien de Lou Paou (DVAS – Développement Vente Actifs Structurés).
- Au Mexique avec la cession de la société Empressa Mexicana qui porte le projet hydraulique de San Rafael : en 2006, cette société figurait dans la catégorie des actifs non courants destinés à être cédés.
- Aux Etats-Unis avec la cession de la filiale Tres Vaqueros : en 2006, cette société figurait dans la catégorie des actifs non courants destinés à être cédés.

Autres évolutions du périmètre

- Aux Etats-Unis, avec l'acquisition du contrôle de la filiale Patterson Pass anciennement consolidée par mise en équivalence et désormais intégrée globalement et avec la déconsolidation de 42,24 % du parc éolien de Fenton passant d'une intégration globale à une intégration proportionnelle.
- En Espagne, avec l'acquisition de 3,34 % supplémentaires des titres de la société de développement Fotosolar.
- En Bulgarie, avec la cession d'une action de la société Mecamidi Ogosta.
- En Suède, liquidation de la société HVS.

4. Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.1 Bases de préparation et de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

4.1.1. Première application des normes IFRS

L'effet de la première application des normes IFRS au 1^{er} janvier 2004 a été documenté dans le document de référence 2006, page 130, qui présente une réconciliation entre le résultat consolidé 2004, les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004 et au 31 décembre 2004 établis selon le nouveau référentiel comptable IFRS et ceux établis selon les principes comptables français préalablement utilisés, ainsi que les exemptions et autres options comptables appliquées lors de cette transition.

Les principales exemptions d'IFRS 1 et autres options retenues par le Groupe en tant que premier adoptant des normes IFRS au 31 décembre 2005 sont rappelées ci-après :

- les regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas fait l'objet d'un retraitement rétrospectif dans le bilan d'ouverture ;
- les différences de conversion relatives à un investissement net dans une entité étrangère et comptabilisées au poste « Différences de conversion » dans les capitaux propres ont été mises à zéro en contrepartie des réserves de consolidation. En conséquence, elles ne seront pas constatées en résultat lors des cessions ultérieures des actifs libellés en monnaie étrangère ;
- les actifs corporels et incorporels figurent au bilan au coût amorti, le Groupe n'ayant pas choisi d'exercer l'option pour la juste valeur.

4.1.2. Evolution des principes comptables et méthodes d'évaluation au 1er janvier 2007

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2007 qui sont décrits ci-après :

- **IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir »** : cette norme précise les informations à fournir par une entité sur les instruments financiers permettant d'évaluer leur importance au regard de sa situation et de sa performance financières, ainsi que la nature et l'ampleur des risques en découlant.
- L'application des dispositions d'IFRS 7 a conduit à détailler davantage le résultat financier (Note 9) ainsi qu'à produire de nouvelles informations dans les états financiers (Note 18.2 *Instruments dérivés et comptabilité de couverture*, Note 24 *Gestion des risques financiers*, Note 25 *Information sur la juste valeur des instruments financiers*).
- Dans la mesure du possible, une information comparative est présentée au titre de l'exercice 2006. Toutefois, dans certains cas, cette information comparative n'a pu être donnée compte tenu de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre pour l'obtenir.
- IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 »,
- IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés »,
- **IFRIC 10 « Etats financiers intermédiaires et dépréciations »**, précise les règles applicables aux pertes de valeur comptabilisées sur un goodwill ou sur des titres disponibles à la vente en période intermédiaire,
- **IFRIC 11 « IFRS 2 : Transactions au sein d'un Groupe »**, clarifie la comptabilisation de paiements en actions effectués par rachat d'actions propres et le paiement en actions dans les comptes d'une filiale sur des instruments de capitaux propres du Groupe.
- Amendement à la norme IAS 1 « Informations à fournir sur le capital ».

A l'exception d'IFRS 7 et de l'amendement à IAS 1, les dispositions de ces normes, amendements et interprétations sont sans incidence sur les états financiers du Groupe.

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations suivants, qui n'ont pas encore été approuvés par l'Union Européenne :

Norme, amendement ou interprétation	Applicable aux exercices ouverts à compter du :	Estimation de l'impact potentiel sur les comptes consolidés du Groupe :
IFRS 8, « Segments opérationnels » (Remplacement d'IAS 14)	01/01/2009	Impact de présentation restant à évaluer.
IFRIC 12 « Accords de concessions de services »	01/01/2008	Le groupe n'étant pas engagé dans des contrats de concession de services, il n'est pas concerné par cette interprétation.
IFRIC 13 « Programme de fidélisation des clients »	01/07/2008	Les activités du Groupe ne sont pas concernées par cette interprétation.
IFRIC 14 « IAS 19 - plafonnement de l'actif d'un régime à prestations définies, obligation de financement minimum et incidence »	01/01/2008	Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.
Amendement à IAS 23 « Coûts d'emprunt »	01/01/2009	Le groupe ayant déjà pris l'option de comptabiliser les coûts d'emprunt directement attribuables à la construction dans les coûts d'actifs qualifiés, le Groupe n'est pas concerné par cet Amendement.
Amendement à IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »	01/07/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.
Amendement à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »	01/07/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.

4.1.3 Estimations et hypothèses comptables déterminantes

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances et certaines hypothèses concernent le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

Dépréciation estimée des goodwill et actifs à long terme

Le Groupe soumet les goodwill et les actifs à long terme à des tests de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée à la note 4.7. Les unités génératrices de trésorerie qui servent de base à ces calculs sont constituées des parcs éoliens détenus par le Groupe, du portefeuille de projets de génération d'énergie et de l'activité Exploitation et Maintenance. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations, notamment une modélisation des résultats futurs.

Impôts Différés

Les impôts différés actifs et passifs représentent un montant significatif des états financiers du Groupe. Ils incluent notamment l'impact des amortissements accélérés pratiqués de façon spécifique sur les parcs éoliens, ainsi que les pertes fiscales liées à ces amortissements accélérés. La recouvrabilité des impôts différés est appréhendée à partir de la modélisation des résultats futurs.

Il convient de mentionner qu'une part importante des impôts différés actifs résulte de déficits fiscaux créés pour l'essentiel par le bénéfice d'amortissements accélérés attachés aux actifs de production énergétique, et que ces impôts différés ont, de fait, un pendant sous forme d'un impôt différé passif correspondant au retraitement de ces amortissements accélérés.

Méthode à l'avancement

La méthode à l'avancement est retenue pour constater le chiffre d'affaires et la marge sur les projets destinés à la vente. L'appréciation du degré d'avancement des projets à la clôture a par conséquent un impact potentiellement significatif et fait appel en partie au jugement.

4.2 Méthodes de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 34.

4.2.1 Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Le contrôle est présumé exister lorsque la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Le contrôle existe également lorsque la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité, y compris sans détention d'une majorité de droits de vote. C'est notamment le cas pour les sociétés Petit Canal 2, Petit Canal 3, Petit François et Sainte Rose et pour Pirinska Bistrita Energia SA (ex Mecamidi Litex).

Les états financiers des filiales sont consolidés ligne à ligne dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

4.2.2 Coentreprises

Les coentreprises sont les entités sur les activités desquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. Elles sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges regroupés, ligne à ligne, avec les éléments similaires de ses états financiers, à compter de la date à laquelle le contrôle conjoint est obtenu jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

4.2.3 Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Cette influence notable s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50%. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans celle-ci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

4.2.4 Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité.

Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

4.3 Conversion des opérations en devises

4.3.1. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Afin de présenter les états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chaque entité sont convertis en euros, devise fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les éléments du bilan (y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation) des entités opérant hors de la zone euro, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments de leur compte de résultat sont convertis au taux moyen de change de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

Dans le cadre de la préparation du bilan d'ouverture en IFRS à la date de transition (1er janvier 2004) et conformément à la norme IFRS 1, les différences de conversion présentées au poste « réserves de conversion » dans les capitaux propres ont été mises à zéro en contrepartie des réserves de consolidation.

4.3.2 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées dans la monnaie fonctionnelle en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat.

4.3.3 Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger et des couvertures correspondantes sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'activité à l'étranger.

4.4 Immobilisations corporelles

4.4.1 Coût d'acquisition ou de construction

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le coût de revient des immobilisations produites en interne comprend les coûts directs et indirects de développement, hors frais de prospection et frais commerciaux. Ces coûts sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondants est probable. Les critères d'activation majeurs sont les suivants :

- l'obtention d'une promesse de bail,
- les conditions de vent jugées suffisantes,
- un raccordement aux réseaux possible,
- des études d'impacts sur l'environnement favorables,
- l'obtention réaliste d'un contrat d'achat d'énergie dans les pays où il n'y a pas d'obligation d'achat,
- une rentabilité suffisante.

Les coûts d'emprunt des capitaux utilisés pour financer les ouvrages en cours de construction ou de développement sont capitalisés jusqu'à la date de mise en service des ouvrages et sont amortis sur la durée d'utilité de ces installations.

4.4.2 Amortissement

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire afin de ramener le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité estimée comme suit :

Fermes éoliennes neuves	20 à 25 ans
Fermes éoliennes rachetées en cours de vie	Selon durée de vie résiduelle, de 8 à 25 ans
Installations photovoltaïques	20 à 25 ans
Centrales de cogénération gaz	12 à 20 ans selon le type d'installation
Centrales thermiques	15 ans
Centrales hydroélectriques	40 ans sauf conditions juridiques particulières

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

4.4.3 Dépréciation et sorties d'actifs

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat.

4.4.4 Contrats de location

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Un bien ayant les caractéristiques d'un actif corporel utilisé par le Groupe et acquis dans le cadre d'un contrat de location-financement est comptabilisé en

immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, diminuée du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

4.5 Regroupements d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur à la date de l'acquisition, auxquels s'ajoutent les coûts directement attribuables à l'acquisition.

4.5.1 Goodwill

Les actifs acquis identifiés, les passifs et les passifs éventuels repris lors du regroupement d'entreprises sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. La différence positive entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs et passifs éventuels identifiables acquis est enregistrée comme goodwill à l'actif du bilan. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat.

Lorsque l'accord de regroupement d'entreprise prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le montant de cet ajustement est inclus dans le coût du regroupement d'entreprises à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprise ne peut être déterminée que provisoirement, le Groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie et ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test annuel de dépréciation. Les pertes de valeur des goodwill ne sont pas réversibles.

Les modalités de réalisation de ces tests de perte de valeur sont présentées dans le paragraphe 4.7 «Pertes de valeur des actifs non financiers».

Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

4.5.2 Acquisition d'entreprises par achats successifs

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction importante est traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et du goodwill en résultant.

Lorsqu'un achat complémentaire permet l'obtention du contrôle d'une entreprise, la part d'intérêt détenue précédemment par l'acquéreur est réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire. La contrepartie de la réévaluation est enregistrée en capitaux propres.

4.5.3 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

S'agissant des acquisitions d'intérêts minoritaires, en l'absence de dispositions spécifiques dans les normes IFRS, le Groupe a choisi d'appliquer le traitement comptable selon lequel, en cas d'acquisition complémentaire de titres d'une filiale déjà consolidée par intégration globale, aucune réévaluation complémentaire des actifs et passifs identifiables n'est enregistrée. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré en goodwill.

Corrélativement, les opérations qui conduisent à une diminution des intérêts - part du Groupe sans perte de contrôle sont traitées comme des cessions d'intérêts aux minoritaires et la différence entre la quote-part d'intérêt cédée et le prix perçu des minoritaires est constatée en résultat.

La révision par l'IASB de la norme IFRS 3 pourrait conduire à un traitement comptable différent de celui exposé ci-dessus.

4.6 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Celles-ci sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée

4.7 Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéfinie et qui ne sont pas amortis sont soumis à un test annuel systématique de dépréciation et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que la valeur recouvrable puisse être inférieure à la valeur comptable.

Dans le cas du Groupe, les actifs ayant une durée d'utilité indéfinie sont essentiellement les goodwill. Ces éléments font l'objet d'un test annuel de dépréciation. Le taux retenu pour actualiser les flux de trésorerie associés est fonction des activités rattachables à chacun des goodwill individuels et tient compte des risques de ces activités ainsi que de leur localisation géographique. Les tests sont conduits après la fin de la période d'affectation (12 mois suivant l'acquisition). Sauf événement particulier, le test annuel est réalisé à l'occasion du processus annuel de prévision budgétaire et de plan moyen terme.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que la valeur recouvrable puisse être inférieure à la valeur comptable.

Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, mais dans le cas de certains actifs de production énergétique et dans certains pays, des valeurs de référence issues de marché peuvent exister et être utilisées.

Pour la réalisation des tests, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants, sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital

(WACC). Les pertes de valeur identifiées sont imputées en priorité sur les goodwill. L'excédent non imputé est affecté aux actifs rattachés à l'unité génératrice de trésorerie correspondante.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire. La perte de valeur est reprise le cas échéant à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

En complément, les informations suivantes permettent de préciser comment se fait la mise en œuvre de ces principes pour les actifs amortissables au sein du Groupe :

La quasi totalité des actifs corporels du Groupe est constituée d'actifs de production énergétique et essentiellement des parcs éoliens. Les immobilisations en cours portent également sur ce type d'installations.

Ces actifs sont, à quelques exceptions près, tous intégrés dans une structure juridique dédiée (« la société de projet ») pour laquelle il est possible d'assurer un calcul de flux de trésorerie d'exploitation individualisé.

Le Groupe a ainsi retenu comme Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) chacune des entités juridiques détenant les actifs ou groupes d'actifs mentionnés ci-dessus. Dans certains cas, et quand il y avait la possibilité de conclure à l'unicité de projet, les actifs de plusieurs sociétés ont été exceptionnellement regroupés (c'est le cas par exemple de plusieurs parcs éoliens situés dans une même zone géographique d'un pays donné et partageant des actifs communs, tels que la ligne raccordant les installations au réseau électrique, ou qui sont gérés par une même équipe d'exploitation maintenance).

En raison de ce choix et de ces conséquences en termes de nombre de groupes d'actifs considérés, il n'y a pas d'UGT individuelle qui représente une part significative du total des actifs.

Les flux de trésorerie futurs utilisés lors des tests de dépréciation reposent sur des prévisions qui sont remises à jour annuellement. Les revenus sont dérivés des contrats de vente à long terme qui couvrent en général la majeure partie de la durée de vie économique des installations ; les coûts comportent des données assez prédictibles : amortissements, coûts de maintenance et d'exploitation, ces derniers étant souvent aussi objets de contrats à long terme.

Les variables susceptibles d'influer significativement les calculs sont essentiellement les trois suivantes :

- variations durables du vent,
- évolution des taux d'intérêts et des primes de risque de marché,
- évolution de la réglementation tarifaire et/ou le régime des subventions directes ou indirectes (via la fiscalité). On notera que ce dernier point, important pour les projets futurs, est assez stabilisé pour les centrales en activité.

Les flux de trésorerie ainsi déterminés font l'objet d'une actualisation selon un taux de coût moyen pondéré du capital qui peut varier selon la zone géographique de l'unité génératrice de trésorerie.

4.8 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières (titres de participation non consolidés et autres titres de placement), les prêts et créances financières ainsi que la juste valeur positive des dérivés.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières, les concours bancaires et la juste valeur négative des instruments dérivés.

Les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan en actifs ou passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an, à l'exception des dérivés de transaction qui sont classés en courant.

4.8.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat

Les actifs financiers à la juste valeur avec les variations de juste valeur en résultat sont désignés comme tels à l'initiation de l'opération car :

- ils ont été acquis dès l'origine avec l'intention de revente à brève échéance,
- ou il s'agit de dérivés non qualifiés de couverture (dérivés de transaction),
- ou le Groupe a choisi de les classer dans cette catégorie selon l'option offerte par la norme IAS 39.

Ces actifs sont comptabilisés à l'origine à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

En ce qui concerne l'option sur la juste valeur, le Groupe classe un actif ou un passif dans la catégorie « juste valeur sur option » dans les 3 cas suivants :

- élimination ou réduction significative d'une incohérence dans la méthode d'évaluation d'actifs ou de passifs ;
- gestion de la performance d'un groupe d'actifs/passifs à la juste valeur, conformément aux stratégies documentées et au reporting effectué auprès du management ;
- l'actif ou le passif comprend un instrument dérivé incorporé.

4.8.2 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Sont classés dans cette catégorie les actifs financiers à maturité fixe que le Groupe a acquis avec l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les intérêts comptabilisés au taux d'intérêt effectif sont enregistrés dans la rubrique « Autres charges et produits financiers » du compte de résultat.

4.8.3 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation ainsi que les titres de placement. Ils sont comptabilisés en date d'arrêté à leur juste valeur. Les plus-values ou moins-values latentes sur ces actifs financiers disponibles à la vente sont constatées en capitaux propres. Les justes valeurs de référence sont les valeurs de marché de ces titres, pour ceux qui sont cotés sur un marché actif. S'il n'existe pas de marché actif, le Groupe a recours à des méthodes d'évaluation communément utilisées. Quand une juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen d'autres méthodes d'évaluation admises comme l'actualisation des flux futurs, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

Pour les actifs financiers disponibles à la vente représentant les titres de dettes, les intérêts calculés au taux d'intérêt effectif sont crédités au compte de résultat dans le poste « Intérêts et dividendes reçus sur actifs financiers ».

S'il existe une baisse significative et durable de la juste valeur des actifs disponibles à la vente, la moins-value latente est reclassée des capitaux propres au résultat de l'exercice. Si, au cours d'une période ultérieure, la juste valeur d'un actif disponible à la vente augmente, l'accroissement de valeur est inscrit en capitaux propres pour les instruments de capitaux propres tandis qu'elle motive une reprise en résultat de la dépréciation antérieurement constatée au titre des instruments de dettes.

4.8.4 Actifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les prêts et créances financières sont évalués et comptabilisés au coût amorti diminué d'une éventuelle provision pour dépréciation.

Les intérêts reconnus au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans le poste « Intérêts et dividendes reçus sur actifs financiers » du résultat financier.

A chaque date d'arrêté des comptes, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif. Si tel est le cas, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'actif et comptabilise une éventuelle perte de valeur en fonction de la catégorie d'actif concerné.

Le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus déterminée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. Le montant de la perte est inclus dans le poste « Dépréciation nette des actifs financiers » du résultat financier. Si, au cours d'un exercice ultérieur, la perte diminue, elle est reprise en résultat.

4.8.5 Dettes financières et dettes d'exploitation

Les dettes financières sont comptabilisées selon la méthode du coût amorti avec séparation éventuelle des dérivés incorporés. Les intérêts calculés au taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés au poste « Coût de l'endettement financier » sur la durée de la dette financière.

4.8.6 Engagements d'achat d'intérêts minoritaires

Les autres passifs financiers comprennent notamment les engagements d'achats d'intérêts minoritaires pris par le groupe. Au cas particulier des puts sur minoritaires et en l'absence de précisions dans les textes IFRS, le Groupe a retenu le traitement comptable suivant pour ces engagements :

- A la mise en place du put, la valeur actualisée du prix d'exercice est comptabilisée en tant que passif financier avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Lorsque la valeur de l'engagement excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en goodwill.
- A chaque clôture, le montant du passif financier est réévalué et les variations de passif trouvent leur contrepartie en goodwill, à l'exception de l'effet de désactivation du passif, qui est comptabilisé en résultat financier.

En cas de put à prix fixe, le passif correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice.

En cas de put à la juste valeur ou à prix variable, le montant du passif est évalué sur la base d'une estimation à la juste valeur à la date de clôture ou de l'application des modalités contractuelles du prix d'exercice sur la base des derniers éléments connus.

4.8.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie :

- d'un actif financier lorsque les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration, lorsque le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques inhérents à la propriété de l'actif.
- d'un passif financier lorsque le passif est éteint du fait de l'annulation de l'obligation ou de l'arrivée à échéance. Lorsqu'une restructuration de dette a lieu avec un prêteur, et que les termes sont substantiellement différents, le Groupe enregistre un nouveau passif.

4.9 Instruments financiers dérivés

4.9.1 [Champ d'application](#)

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

En particulier, les contrats d'achat et de vente à terme avec livraison physique d'énergie ou de matières premières sont considérés comme exclus du champ d'application de la norme IAS 39, dès lors que ces contrats ont été conclus dans le cadre de l'activité dite « normale » du Groupe. Cette qualification sera démontrée dès que les conditions suivantes sont réunies :

- une livraison physique intervient systématiquement ;
- les volumes achetés (vendus) au titre de ces contrats correspondent aux besoins d'exploitation du Groupe ;
- les contrats ne sont pas assimilables à des ventes d'option au sens de la norme. Dans le cas particulier des contrats de vente d'électricité, le contrat est assimilable en substance à une vente à terme ferme ou s'apparente à une vente de capacité.

Dans ce cadre, le Groupe considère que les transactions négociées avec l'objectif d'un équilibrage en volumes entre les engagements d'achat et de vente d'électricité entrent dans le cadre de son métier d'électricien intégré et sont exclues du champ d'application de la norme IAS 39.

Conformément aux principes de la norme IAS 39, le Groupe analyse l'ensemble de ses contrats – portant sur des éléments financiers ou non financiers – afin d'identifier l'existence d'éventuels instruments dérivés dits « incorporés ». Toute composante d'un contrat qui affecte les flux du contrat concerné de manière analogue à celle d'un instrument financier dérivé autonome répond à la définition d'un dérivé incorporé au contrat.

Si les conditions prévues par la norme sont réunies, un dérivé incorporé est séparé en comptabilité, en date de mise en place du contrat.

4.9.2 [Evaluation et comptabilisation](#)

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données du marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de ces données observables.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net.

Dans ce cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, à l'exclusion de l'inefficacité résultant notamment de la séparation de la valeur temps d'un contrat, qui est comptabilisée en résultat financier.

4.9.3 [Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture](#)

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour couvrir son risque de taux et de change.

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- L'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125%.

- En ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable.
- L'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable.
- L'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe applique les typologies de couverture suivantes :

- Couverture de juste valeur : Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture, seule la fraction inefficace de la couverture impactant le résultat.
- Couverture de flux de trésorerie : Il s'agit d'une couverture des variations de flux de trésorerie futurs sur un actif ou un passif inscrit au bilan, sur une transaction future hautement probable ou sur un engagement ferme de change. Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert, ou, lorsqu'il s'agit d'une couverture d'un engagement ferme pour l'acquisition d'actifs non financiers, ils sont comptabilisés dans le coût de cet actif non-financier.
- Couverture d'un investissement net : Il s'agit de couvrir l'exposition au risque de change associé à un investissement net dans une entité étrangère. Les variations cumulées de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées en capitaux propres pour leur partie considérée comme efficace jusqu'à la sortie de l'investissement net, date à laquelle ce montant est comptabilisé en résultat de cession. La partie inefficace de la couverture (déterminée selon les mêmes modalités que pour une couverture de flux futurs) est enregistrée directement en résultat.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe.

4.10 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût de revient ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des matières et approvisionnement est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré – premier sorti.

Le coût des travaux en cours englobe les coûts de conception, les matériels inclus dans le projet, les coûts directs de main d'œuvre, les autres coûts directs et une quote-part de frais généraux fondée sur la capacité normale de production. Il comprend, le cas échéant, des coûts d'emprunt.

Les travaux en cours sur les projets destinés à être vendus sont reconnus à la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 11. Le pourcentage d'avancement est déterminé sur la base des coûts mis en œuvre et de la marge attendue à fin de projet et en considérant des critères techniques et objectifs ce qui permet de calculer un revenu et un coût des ventes associés.

Des provisions sont constituées pour faire face aux pertes à terminaison sur les contrats quand celles-ci sont connues.

4.11 Créances clients

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti, à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial.

4.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et un risque négligeable de variations de valeur et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les « Passifs financiers courants ».

4.13 Capital social

Les actions ordinaires sont classées en tant qu'instrument de capitaux propres.

Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

4.14 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- le goodwill non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé et qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'impôt supplémentaire qui résulte de la distribution de dividendes est comptabilisé lorsque les dividendes à payer sont comptabilisés au passif.

4.15 Avantages du personnel

4.15.1 Engagements de retraite

Les régimes de retraite en vigueur dans le Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à abonder le régime dans le cas où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des salariés, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents.

4.15.2 Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont rattachées aux régimes à prestations définies qui désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement futur pour le Groupe.

Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires, taux d'actualisation).

4.15.3 Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et d'avantages à long terme

Aucune société du Groupe n'offre de régime spécifique correspondant à des avantages postérieurs à l'emploi ou des avantages long terme à ses salariés. Les salariés du Groupe ne bénéficient pas notamment de tarif spécifique sur l'électricité.

4.16 Autres provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

4.16.1 Provisions pour démantèlement

Pour les installations éoliennes, des provisions pour démantèlement / déconstruction sont constituées, en fonction des conditions liées à l'occupation des terrains (propriété du Groupe ou baux à long terme), dans ce dernier cas, en fonction des conditions figurant dans les baux sur l'état des terrains lors de la restitution et sur la base du coût probable lorsque l'opération de démantèlement/ déconstruction incombe au Groupe.

Pour les installations thermiques, des provisions pour démantèlement sont comptabilisées en fonction de la puissance installée.

Dans les deux cas, ces provisions ont été actualisées au taux de 4,5%.

Un composant « actif de démantèlement » est créé en contrepartie, puis amorti linéairement sur la durée d'utilité du bien subséquent.

4.16.2 Provisions pour litiges

Dans le cadre normal des activités du Groupe, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

4.17 Reconnaissance des produits et des charges

4.17.1 Vente de biens et prestations de service

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupes.

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due, aux coûts encourus

ou à encourir associés à la prestation ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de l'achat, et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

4.17.2 Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux déjà exécutés et aux coûts à terminaison réappréciés lors des clôtures comptables. Une perte attendue est immédiatement comptabilisée en résultat.

4.17.3 Subventions publiques

Subventions liées à des actifs

Les subventions publiques sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que le Groupe se conformera aux conditions attachées à ces subventions. Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont présentées dans un compte de produits différés au passif et comptabilisées dans le compte de résultat en autres produits opérationnels de façon systématique sur la durée d'utilité de l'actif faisant l'objet de la subvention.

Subventions liées au résultat

Les subventions qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

4.17.4 Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'une créance est dépréciée, le Groupe ramène la valeur comptable de celle-ci à sa valeur recouvrable – qui représente les flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument – et continue de comptabiliser l'effet de la désactualisation en produits d'intérêts. Les produits d'intérêts sur les prêts dépréciés sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif initial.

4.17.5 Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en résultat financier lorsque le droit de recevoir le dividende est établi.

4.17.6 Paiements au titre de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus font partie intégrante du total net des charges locatives et sont comptabilisés en résultat selon la même règle.

4.17.7 Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location-financement sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

4.17.8 Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.18 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la Société.

4.19 Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Immédiatement avant la classification de l'actif comme détenu en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs (et de tous les actifs et passifs du Groupe destinés à être cédés) sont évaluées selon les normes qui leur sont applicables. Ensuite, lors de la classification initiale comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs) comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient été ou non comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont traités de la même façon. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe destiné à être abandonné peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

5. Information sectorielle

5.1 Information par zone géographique

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs. L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risque et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par zone géographique en fonction de l'implantation des actifs est privilégiée dans le Groupe, qui a par conséquent opté pour un secteur primaire géographique et un secteur secondaire par activité.

5.1.1 Exercice clos le 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	186 534	373 973	-	560 507
Autres produits opérationnels	37 517	24 876	-	62 393
Total Produits	224 051	398 849	-	622 900
Résultat opérationnel par secteur	37 586	57 872	-	95 458
Autres éléments du compte de résultat				
Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles	(31 845)	(12 598)	-	(44 443)
Pertes de valeur	-	-	-	-
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1 282	-	-	1 282
Impôt sur le résultat	(6 724)	(11 703)	-	(18 427)
Résultat net consolidé	27 451	26 226	-	53 677
Autres informations				
Actifs sectoriels	2 011 003	508 552	(136 269)	2 383 286
Passifs sectoriels	1 874 735	644 820	(136 269)	2 383 286
Entreprises associées	32 054	-	-	32 054
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	344 806	166 509	-	511 315

5.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	163 310	171 487	-	334 797
Autres produits opérationnels	40 870	3 413	-	44 283
Total Produits	204 180	174 900	-	379 080
Résultat opérationnel par secteur	34 592	27 081	-	61 673
Autres éléments du compte de résultat				
Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles	(21 488)	(8 607)	-	(30 095)
Pertes de valeur	(23)	-	-	(23)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	866	(112)	-	754
Impôt sur le résultat	(2 762)	(8 005)	-	(10 767)
Résultat net consolidé	16 623	10 855	-	27 478
Autres informations				
Actifs sectoriels	1 499 118	323 492	(95 728)	1 726 882
Passifs sectoriels	1 403 390	419 220	(95 728)	1 726 882
Entreprises associées	3 786	1 541	-	5 327
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	224 133	105 214	-	329 347

5.2 Information par activité

5.2.1 Exercice clos le 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	Production	Exploitation / Maintenance	Développement - vente d'actifs structurés	Eliminations	Total
Produits provenant des clients externes	175 006	23 675	397 975	(36 149)	560 507
Valeur comptable des actifs	1 432 974	35 764	1 377 212	(462 664)	2 383 286
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	275 279	2 296	234 775	(1 035)	511 315

5.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Production	Exploitation / Maintenance	Développement - vente d'actifs structurés	Eliminations	Total
Produits provenant des clients externes	138 492	22 251	210 669	(36 615)	334 797
Valeur comptable des actifs	882 548	28 246	1 105 803	(289 715)	1 726 882
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	209 387	427	123 997	(4 464)	329 347

5.3 Information sur le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 67,4 %, s'établissant à 560,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 334,8 millions d'euros au 31 décembre 2006. A taux de change constant la progression est de 77 %.

5.3.1 Europe

Le chiffre d'affaires des activités du Groupe en Europe progresse de 14,2 % passant de 163,3 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 186,5 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 24,3 %, passant de 106,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 132 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette hausse de 26 millions d'euros qui s'explique principalement par :
 - L'effet année pleine de la mise en service en 2006 de parcs éoliens au Portugal (76 MW bruts), en Grèce (75,4 MW bruts) et au Royaume-Uni (44 MW bruts) ;
 - La mise en service en 2007 des nouveaux parcs éoliens, en Grèce (36 MW bruts), au Royaume-Uni (24 MW bruts), en Italie (72,9 MW bruts) et en France (12 MW bruts) ;
 - L'intégration des parcs de Nurri (22,1 MW bruts) et Andretta (70 MW bruts) en Italie ;
 - L'effet négatif de la sortie du périmètre d'intégration globale de la société Do Centro au Portugal désormais consolidée par mise en équivalence (40 MW bruts).
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 56,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 53,7 millions au 31 décembre 2007. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2006 comprenait principalement le solde du chiffre d'affaires à l'avancement du projet Kessfeld (27,9MW), développé et construit par le Groupe. Celui comptabilisé en 2007 concerne la vente du projet Kirf (8MW) en Allemagne, la vente de deux projets en phase de développement en France pour 15,6 MW ainsi que l'activité de défiscalisation dans les DOM.
- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 0,9 million d'euros au 31 décembre 2006 à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2007.

5.3.2 Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe réalisé dans la zone Amériques était de 171,5 millions d'euros au 31 décembre 2006. Il est de 374 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation importante de 202,5 millions d'euros s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production passe de 32 millions d'euros en 2006 à 42,6 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 10,6 millions d'euros (+ 33,1 %). Cette hausse s'explique principalement par l'effet année pleine des mises en service des parcs Hawi (10,6 MW) et enXco 5 Repower (9 MW) respectivement en mai et juin 2006,

l'augmentation de la participation dans Patterson Pass (21,8 MW) en janvier 2007 et la mise en service du projet Fenton (205,5MW) en novembre 2007.

- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'actifs structurés passe de 129,7 millions d'euros en 2006 à 321,2 millions d'euros en 2007, soit une augmentation de 191,5 millions d'euros. En effet :
 - En 2006, le chiffre d'affaires concernait principalement le projet Spearville, projet développé et construit par enXco (100,5 MW).
 - En 2007, le chiffre d'affaires dégagé à l'avancement concerne essentiellement le projet Pomeroy (198 MW) en fin d'année, ainsi que le projet Goodnoe (94 MW), dont la réception finale est prévue pour le premier semestre 2008.
- le chiffre d'affaires de l'activité d'exploitation-maintenance augmente de 4% ; il passe de 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette augmentation est due pour l'essentiel au contrat conclu avec Mid American cet été.

5.4 Information sur le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 95,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 61,7 millions d'euros au 31 décembre 2006, soit une progression de 54,8%.

5.4.1 Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe a augmenté de 3 millions d'euros, passant de 34,6 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2007. La hausse provient de l'activité Production, d'une part due à l'effet année pleine des mises en service 2006 (Arga au Portugal, Rovas et Profitis Ilias en Grèce, Glassmoor, Deeping et Red House au Royaume-Uni) et d'autre part aux mises en service de centrales en 2007 (Sant'Agata en Italie, Red Tile en Angleterre, Perdikovouni et Kaliva en Grèce, Luc-sur-Orbieu en France) et des acquisitions (Nurri et Andretta en Italie).

La hausse du résultat de production d'origine éolienne a toutefois été en partie masquée par une moindre production hydraulique et des effets de périmètre défavorables.

5.4.2 Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités dans la zone Amériques passe de 27,1 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 30,8 millions d'euros. Cette variation résulte de l'augmentation du résultat opérationnel dégagé tant par l'activité DVAS que par l'activité Production.

6. Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Ventes d'énergie	173 855	137 337
Ventes de services liés à l'énergie	12 660	53 949
Autres ventes de biens et services	373 992	143 511
Total	560 507	334 797

L'évolution du chiffre d'affaires est analysée dans la note sur l'information sectorielle (note 5).

7. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)		31/12/2007	31/12/2006
Résultat de déconsolidation	(1)	27 715	11 575
Résultat de cession des immobilisations		(3 964)	(2 785)
Production stockée et immobilisée	(2)	20 650	17 031
Subventions d'exploitation	(3)	4 106	-
Autres charges		(4 498)	(2 820)
Autres produits		7 319	9 421
Total des autres produits et charges opérationnels		51 328	32 422
Dont autres charges opérationnelles		(11 065)	(11 860)
Dont autres produits opérationnels		62 393	44 283

(1) Les résultats de déconsolidation s'expliquent essentiellement par :

- le passage en intégration proportionnelle du parc éolien Fenton aux Etats-Unis, suite à l'entrée dans le capital d'investisseurs externes.
- la cession du DVAS Lou Paou

(2) La production stockée et immobilisée provient essentiellement du développement de nouveaux parcs éoliens français : Fierville et Fonds de la Plaine.

(3) Au 31 décembre 2006, les subventions d'exploitation étaient présentées en autres produits pour un montant de 2,5 millions d'euros.

8. Personnel

8.1 Frais de personnel

Le montant des charges de personnel se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Rémunérations	30 370	21 823
Charges sociales et fiscales	6 075	6 278
Total	36 445	28 101
Actions gratuites et assimilées	348	-
Abonnement	-	422
Charges liées au paiement sur base d'actions	348	422
Charges de personnel	36 793	28 523

8.2 Paiements sur base d'actions

Le Conseil d'Administration du 5 novembre 2007 a décidé l'attribution d'actions gratuites à certains dirigeants et salariés en France, pour un total de 24 550 actions. La juste valeur du plan est basée sur le cours de l'action à cette date. La contrepartie de la charge a été comptabilisée en capitaux propres.

Pour les filiales étrangères, un mécanisme similaire a été mis en place consistant à remettre aux bénéficiaires un nombre d'unités selon le même principe que le plan d'attribution d'actions gratuites. A l'issue de la période d'acquisition, le bénéficiaire ne percevra pas des actions gratuites mais un équivalent en trésorerie. Conformément à IFRS 2, l'évaluation de ce plan repose sur le cours de clôture de l'action au 31 décembre 2007 et n'intègre pas de dividendes attendus. La contrepartie de la charge a été comptabilisée en dette.

L'acquisition des actions gratuites ou des unités s'effectue sur une période de 2 ou 3 ans et pour partie, est soumise à l'atteinte de résultats opérationnels.

8.3 Effectifs moyens

Effectifs moyens	31/12/2007	31/12/2006
Employés	390	288
Cadres et ingénieurs	238	174
Total	628	462

9. Résultat financier

9.1 Coût de l'endettement financier

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Charges d'intérêt sur opérations de financement (1)	(38 775)	(27 386)
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie (3)	(950)	(667)
Résultat net de change sur endettement (2)	18 153	6 025
Coût de l'endettement financier	(21 572)	(22 028)

(1) Les charges d'intérêt sur opération de financement correspondent à des intérêts et à des frais sur emprunts bancaires.

(2) Le résultat net de change sur endettement comprend, des gains de change réalisés sur des soldes bancaires, sur des emprunts en USD et enfin des gains de change latents.

9.2 Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Produits nets de placements	17 087	3 801
Intérêts et dividendes reçus sur actifs financiers	3 538	1 869
Variation de juste valeur des actifs de transactions (3)	(1 947)	126
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie s/exploitation (3)	(1 588)	-
Résultat net de change (hors endettement)	(18 587)	(7 194)
Résultat de cession d'actifs disponibles à la vente	292	(320)
Dépréciation nette des actifs financiers	33	(38)
Charge d'actualisation	(46)	1 694
Autres produits et charges financiers	(1 846)	(1 752)
Autres produits et charges financiers	(3 064)	(1 814)

En 2007, les produits nets d'actifs financiers proviennent du placement de la trésorerie obtenue suite à l'introduction en bourse réalisée en novembre 2006.

Figurent également dans les autres charges financières, des pertes de change nettes et des pertes de change latentes (hors résultat de change sur endettement) à hauteur de 18 587 milliers d'euros, en tenant compte de l'effet de change lié à l'endettement positif pour 18 153 milliers d'euros, il ressort une perte de change toutes opérations confondues de 434 milliers d'euros.

(3) Ces données chiffrées sont commentées dans la note 18 Instruments financiers dérivés.

10. Charge d'impôts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Impôts exigibles	(19 347)	(11 990)
Impôts différés	920	1 223
Total	(18 427)	(10 767)

11. Résultats par action

<i>(en euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé	53 676 614	27 477 763
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG)	51 356 498	21 907 199
Nombre d'actions	61 951 961	44 717 065
Résultat net consolidé de base par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro	0,83	0,49
Résultat net consolidé dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro	0,83	0,49

Le nombre total d'actions composant le capital est resté stable entre fin 2006 et fin 2007, à 62 054 734 actions. En 2007, le nombre d'actions retenu au dénominateur pour le calcul du résultat par action, soit 61 951 961, tient compte de la déduction du nombre pondéré de 102 773 actions propres détenues par le Groupe dans le cadre du programme de liquidité et du programme de rachat d'actions pour couvrir le plan d'actions gratuites mis en place en 2007.

Les actions gratuites octroyées par le Groupe ont un effet relatif sur le résultat par action et sont donc exclues du calcul du résultat dilué par action.

Pour le calcul du résultat par action en 2006, conformément à la norme IAS 33, le nombre d'actions retenu au dénominateur, soit 44 717 065, est la moyenne pondérée entre 43 107 880 actions pendant 334 jours et 62 054 734 actions pendant 31 jours.

12. Goodwill

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute	80 565	43 921
Cumul des pertes de valeur	(2 239)	(2 738)
Valeur nette comptable	78 326	41 183

L'évolution de la valeur comptable des goodwill est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nette comptable à l'ouverture	41 183	57 201
Augmentations	39 377	5 240
Pertes de valeur	499	487
Ecarts de conversion	(2 732)	(3 018)
Autres mouvements	(1)	(18 727)
Variation totale	37 143	(16 018)
Valeur nette comptable à la clôture	78 326	41 183

Les principales variations sur les goodwill concernent la Grèce avec l'anticipation du rachat des intérêts minoritaires sur EEN Hellas et l'entrée de périmètre de la société RETD, la Belgique avec l'entrée de périmètre du groupe Verdesis et la France avec l'acquisition de la société Noréole.

Ces goodwill sont calculés sur la base du prix d'acquisition initial ainsi que sur l'estimation des éventuels compléments de prix ou d'engagements de rachat des minoritaires prévus contractuellement (cf. note 31 sur les regroupements d'entreprises). Les estimations sont donc susceptibles d'être révisées, entraînant de ce fait une modification ultérieure de la valeur de ces goodwill.

13. Immobilisations incorporelles

L'évolution de la valeur comptable des immobilisations incorporelles est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute	5 567	4 512
Amortissements et provisions	(1 977)	(910)
Valeur nette comptable	3 590	3 602

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Valeur nette comptable à l'ouverture	3 602	2 225
Acquisitions	723	2 242
Cessions	(5)	(39)
Amortissements de la période	(553)	(392)
Variation de périmètre	16	(11)
Ecarts de conversion	(136)	(174)
Autres mouvements	(57)	249
Variation nette	(12)	1 377
Valeur nette comptable à la clôture	3 590	3 602

Les immobilisations incorporelles incluent principalement les logiciels informatiques ainsi que les MIPS américains (droits incorporels amortis sur dix ans).

14. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Terrains	4 337	2 343
Installations techniques, matériel, outillage	840 372	602 211
Autres immobilisations	9 044	4 564
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	449 571	288 043
Immobilisations corporelles nettes	1 303 324	897 161

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	31/12/2007
Terrains	2 343	976	(39)	(141)	1 198	4 337
Installations techniques, matériel, outillage (1)	701 326	2 263	(5 417)	(29 622)	308 139	976 689
Autres immobilisations	11 869	4 735	(461)	(661)	2 683	18 165
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations (2) (3)	288 043	502 618	(21 605)	(8 768)	(310 717)	449 571
Valeurs brutes	1 003 581	510 592	(27 522)	(39 192)	1 303	1 448 762
Amortissements et pertes de valeur	(106 420)	(40 837)	3 209	4 716	(6 106)	(145 438)
Valeurs nettes	897 161	469 755	(24 313)	(34 476)	(4 803)	1 303 324

- (1) Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :
- la mise en service d'immobilisations pour 48 millions d'euros d'installations éoliennes en Grèce (Perdikovouni et Kalyva mises en service en juillet 2007), 26 millions d'euros d'installations éoliennes en Angleterre (Fenlands - projet Red Tile), 13 millions d'euros en France (Parc éolien de Luc-sur-Orbieu) ainsi que 2 millions d'euros d'installations photovoltaïques relatives à la mise en service de la ferme solaire Bosco en Italie,
 - la mise en service du projet Fenton aux Etats-Unis : celle-ci déclenche contractuellement l'entrée en capital d'investisseurs et implique le passage du projet dans le bilan en intégration proportionnelle. Le parc de Fenton a été mis en service en 2007. La valeur totale du parc est de 259 millions d'euros, diminuée de sa déconsolidation partielle pour 142 millions d'euros soit un impact net de 117 millions d'euros,
 - des entrées en périmètre sur l'Italie : 74 millions d'euros sur le projet Andretta et 21 millions d'euros sur le projet Nurri,
 - le passage de mise en équivalence à intégration globale aux Etats-Unis de Patterson Pass, pour 6 millions d'euros.
- (2) L'augmentation des immobilisations en cours concerne d'une part des parcs éoliens en cours de construction pour 443 millions d'euros : 166 millions d'euros aux Etats-Unis (projets de Fenton et Shiloh II) ; 102 millions d'euros au Portugal (87 millions d'euros sur le projet VentoMinho et 14 millions d'euros sur le projet Arada) ; 112 millions d'euros en France (Chemin d'Ablis, Salles-Curan, Luc-sur-Orbieu, Villesèque, Castanet) ; 25 millions d'euros sur la Grèce (projets Perdikovouni, Kaliva, Imerovigli et Viotia) ; 26 millions d'euros en Angleterre (Walkway, Red Tile) ; 12 millions d'euros en Italie (Murgeolica principalement). Et d'autre part, cette augmentation concerne aussi des avances et acomptes sur immobilisation pour 60 millions d'euros relatives aux futurs parcs éoliens de la Grèce, des USA et de l'Italie.
- (3) Les autres mouvements sur immobilisations en cours concernent principalement :
- la mise en service d'immobilisations pour (348) millions d'euros.
 - l'impact de l'entrée en périmètre de trois sociétés françaises : Luc-sur-Orbieu pour 2,5 millions d'euros, Castanet pour 1 million d'euros, Villesèque pour 1 million d'euros,
 - Les avances sur immobilisations pour 32 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	01/01/2006	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	31/12/2006
Terrains	3 397	157	(1)	(18)	(1 192)	2 343
Installations techniques, matériel, outillage (4)	552 150	9 994	(63)	(12 138)	151 383	701 326
Autres immobilisations	7 596	1 949	(191)	(446)	2 961	11 869
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations (5) (6)	133 932	315 005	(2 853)	(5 687)	(152 354)	288 043
Valeurs brutes	697 075	327 105	(3 108)	(18 289)	798	1 003 581
Amortissements et pertes de valeur	(91 454)	(29 036)	338	2 442	11 290	(106 420)
Valeurs nettes	605 621	298 069	(2 770)	(15 847)	12 088	897 161

- (4) Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :
- la mise en service d'immobilisations pour 162 millions d'euros : 142 millions d'euros d'installations éoliennes et 20 millions d'euros d'installations d'autres énergies renouvelables (principalement biomasse),
 - la reconnaissance d'immobilisations en location financière pour 19 millions d'euros en Grèce,
 - la cession de trois centrales hydrauliques en Espagne pour (25) millions d'euros,
 - l'affectation du goodwill grec sur les installations éoliennes en exploitation : impact de l'écart d'évaluation de 21 millions d'euros,
 - des variations de périmètre : +16 millions d'euros sur Hawi aux Etats-Unis et (43) millions d'euros sur Do Centro au Portugal,
 - des variations de taux d'intégration : Oasis aux Etats-Unis pour 6 millions d'euros.
- (5) L'augmentation des immobilisations en cours concerne des immobilisations en cours de construction pour 310 millions d'euros et des immobilisations en cours de développement pour 5 millions d'euros :
- augmentation des immobilisations en cours de construction : 104 millions d'euros aux Etats-Unis (Fenton), 76 millions d'euros en Grèce, dont 43 millions d'euros en location financière (Aioliki Energiaki Peloponnisou, Aioliki Hellas, Aioliki Karistou, Aioliki Didimon), 49 millions d'euros en Angleterre (Red Tile, Biker, Walkway), 40 millions d'euros en Italie (Sant Agata et Minervino principalement), 35 millions d'euros au Portugal (Arada, Espiga, VentoMinho), 6 millions d'euros en France ;
 - augmentation des immobilisations en cours de développement : 2 millions d'euros en France et 2 millions d'euros en Angleterre.
- (6) Les autres mouvements sur immobilisations en cours concernent :
- des mises en service d'immobilisations pour (162) millions d'euros,
 - l'impact de l'entrée en périmètre de deux sociétés italiennes : Fri-el-Campidano (impact de 22 millions d'euros) et Murgeolica (impact de 4 millions d'euros),
 - l'affectation d'une partie du goodwill lié aux acquisitions grecques : 1 million d'euros d'écart d'évaluation.

15. Participations dans les entreprises associées

15.1 Détail des participations dans les entreprises associées

Sociétés	Quote-part d'intérêt dans le capital	Valeur nette des titres mis en équivalence 31/12/2007 (1)	Quote part de résultat des titres mis en équivalence 31/12/2007	Quote-part d'intérêt dans le capital	Valeur nette des titres mis en équivalence 31/12/2006	Quote part de résultat des titres mis en équivalence 31/12/2006
Alco group	25%	24 409	575	-	-	-
C-Power	21%	2 661	(57)	21%	1 510	4
Jacques Giordano Industries	25%	1 511	-	25%	1 511	393
Eolica Do Centro	32%	894	646	32%	247	150
Batliboi	50%	378	89	50%	286	51
Photon Power technology (2)	20%	1 440	-	-	-	-
Reetec (2)	28%	509	-	-	-	-
Autres	-	252	28	-	1 773	156
Total		32 054	1 282		5 327	754

(1) Dont 3 459 milliers d'euros de goodwill (hors goodwill inclus dans les comptes locaux).

(2) Ces sociétés ont été acquises fin 2007, aucun résultat n'a été constaté sur l'exercice.

15.2 Informations complémentaires sur les entreprises associées

Les informations suivantes sont données à 100%, indépendamment de la quote-part de détention du Groupe. Elles concernent l'exercice clos le 31 décembre 2007.

(en milliers d'euros)	ACTIF	PASSIF (Hors Capitaux Propres)	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT NET
TOTAL	299 287	190 838	238 612	4 591

Le principal contributeur des entreprises associées est représenté par le groupe Alco (bioéthanol) dont l'acquisition de 25% des titres a été effectuée en fin d'année 2007.

16. Actifs financiers

16.1 Détail des actifs financiers par catégorie d'actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers disponibles à la vente (note 17)	-	5 443	5 443	-	4 399	4 399
Juste valeur positive des dérivés de couverture (note 18)	14 687	5 661	20 348	13	3 735	3 748
Juste valeur positive des dérivés de transaction (note 18)	-	189	189	1 895	155	2 050
Prêts et créances financières	50 970	26 729	77 699	13 676	46 075	59 751
Actifs financiers	65 657	38 022	103 679	15 584	54 364	69 948

16.2 Garanties

Le Groupe n'a aucun actif financier nanti ou donné en garantie de passif.

16.3 Variation des actifs financiers

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	31/12/2007
Actifs financiers disponibles à la vente (note 17)	4 399	2 034	(981)	-	(10)	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	3 748	1 459	-	15 053	88	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	2 050	-	-	(1 786)	(74)	189
Prêts et créances financières	59 751	54 482	(25 008)	-	(11 524)	77 699
Actifs financiers	69 948	57 975	(25 989)	13 267	(11 520)	103 679

(en milliers d'euros)	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	31/12/2006
Actifs financiers disponibles à la vente (note 17)	2 044	1 085	(1 142)	(1 039)	3 451	4 399
Juste valeur positive des dérivés de couverture	475	-	-	3 212	61	3 748
Juste valeur positive des dérivés de transaction	28	-	-	2 022	-	2 050
Prêts et créances financières	35 673	18 321	184	-	5 573	59 751
Actifs financiers	38 220	19 406	(958)	4 195	9 085	69 948

16.4 Actifs financiers par échéance

Au 31 Décembre 2007

(en milliers d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Actifs financiers disponibles à la vente (note 17)	-	-	5 443	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	14 687	5 661	-	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	-	189	-	189
Prêts et créances financières	50 970	14 628	12 101	77 699
Total au 31/12/2007	65 657	20 478	17 544	103 679

Au 31 Décembre 2006

(en milliers d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Actifs financiers disponibles à la vente (note 17)	-	-	4 399	4 399
Juste valeur positive des dérivés de couverture	13	3 735	-	3 748
Juste valeur positive des dérivés de transaction	1 895	155	-	2 050
Prêts et créances financières	13 676	8 083	37 992	59 751
Total au 31/12/2006	15 584	11 973	42 391	69 948

17. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Variations des justes valeurs	Autres	31/12/2007
Valeur brute	4 532	29	2 048	(981)	-	32	5 660
Pertes de valeur	(133)	(70)	(14)	-	-	-	(217)
Titres de participation des sociétés non consolidées	4 399	(41)	2 034	(981)	-	32	5 443

(en milliers d'euros)	01/01/2006	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Variations des justes valeurs	Autres	31/12/2006
Valeur brute	2 102	2 089	1 091	(1 142)	(1 039)	1 431	4 532
Pertes de valeur	(58)	3	(6)	-	-	(72)	(133)
Titres de participation des sociétés non consolidées	2 044	2 092	1 085	(1 142)	(1 039)	1 359	4 399

La juste valeur des titres non consolidés au 31 décembre 2007 comme au 31 décembre 2006 a été maintenue au coût d'acquisition en l'absence de critères suffisamment fiables pour déterminer la juste valeur de ces actifs.

Sur l'exercice 2007, le Groupe a fait l'acquisition de titres de participation dans diverses sociétés pour 2 millions d'euros et a également procédé à des cessions de titres pour 1 million d'euros.

La société ne détient aucun titre coté.

18. Instruments financiers dérivés

Comme indiqué dans le chapitre sur la gestion du risque financier, le Groupe, acteur dans le secteur de l'énergie renouvelable opère dans un contexte international et notamment dans des zones hors euro (Etats-Unis, Royaume-Uni). Il est de ce fait exposé au risque de taux et au risque de change sur les financements mis en place par les sociétés mères

ainsi que sur ceux obtenus en monnaie locale. Le Groupe doit prévoir d'importants moyens de financement par endettement dans le cadre de la réalisation des projets.

Pour limiter et maîtriser les conséquences de ces risques, le Groupe a mis en place une politique de couverture par le biais de dérivés de couverture. Les swaps de taux variable / taux fixe sont les principaux instruments de cet engagement.

18.1 Ventilation de la juste valeur des instruments dérivés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Instruments dérivés actifs		
Dérives de couverture de flux de trésorerie	20 348	3 748
Dérives de couverture de juste valeur	-	-
Dérives de transaction	189	2 050
Total instruments dérivés actifs	20 537	5 798
Instruments dérivés passifs		
Dérives de couverture de flux de trésorerie	6 444	525
Dérives de couverture de juste valeur	-	-
Dérives de transaction	107	3
Total instruments dérivés passifs	6 551	528
Total instruments dérivés nets actif / (passif)	13 986	5 270

18.2 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie conformément aux principes de la norme IAS 39, notamment pour les transactions suivantes :

- couverture de la dette à taux variable par l'utilisation de swaps de taux d'intérêts (taux variable/fixe) ;
- couverture d'achats futurs de turbines en monnaie étrangère par rapport à la devise fonctionnelle de l'entité acheteuse (EUR ou USD) par le biais de contrats d'options ou d'achats à terme.

Dérivés de couverture de taux d'intérêt

Les dérivés de couverture de taux d'intérêts correspondent à des swaps et s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007		31/12/2006	
	Juste valeur	Nominal couvert	Juste valeur	Nominal couvert
Instruments de taux actif	5 663	275 962	3 748	187 221
Instruments de taux passif	(6 209)	212 828	(525)	74 643
Instruments de couverture de taux actif / (passif)	(546)	488 790	3 223	261 864

Dérivés de couverture de change

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007		31/12/2006	
	EUR	USD	GBP	USD
Instruments de change actif	14 685	-	-	-
Options	3 531	-	-	-
Achats à terme	11 154	-	-	-
Instruments de change passif	-	(235)	(21)	-
Options	-	(91)	(21)	-
Achats à terme	-	(144)	-	-
Instruments de couverture de change actif / (passif)	14 685	(235)	(21)	-

Les instruments dérivés de change du Groupe sont souscrits principalement pour le compte de la filiale américaine, en couverture des achats de turbines libellés en euros.

Impacts des dérivés de couverture en capitaux propres et résultat

En 2007, les impacts des dérivés de couverture enregistrés en capitaux propres s'élèvent à 7 689 milliers d'euros, répartis de la manière suivante :

- 267 milliers d'euros pour l'Europe,
- 7 422 milliers d'euros pour les Etats-Unis.

Le montant de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie enregistré en résultat financier en 2007 représente une charge de 2 538 milliers d'euros résultant d'un produit de 1 033 milliers d'euros pour l'Europe et d'une charge de 3 571 milliers d'euros pour les Etats-Unis.

En 2006, les impacts des dérivés de couverture enregistrés en capitaux propres, après impôts différés, s'élevaient à 2 579 milliers d'euros pour les dérivés de couverture de taux en Europe et à 604 milliers d'euros pour les Etats-Unis.

Le montant de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie enregistré en résultat financier en 2006 représentait un produit de 127 milliers d'euros pour l'Europe et une charge de 795 milliers d'euros pour les Etats-Unis.

Les périodes au cours desquelles les flux d'intérêts couverts impacteront le compte de résultat sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Flux de trésorerie prévisionnels	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans
Au 31 décembre 2007	(205 727)	(24 654)	(108 049)	(73 025)
Au 31 décembre 2006	(50 907)	(6 259)	(27 997)	(16 651)

Les instruments dérivés de change ont principalement des maturités inférieures à un an.

18.3 Dérivés de transaction

Cette rubrique comprend les instruments dérivés souscrits par le Groupe dans le cadre d'une politique de couverture des risques de change ou de taux, mais qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39.

En 2007, ces dérivés impactent le compte de résultat pour un montant de (1 947) milliers d'euros (avant effet d'impôts), liés au dénouement des instruments souscrits sur l'exercice 2006. Ce montant affecte l'Europe pour (126) milliers d'euros et les Etats-Unis pour (1 821) milliers d'euros.

En 2006, le Groupe avait mis en place des accumulateurs pour couvrir un risque de change aux Etats-Unis. Leur juste valeur représentait un actif de 1 895 milliers d'euros. La variation de juste valeur de ces instruments sur l'exercice 2006 a été comptabilisée en résultat. Ces instruments ont été réglés au cours de l'exercice 2007.

L'impact en résultat des autres instruments de transaction était un produit de 126 milliers d'euros et ne concernait que l'Europe.

19. Besoin en Fonds de Roulement

19.1 Composition et variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Mouvements de l'exercice				31/12/2007
		Variation du BFR courant (1)	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	
Stocks	121 399	41 655	(20 276)	(7 544)	(6 905)	128 329
Clients	52 169	48 884	4 762	(2 815)	6 519	109 519
Actifs d'impôts exigibles	624	361	-	-	(29)	956
Autres actifs courants	98 853	141 306	3 943	(9 887)	(40 353)	193 862
Eléments d'actif	273 045	232 206	(11 571)	(20 246)	(40 768)	432 666
Fournisseurs	108 704	(29 658)	5 239	(3 098)	(26 413)	54 774
Passifs d'impôts exigibles	5 290	16 150	50	(1 470)	(1 071)	18 949
Autres passifs courants	143 681	123 090	(35 944)	(13 000)	23 633	241 460
Eléments de passif	257 675	109 582	(30 655)	(17 568)	(3 851)	315 183
Total	(15 370)	(122 624)	(19 084)	2 678	36 917	(117 483)

(1) Voir notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie (Note 28).

Le solde du compte clients connaît une augmentation de 57,4 millions d'euros entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, essentiellement due aux facturations du parc de Fierville en cours de construction, ainsi qu'aux créances clients du groupe Verdesis entré dans le périmètre en 2007.

(en milliers d'euros)	01/01/2006	Mouvements de l'exercice				31/12/2006
		Variation du BFR courant (1)	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	
Stocks	6 533	80 401	535	(3 447)	37 377	121 399
Clients	101 941	(29 601)	(262)	(575)	(19 334)	52 169
Actifs d'impôts exigibles	519	107	17	(3)	(16)	624
Autres actifs courants	42 151	60 300	(10 145)	(413)	6 960	98 853
Eléments d'actif	151 144	111 207	(9 855)	(4 438)	24 987	273 045
Fournisseurs	71 780	30 275	4 360	(1 529)	3 818	108 704
Passifs d'impôts exigibles	881	4 532	-	(169)	46	5 290
Autres passifs courants	76 390	81 855	(5 881)	(4 562)	(4 121)	143 681
Eléments de passif	149 051	116 662	(1 521)	(6 260)	(257)	257 675
Total	(2 093)	5 455	8 334	(1 822)	(25 244)	(15 370)

(1) Voir notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie (Note 28).

19.2 Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Travaux en cours	94 652	113 188
Matières premières et approvisionnements	37 374	11 479
Stocks bruts	132 026	124 667
Provisions	(3 697)	(3 268)
Stocks nets	128 329	121 399

Les travaux en cours correspondent pour l'essentiel à des coûts de développement et de construction de centrales énergétiques destinées à être vendues, traités selon la norme IAS 11 dès lors que ces coûts de construction correspondent à une activité future du contrat et pour lesquels les critères de reconnaissance du chiffre d'affaires ne sont pas atteints à la clôture sur la base de l'avancement à cette date.

La variation des travaux en cours entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, résulte de la cession du parc éolien Plein Vent Lou Paou, ainsi que de la construction de nouveaux parcs français et espagnols et de l'avancement des projets Goodnoe et Pomeroy aux USA.

Les matières premières et approvisionnements sont en augmentation entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, du fait de l'achat de panneaux solaires dans le cadre du développement et de la commercialisation de parcs photovoltaïques.

19.3 Autres actifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes versés	125 635	53 368
Autres créances	60 616	40 501
Charges constatées d'avance	5 229	4 752
Comptes de régularisation	2 382	232
Total	193 862	98 853

19.4 Autres passifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes reçus	39 234	135
Dettes fiscales	8 592	4 569
Dettes sociales	4 674	3 537
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 396	35 006
Autres dettes	97 677	96 649
Produits constatés d'avance (1)	46 887	3 785
Total	241 460	143 681

(1) L'augmentation des produits constatés d'avance entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2006 provient essentiellement de la cession des parcs éoliens de Fierville et de Fonds de la Plaine.

20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie nette à l'ouverture

(en milliers d'euros)	01/01/2007	01/01/2006
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	402 875	109 666
Reclassement nantissements et comptes de trésorerie bloqués	(25 459)	(4 901)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au TFT	377 416	104 765
Découverts bancaires	(32 147)	(103 910)
Trésorerie nette à l'ouverture	345 269	855

Trésorerie nette à la clôture

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	369 303	402 875
Reclassement nantissements et comptes de trésorerie bloqués	(44 675)	(25 459)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au TFT	324 628	377 416
Découverts bancaires	(34 708)	(32 147)
Trésorerie nette à la clôture	289 920	345 269

21. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Cette rubrique recense les actifs et passifs détenus en vue de la vente définis selon la norme IFRS 5.

Au 31 décembre 2007, aucun groupe d'actifs et de passifs n'a été classé en « détenus en vue de la vente ».

(en milliers d'euros)	31/12/2006
Actifs détenus en vue de la vente	
Actifs immobilisés	749
Autres actifs non courants	3
Actifs courants (hors trésorerie)	236
Trésorerie	4
Total des actifs détenus en vue de la vente	992
Passifs détenus en vue de la vente	
Passifs financiers non courants	(2)
Autres passifs non courants	(4)
Passifs financiers courants	2
Autres passifs courants	914
Total des passifs détenus en vue de la vente	910

Au 31 décembre 2006, les actifs et passifs détenus en vue de la vente concernent les sociétés suivantes :

- filiales mexicaines : Empresa Mexicana et San Rafael,
- filiale américaine : Tres Vaqueros.

Ces trois sociétés ont été cédées au cours de l'exercice 2007 avec des plus-values non matérielles.

22. Capitaux propres

22.1 Capital social

<i>(en euros)</i>	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Capital social au 31 décembre 2005	4 310 788	16	68 972 608
Après division du nominal par 10 (AGE du 18/09/2006)	43 107 880	1,6	68 972 608
Augmentation de capital	18 946 854	1,6	30 314 966
Capital social au 31 décembre 2006	62 054 734	1,6	99 287 574
Capital social au 31 décembre 2007	62 054 734	1,6	99 287 574

Aucun changement n'est intervenu au cours de l'exercice 2007 sur le capital social.

Au cours de l'exercice 2006, le nominal des actions a été divisé par 10 avec pour conséquence que le capital social au 18 septembre 2006 restait inchangé à 68 972 608 € mais était divisé en 43 107 880 actions d'un nominal de 1,6 €.

Les augmentations de capital intervenues ensuite résultent d'une augmentation de capital réservée à un actionnaire déjà présent au capital (4 798 464 actions nouvelles), de l'offre publique à l'occasion de l'admission des actions de la société sur le marché Eurolist d'Euronext (13 960 392 actions nouvelles) et enfin de l'offre réservée aux salariés (187 998 actions nouvelles).

22.2 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité selon les dispositions prévues par l'Autorité des marchés financiers (AMF), au cours de l'exercice 2007, 1 248 154 actions ont été achetées, pour un montant de 58,1 millions d'euros et 1 150 154 actions ont été vendues pour un montant de 53,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2007, le Groupe détient 120 910 actions propres, dont 98 000 dans le cadre du contrat de liquidité et 22 910 afin de couvrir le plan d'actions gratuites mis en place par le Groupe en 2007, pour une valeur totale de 6 millions d'euros.

22.3 Distribution de dividendes

22.3.1 [Dividendes payés au titre de l'exercice 2006](#)

L'assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2007 a décidé une distribution de dividendes pour un montant de 6,8 millions d'euros correspondant à 0,11 euro par action, mis en paiement le 15 juin 2007.

Au jour de la mise en paiement le nombre d'actions propres détenues par EDF EN s'élevait à 34 016 sur un total de 62 054 734 actions. Le dividende correspondant à ces actions propres est égal à 3 741,72 euros. Ce montant a été affecté à la réserve ordinaire.

22.3.2 [Dividendes proposés au titre de l'exercice 2007](#)

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du Groupe statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 de verser un dividende unitaire de 0,26 euro par action soit un montant total de 16,1 millions d'euros.

23. Passifs financiers

23.1 Répartition courant/non courant

La répartition entre les passifs financiers courants et non courants se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédits	432 025	456 461	888 486	99 435	403 617	503 052
Autres dettes financières	31 969	80 984	112 953	69 056	38 063	107 119
Découverts bancaires	34 708		34 708	32 147		32 147
Juste valeur négative des dérivés de couverture	235	6 209	6 444	21	504	525
Juste valeur négative des dérivés de transaction	107	-	107	-	3	3
Passifs financiers	499 044	543 654	1 042 698	200 659	442 187	642 846

23.2 Echancier des emprunts et des dettes financières en valeur nette comptable

Au 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	426 659	31 969	5 366	463 994
Entre un et cinq ans	158 554	66 465	-	225 019
A plus de cinq ans	297 907	14 519	-	312 426
Total au 31/12/2007	883 120	112 953	5 366	1 001 439

Au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	97 413	69 054	2 024	168 491
Entre un et cinq ans	213 265	28 603	-	241 868
A plus de cinq ans	190 350	9 462	-	199 812
Total au 31/12/2006	501 028	107 119	2 024	610 171

23.3 Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
31/12/2005	354 080	122 799	2 567	479 446
Augmentations	436 635	52 911	2 498	492 044
Diminutions	(240 756)	(116 260)	(2 056)	(359 072)
Mouvements de périmètre	(34 784)	912	-	(33 872)
Ecarts de conversion	(6 757)	(4 007)	(13)	(10 777)
Autres	(7 390)	50 764	(972)	42 402
31/12/2006	501 028	107 119	2 024	610 171
Augmentations	725 143	44 435	10 876	780 454
Diminutions	(302 740)	(25 428)	(8 233)	(336 401)
Mouvements de périmètre	(18 510)	(14 300)	21	(32 789)
Ecarts de conversion	(16 370)	(205)	(95)	(16 670)
Autres	(5 431)	1 332	773	(3 326)
31/12/2007	883 120	112 953	5 366	1 001 439

23.4 Analyse des emprunts et dettes financières par pays

Au 31 décembre 2007

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 31 décembre 2007 :

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	
Allemagne	1 150	-	-	1 150	1 150	-	260	890	-	-
Belgique	129	1 897	-	2 026	2 026	-	-	129	1 897	-
Espagne	5 224	3 227	50	8 501	3 511	4 990	1 068	2 596	4 837	18 849
France	400 908	40 635	2 349	443 892	49 965	393 927	353 376	70 266	20 250	101 383
Grèce	92 671	57 443	1 159	151 273	-	151 273	52 832	36 777	61 664	73 353
Italie	78 524	2 397	907	81 828	455	81 373	32 710	35 005	14 113	42 674
Portugal	142 928	5 384	-	148 312	18 280	130 032	11 723	34 623	101 966	118 619
Royaume Uni	79 445	426	360	80 231	657	79 574	7 476	28 951	43 804	64 649
Etats Unis	82 141	1 544	541	84 226	11 612	72 614	4 549	15 782	63 895	69 263
TOTAL	883 120	112 953	5 366	1 001 439	87 656	913 783	463 994	225 019	312 426	488 790
Trésorerie passive				34 708		34 708	34 708			
TOTAL				1 036 147	87 656	948 491	498 702	225 019	312 426	488 790

Au 31 décembre 2007, les taux fixes représentent 58% du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

Au 31 décembre 2006

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 31 décembre 2006 :

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	Montant faisant l'objet d'un swap
Allemagne	1 410	-	-	1 410	1 410	-	-	1 410	-	-
Espagne	5 432	3 070	53	8 555	2 937	5 617	585	2 708	5 262	21 025
France	158 184	33 816	867	192 867	15 068	177 798	40 838	139 935	12 091	9 395
Grèce	50 249	62 008	-	112 257	-	112 259	58 302	15 759	38 199	56 917
Italie	49 045	1 650	113	50 808	2 528	48 279	11 102	24 877	14 827	33 180
Portugal	70 284	5 280	-	75 564	11 272	64 292	5 470	18 826	51 268	40 725
Royaume Uni	85 622	511	586	86 719	678	86 042	6 515	24 376	55 829	74 643
Etats Unis	80 802	779	405	81 986	32 340	49 646	45 674	13 977	22 336	25 980
TOTAL	501 028	107 119	2 024	610 171	66 233	543 938	168 491	241 868	199 812	261 865
Trésorerie passive				32 147		32 147	32 147			
TOTAL				642 318	66 233	576 085	200 638	241 868	199 812	261 865

Les taux fixes représentent 54% du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

23.5 Ventilation des emprunts et dettes financières par devise

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
En euro (EUR)	665 696	346 070
En dollar américain (USD)	214 945	122 684
En livre britannique (GBP)	120 798	141 411
En autres devises	-	6
Total	1 001 439	610 171

23.6 Endettement financier net

L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité (OPCVM monétaires, obligations gouvernementales, titres de créances négociables).

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes financières	1 001 439	610 171
Effet des instruments dérivés passifs	6 444	525
Effet des instruments dérivés actifs	(20 348)	(3 748)
Trésorerie nette à la clôture	(289 920)	(345 269)
Endettement financier net	697 615	261 679

24. Gestion des risques financiers

24.1 Risque de taux

Le financement des projets mis en œuvre par le Groupe, notamment pour les parcs éoliens, implique un recours important à l'endettement. Une hausse significative des taux d'intérêt peut donc avoir un impact sur la rentabilité des projets futurs du Groupe.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en œuvre une politique de couverture des risques de taux par le biais de contrats d'échanges de conditions d'intérêt (swaps de taux). D'un point de vue économique, la mise en place de ces swaps permet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe et de se prémunir contre la fluctuation du montant des intérêts.

Les centrales en exploitation bénéficient de taux fixés à long terme. En général, les établissements bancaires arrangeurs, demandent une couverture à hauteur de 70% à 100% du montant de financement, et pour 80% à 100% de sa durée. Pour la partie des financements restant à taux variable, le risque est géré en fonction de l'évolution des marchés (et de l'évolution de la génération de cash flow libre par le projet).

Ventilation des emprunts par taux avant et après swaps

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Structure initiale de la dette	Incidence des instruments de couverture	Structure de la dette après couverture	Structure initiale de la dette	Incidence des instruments de couverture	Structure de la dette après couverture
A taux fixe	87 656	488 790	576 446	66 233	261 864	328 097
A taux variable	913 783	(488 790)	424 993	543 938	(261 864)	282 074
Total	1 001 439	-	1 001 439	610 171	-	610 171

Tests de sensibilité

Sur la base de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006, des tests de sensibilité ont été réalisés, montrant l'impact estimé sur le compte de résultat et sur les capitaux propres d'une variation de +/- 100 points de base (1%) des taux d'intérêt.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Compte de résultat		Capitaux propres	
	+100bps	-100bps	+100bps	-100bps
31 décembre 2007	415	(479)	32 189	(35 317)
31 décembre 2006	2 658	(2 746)	9 114	(9 883)

24.2 Risque de change

Le Groupe réalise une part importante de ses activités en dehors de la zone Euro. Il est donc exposé au risque de change provenant de ses différentes expositions en devises, principalement en Dollar américain et en Livre Sterling.

Le Groupe limite ce risque :

- en couvrant systématiquement les transactions pouvant engendrer un écart de change. Il s'agit principalement :
- Achat de matériel (essentiellement des turbines) dans une devise différente de la devise domestique de comptabilisation. A ce jour, seuls sont concernés les achats de turbines effectués par les filiales américaines et britanniques auprès de fabricants européens.
- Flux intragroupes tels que les managements fees, les refacturations diverses, les intérêts sur prêts...
- en interdisant qu'une dette soit contractée dans une autre devise que la devise fonctionnelle du pays concerné (à l'exception de la Bulgarie et du Mexique)
- en s'assurant que tous les financements intra-groupe sont réalisés dans la devise de la filiale bénéficiaire.

Les instruments de couvertures utilisés sont des swaps, des achats à termes et des options « vanilles ».

Ventilation des actifs et passifs par devise

Au 31 décembre 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUR	GBP	USD	Autres	TOTAL
Actifs	1 699 301	160 116	507 485	16 384	2 383 286
Passifs	1 003 195	139 727	480 464	2 591	1 625 977
Position nette avant gestion	696 106	20 389	27 021	13 793	757 309
Effet gestion	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	696 106	20 389	27 021	13 793	757 309

Au 31 décembre 2006

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUR	GBP	USD	Autres	TOTAL
Actifs	1 239 002	142 571	321 061	24 348	1 726 982
Passifs	571 743	135 633	294 506	3 004	1 004 887
Position nette avant gestion	667 260	6 938	26 555	21 343	722 096
Effet gestion	5 495	(5 495)	-	-	-
Position nette après gestion	672 755	1 443	26 555	21 343	722 096

Tests de sensibilité

Pour couvrir notamment ses achats futurs d'actifs en devises, le Groupe a recours à des contrats à terme et à des options. Les tests de sensibilité réalisés sur ces instruments au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006 montrent qu'une variation de +/- 10% des cours de change aurait les impacts suivants sur le compte de résultat et sur les capitaux propres :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Compte de résultat		Capitaux propres	
	+10%	-10%	+10%	-10%
31 décembre 2007	(1 486)	(333)	39 978	(21 942)
31 décembre 2006	(1 816)	(1 836)	-	-

24.3 Risque de liquidité

Lignes de crédit

Au 31 décembre 2007, le Groupe dispose de sept lignes de crédit moyen terme ayant pour échéance la période 2012-2013. Ces lignes sont non amortissables et remboursables in fine. D'un montant total de 350 millions d'euros, elles sont garanties par les établissements financiers avec lesquels elles ont été conclues à des conditions fixées et irrévocables.

Le Groupe dispose également de lignes de découvert qui, par définition, ne sont pas garanties (hors délai légal de rétractation des banques).

Depuis début 2007, EDF EN SA a contracté des lignes de crédit « Back to Back » qui complètent le dispositif de financement déjà établi. Elles sont conclues pour un an et renouvelables une fois.

Le Groupe a centralisé la mise en place et l'utilisation de ces moyens de financements et de ce fait la gestion des risques correspondants.

Au 31 décembre 2007

<i>(en millions d'euros)</i>	Montant	Utilisation	Non utilisation
Ligne moyen terme			
- échéance 2012	70	64	6
- échéance 2013	280	140	140
Lignes 364 jours renouvelables			
- échéance 2008	158	136	22
Découverts bancaires	91	35	56
TOTAL	599	375	224

Au 31 décembre 2006

<i>(en millions d'euros)</i>	Montant	Utilisation	Non utilisation
Ligne moyen terme			
- échéance 2009	40	-	40
- échéance 2013	301	-	301
Découverts bancaires	75	32	43
TOTAL	416	32	384

Echéancier des passifs financiers sur la base des flux de trésorerie contractuels

Cet échéancier est établi sur la base des flux de trésorerie contractuels, non actualisés, qui peuvent être différents des montants inscrits au bilan au 31 décembre 2007.

Il prend en compte le financement des dépenses prévisionnelles des parcs en construction dans le cas où le financement de projet, d'ores et déjà conclu, intègre la période de construction. Les montants empruntés sont donc croissants jusqu'aux mises en exploitation des parcs, lesquelles sont prévues pour certains projets postérieurement au 31 décembre 2007.

Le tableau suivant présente, dans la colonne des flux de trésorerie à moins d'un an, la part des remboursements à court terme diminuée des tirages contractuels attendus.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette comptable			Flux de trésorerie contractuels			
	Courant	Non courant	Total	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	432 025	456 461	888 486	230 146	459 914	667 828	1 357 888
Autres dettes financières	31 969	80 984	112 953	31 970	70 641	15 244	117 855
Découverts bancaires	34 708		34 708	34 708	-	-	34 708
Instruments de dérivés de taux d'intérêts nets (passifs-actifs)	546		546	(782)	2 582	(3 771)	(1 970)
Dettes fournisseurs	54 774		54 774	54 774	-	-	54 774
Autres créditeurs (1)	181 307		181 307	181 307	-	-	181 307

Sont inclus en autres créditeurs dans le tableau du risque de liquidité : les avances et acomptes reçus, les dettes sur immobilisations et les autres dettes (voir Note 19.4).

24.4 Risque de crédit

Selon la norme IFRS 7, le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe a poursuivi en 2007 le développement et la mise en œuvre d'une politique de quantification et de gestion du risque de contrepartie. Cette politique de gestion, centralisée au siège pour l'ensemble des entités du Groupe, s'articule autour de quatre axes majeurs : le risque d'impayé, le risque de non-exécution des engagements contractuels d'un tiers envers le Groupe, le risque lié aux assurances et enfin le risque lié à la trésorerie et aux financements.

Dans le cadre de sa maîtrise du risque d'impayé, le groupe veille à ne travailler qu'avec des acteurs d'envergure du marché de l'énergie (Utilities aux Etats-Unis, EDP au Portugal, etc.). Dans le cadre plus spécifique du DVAS, le Groupe veille également à ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis de l'un de ses clients. Ces stratégies lui permettent aujourd'hui d'identifier et de gérer au mieux l'exposition inhérente à ces activités.

Au regard des fondamentaux du marché, la diversification des sources d'approvisionnement est considérée comme une des priorités du Groupe. Ce processus de contractualisation en direction d'acteurs de référence, déjà entamé en 2007, lui permet de sécuriser ses approvisionnements dans un contexte de forte demande.

Conscient que les risques liés aux assurances et aux instruments de financement constituent aujourd'hui une large part de son exposition aux risques de contrepartie, et dans la continuité des dispositions établies dans sa politique de gestion, le Groupe s'engage à ne faire appel qu'à des institutions de premier plan dans l'exercice de ses activités.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

L'exposition maximale au risque de crédit est de 768 752 K€ au 31 décembre 2007 et de 618 861 K€ au 31 décembre 2006.

25. Information sur la juste valeur des instruments financiers

Conformément aux dispositions d'IFRS 7, la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan est résumée dans le tableau ci-après.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007		31/12/2006	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIF				
Actifs financiers disponibles à la vente	5 443	5 443	4 399	4 399
Juste valeur positive des dérivés de couverture	20 348	20 348	3 748	3 748
Juste valeur positive des dérivés de transaction	189	189	2 050	2 050
Actifs au coût amorti	742 772	742 772	608 664	608 664
<i>Prêts et créances financières</i>	77 699	77 699	59 751	59 751
<i>Créances clients</i>	109 519	109 519	52 169	52 169
<i>Autres débiteurs (1)</i>	186 251	186 251	93 869	93 869
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</i>	369 303	369 303	402 875	402 875
PASSIF				
Passifs au coût amorti	1 272 228	1 264 835	882 812	877 226
<i>Emprunts et dettes financières</i>	1 001 439	994 046	610 171	604 585
<i>Dettes fournisseurs</i>	54 774	54 774	108 704	108 704
<i>Autres créditeurs (2)</i>	181 307	181 307	131 790	131 790
<i>Découverts bancaires</i>	34 708	34 708	32 147	32 147
Juste valeur négative des dérivés de couverture	6 444	6 444	525	525
Juste valeur négative des dérivés de transaction	107	107	3	3

(1) Les autres débiteurs comprennent les avances et acomptes versés et les autres créances (voir Note 19.3)

(2) Les autres créditeurs comprennent les avances et acomptes reçus, les dettes sur immobilisations et les autres dettes (voir Note 19.4).

26. Impôts différés

26.1 Ventilation des impôts différés par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés actifs		
Subventions	2 424	1 235
Elimination d'opérations internes	19 247	8 323
Déficits reportables	27 579	30 074
Compensation impôts différés actifs / passifs	(43 257)	(29 900)
Autres	9 529	4 223
Total des Impôts différés actifs	15 522	13 955
Impôts différés passifs		
Retraitement d'amortissement (y compris amortissement dérogatoire)	(61 108)	(30 854)
Ecarts d'évaluation	(26 264)	(15 211)
Compensation impôts différés actifs / passifs	43 257	29 900
Autres	(14 540)	(19 927)
Total des Impôts différés passifs	(58 655)	(36 092)
Impôts différés nets	(43 133)	(22 136)

Au 31/12/2007, le montant des impôts différés actifs non reconnus s'élève à 5,2 millions d'euros dont 2,6 millions d'euros pour l'exercice 2007.

26.2 Échéances des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Actifs d'impôts différés	15 522	13 955
- recouvrables à plus de 12 mois	15 522	13 955
- recouvrables à moins de 12 mois	0	0
Passifs d'impôts différés	58 655	36 092
- recouvrables à plus de 12 mois	58 655	36 092
- recouvrables à moins de 12 mois	0	0

26.3 Variation de l'impôt différé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Impôts différés nets
Situation au 31 décembre 2005	7 054	22 820	(15 766)
Variation des bases	13 512	13 246	266
Variation de périmètre	(340)	1 987	(2 327)
Ecarts de conversion	24	(813)	837
Incidence sur les réserves de l'exercice	(661)	1 580	(2 241)
Autres	-	2 906	(2 906)
Compensation IDA/IDP	(5 634)	(5 634)	-
Situation au 31 décembre 2006	13 955	36 092	(22 137)
Variation des bases	10 819	9 899	920
Variation de périmètre	1 062	19 247	(18 185)
Ecarts de conversion	(40)	(1 449)	1 409
Incidence sur les réserves de l'exercice	3 083	7 162	(4 079)
Autres	-	1 061	(1 061)
Compensation IDA/IDP	(13 357)	(13 357)	-
Situation au 31 décembre 2007	15 522	58 655	(43 133)

26.4 Preuve d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	2007	2006
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	70 822	37 832
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts des sociétés intégrées et pertes de valeur des écarts d'acquisition	70 822	37 832
Taux d'imposition du groupe	34,43%	34,43%
Charge théorique d'impôt	(24 384)	(13 025)
Différences de taux d'imposition	(2 486)	(5 109)
Différences permanentes	(1 473)	225
Impôts sans base (1)	(1 638)	2 111
Autres	(360)	515
Charge réelle d'impôt	(18 427)	(10 767)

(1) Dont actifs d'impôts différés non reconnus

Considérant un résultat avant impôts de 70 822 milliers d'euros à fin décembre 2007, le taux effectif d'imposition est de 26,02 %.

L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,43% pour l'exercice 2007 s'explique principalement par :

- les effets de minoration suivants :
 - des taux d'imposition inférieurs dans plusieurs pays où le Groupe est présent (principalement la Bulgarie, l'Italie et le Portugal) ;
 - la réduction du taux d'impôt sur les sociétés applicable sur le résultat généré par les activités dans les DOM ;
 - l'effet de changement de taux sur l'Italie (passage de 37,25 % à 30,4 %)
 - la non imposition de certains produits (principalement aux USA)
 - l'effet de l'utilisation des crédits d'impôts (principalement aux USA)
 - l'imposition partielle des PVLT des sociétés françaises
 - le résultat de déconsolidation des sociétés mexicaines et la cession du parc éolien de Lou Paou
- les effets de majoration suivants :
 - la non reconnaissance d'impôts différés actifs sur certains résultats déficitaires à fin 2007 (Portugal, Mexique, Grèce) ;
 - la non déductibilité permanente de certaines charges ;
- des effets pouvant jouer dans les deux sens :
 - Il s'agit de la comptabilisation en réserves de conversion des écarts de change relatifs aux investissements nets à l'étranger, notamment aux Etats-Unis avec le prêt effectué par la société à sa fille AIR Inc, destiné à financer l'acquisition d'enXco ;
 - Des impôts sans contrepartie en résultat (élimination des actions propres, corrections d'impôts).

27. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour avantages du personnel	-	140	140	-	140	140
Autres provisions :						
Provisions pour risques liés aux participations	-	5 400	5 400	-	2 907	2 907
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-	-
Provisions pour déconstruction	-	1 238	1 238	-	1 198	1 198
Autres	1 955	82	2 037	381	100	481
Total	1 955	6 860	8 815	381	4 345	4 726

(en milliers d'euros)	Provisions pour avantages du personnel	Provisions pour risques liés aux participations	Provisions pour litiges	Provisions pour déconstruction	Autres	Total
Provisions au 01/01/2006	136	3 693	51	1 043	437	5 360
Variation de périmètre	-	-	(51)	-	(104)	(155)
Provisions utilisées	-	-	-	-	(165)	(165)
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	(842)	-	-	-	(842)
Dotations	4	-	-	136	370	510
Ecart de conversion	-	-	-	(4)	-	(4)
Autres	-	56	-	23	(57)	22
Provisions au 31/12/2006	140	2 907	-	1 198	481	4 726
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Provisions utilisées	-	-	-	-	-	-
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	-	-	-	(389)	(389)
Dotations	-	2 500	-	49	2 074	4 623
Ecart de conversion	-	-	-	(9)	(129)	(137)
Autres	-	(8)	-	-	-	(8)
Provisions au 31/12/2007	140	5 400	-	1 238	2 037	8 815

En 2007, 370 millions d'euros de provisions pour risque fiscal ont été repris. L'augmentation de 4 millions d'euros résulte essentiellement de provisions relatives à des participations et d'une nouvelle provision constatée sur un parc éolien américain en cours de construction pour le compte d'un tiers.

Le solde de 4 726 milliers d'euros à fin décembre 2006 correspond aux éléments suivants :

- 2 907 milliers d'euros pour le risque lié principalement aux participations mexicaines. 1 198 milliers d'euros de provision pour déconstruction qui ont évolué essentiellement du fait de l'ajustement temporel des valeurs actualisées.
- 140 milliers d'euros de provision pour avantages au personnel. Ce montant correspond exclusivement aux engagements de départ en retraite.
- 481 milliers d'euros d'autres provisions.

28. Notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

28.1 Dotations nettes aux amortissements, provisions et pertes de valeur incluses dans le résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations incorporelles	553	392
Immobilisations corporelles	40 837	28 939
Immobilisations financières	(2 376)	471
Total dotations nettes aux amortissements des immobilisations	39 014	29 802
Pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	15	(405)
Total des dotations nettes aux amts. et pertes de valeur sur actifs non courants	39 029	29 397
Engagement envers les salariés	-	4
Autres provisions	4 234	(501)
Total dotations nettes des provisions	4 234	(497)
Total des dotations nettes hors actifs courants	43 263	28 900

28.2 Elimination des résultats de cession et des pertes ou profits de dilution

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs incorporels	5	-
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs corporels	3 960	2 785
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs financiers	(292)	320
(Plus) ou moins value sur cessions de titres de participation	(6 015)	(12 613)
Total	(2 342)	(9 508)

28.3 Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts auprès des établissements de crédit	(1 803)	(1 497)
Autres dettes d'exploitation (1)	13 313	9 175
Créances financières (2)	25	(2 002)
Autres créances et autres dettes	-	579
Total	11 535	6 255

Les autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie :

- (1) relatifs aux autres dettes d'exploitation correspondent aux gains ou pertes de change constatés sur des dettes et des créances en dollar.
- (2) relatifs aux créances financières correspondent aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger.

28.4 Incidence de la variation des besoins en fonds de roulement sur éléments courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Variation du BFR lié à l'activité	Variation du BFR lié aux investissements	TOTAL	Variation du BFR lié à l'activité	Variation du BFR lié aux investissements	TOTAL
Stocks	(41 655)		(41 655)	(80 401)		(80 401)
Clients	(48 884)		(48 884)	29 601		29 601
Actifs d'impôts exigibles	(361)		(361)	(107)		(107)
Autres actifs	(152 189)	75	(152 114)	(72 910)	70	(72 840)
Eléments d'actif	(243 089)	75	(243 014)	(123 817)	70	(123 747)
Fourisseurs	29 658		29 658	(30 275)		(30 275)
Passifs d'impôts exigibles	(16 150)		(16 150)	(4 532)		(4 532)
Autres passifs	(261 139)	(37 011)	(298 150)	(106 292)	(13 226)	(119 518)
Eléments de passif	(247 631)	(37 011)	(284 642)	(141 099)	(13 226)	(154 325)
TOTAL (actif - passif) (2)	4 542	37 086	41 628	17 282	13 296	30 578
Actifs et passifs d'impôts exigibles (Classés dans la rubrique "impôts payés" du TFT)	15 789	-	15 789	4 425	-	4 425
TOTAL hors actifs et passifs d'impôts exigibles	(11 247)	37 086	25 839	12 857	13 296	26 153

La différence entre la variation du BFR présentée dans le tableau des flux de trésorerie pour (11 247) milliers d'euros et la variation du BFR de la Note 19 pour (122 624) milliers d'euros provient principalement de la variation du BFR non courant pour 114 247 milliers d'euros pris en compte dans un cas et pas dans l'autre.

28.5 Acquisitions et cessions d'immobilisations

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Acquisition immobilisations incorporelles	(723)	(2 242)
Acquisition immobilisations corporelles	(510 350)	(327 105)
Nouveau crédit bail	(242)	-
Total acquisition immobilisations corporelles & incorporelles	(511 315)	(329 347)
Dettes sur acquisition immobilisations incorporelles	(3 332)	(1 734)
Dettes sur acquisition immobilisations corporelles	35 806	13 686
Variation dettes sur acquisition immobilisations corporelles & incorporelles	32 474	11 952
Total acquisition immobilisations	(478 841)	(317 395)

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Prix de cession des immobilisations incorporelles	-	39
Prix de cession des immobilisations corporelles	2 603	81
Total prix de cession immobilisations corporelles & incorporelles	2 603	120
Créances sur cessions immobilisations corporelles	75	70
Variation créances sur cession immobilisations corporelles & incorporelles	75	70
Prix de cession actifs financiers non courants	671	1 991
Variation créances sur cessions actifs non courants	671	1 991
Total cessions immobilisations	3 349	2 181

28.6 Incidence des variations de périmètre

(en milliers d'euros)	31/12/2007			31/12/2006		
	Acquisitions	Cessions	Net	Acquisitions	Cessions	Net
Acquisitions						
- Prix d'acquisition (1)	(73 299)		(73 299)	(10 726)		(10 726)
- Trésorerie acquise	23 600		23 600	(5 412)		(5 412)
Effet des entrées de périmètre	(49 699)		(49 699)	(16 138)		(16 138)
Cessions						
- Prix de cession (2)		2 582	2 582		17 710	17 710
- Trésorerie sortie		(1 060)	(1 060)		(1 307)	(1 307)
Effet des sorties de périmètre		1 522	1 522		16 403	16 403
Incidence nette des variations de périmètre			(48 177)			265

(1) Correspond à l'acquisition des titres des sociétés Patterson Pass, RETD, Viotia, Nurri & Andretta, Alco, Verdesis, Noreole, Reetec, PPT et à la première consolidation des sociétés Luc-sur-Orbieu, Castanet, Villesèque, Salle-Curan, Chemin d'Ablis.

(2) Correspond à la cession des sociétés mexicaines EME et San Raphael, du DVAS Lou Paou, de la société Tres Vaqueros et de la cession partielle de 42.24% du DVAS Fenton ainsi qu'à la liquidation de la société suédoise HVS.

29. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre de son activité de développement, le Groupe est amené à signer des accords de rémunération en cas de succès d'opérations de développement (accords de success fees) ou des accords de partenariat, avec des tiers. Ces accords peuvent prendre différentes formes et donc entraîner des traitements comptables différents. Au titre de ces accords, peuvent être dus :

1) **Soit une somme forfaitaire fixe ou une somme forfaitaire proportionnelle** (au nombre de MW développés, au coût de la construction...) lors du franchissement d'une étape clé du développement (par exemple, obtention des différents permis, licences ou financements, démarrage de la construction). Le traitement comptable retenu pour cette nature de rémunération dépend principalement du degré d'avancement des projets concernés à la date de clôture :

- si l'avancement n'est pas jugé suffisant pour garantir la bonne fin du projet, aucun passif n'est reporté ;
- si l'avancement du projet rend probable l'atteinte du fait générateur de l'exigibilité de la rémunération, notamment lorsque des étapes préalables ont déjà été atteintes, un passif éventuel est reporté en annexe ;
- S'il devient certain que la rémunération sera payée, notamment lorsque l'avancement rend très improbable l'abandon du projet (du fait du démarrage de la construction par exemple), le passif est comptabilisé. Selon la nature des prestations réalisées, ce passif est soit reconnu en charges, soit fait l'objet d'une activation au sein du coût de revient du projet.

Au 31 décembre 2007, les passifs éventuels relatifs à ce type de contrats s'élèvent à :

- Mexique : Pour les projets éoliens, des success fees d'un montant de 1 743 milliers d'euros seront à verser aux partenaires du projet ainsi qu'à un intermédiaire, en cas de mise en service d'un parc représentant 105 MW.
- Grèce : 521 milliers d'euros au titre des projets en cours de développement.
- Espagne : 430 milliers d'euros

2) **Soit un pourcentage du revenu** (ou du résultat) futur dégagé par un projet sur une certaine période (redevance).

Les montants restent difficiles à évaluer car ils sont fonction du niveau des résultats futurs : il s'agit donc d'éléments d'exploitation à prendre en compte lors de leur survenance effective. Un passif éventuel est reporté lorsqu'il est probable que cette redevance devra être acquittée dans le futur, son montant est évalué sur la base des projections de résultats préparées par le Groupe et est actualisé au taux de 6%. Au 31 décembre 2007, les passifs éventuels relatifs à ce type de contrats s'élèvent à 3,2 millions d'euros et portent sur un projet français.

3) Soit une prise de participation dans une société de projet.

Certains accords prévoient l'attribution aux tiers de participations ou d'options sur actions dans les sociétés de projet. Dans l'hypothèse où ces instruments rémunèrent des services rendus par le tiers, la société applique la norme IFRS 2 relative au paiement sur base d'actions. Au 31 décembre 2007, aucune des options accordées par le Groupe ne rentre dans ce cadre. En l'absence d'un service rendu, et selon que le nombre d'actions ainsi que le prix d'exercice de ces instruments sont fixes, ces instruments sont soit qualifiés d'instruments de capitaux propres (IAS 32) soit d'instruments dérivés de dettes (IAS 39). De tels instruments ont été accordés au Mexique, en Grèce, en France et en Italie. L'analyse réalisée par le Groupe conclut que la valorisation de ces instruments à leur juste valeur est sans impact sur les états financiers consolidés, soit parce qu'aucune prime n'a été versée par les tiers pour acquérir ces instruments soit parce que l'avancement des projets correspondants était insuffisant pour garantir une valeur intrinsèque à ces instruments.

30. Engagements

Le Groupe a mis en œuvre des procédures spécifiques de recensement des divers engagements auprès de chaque filiale du périmètre. Les éléments suivants ont notamment été recensés : les engagements de location à long terme, les engagements de contrats de service à long terme, les commandes d'immobilisations.

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Avals, cautions et autres garanties données (1)	132 033	109 599
Nantissements, hypothèques et autres sûretés réelles (2)	785 011	443 171
Autres engagements donnés (3)	1 959 442	684 655
Engagements donnés	2 876 486	1 237 425
Avals, cautions et autres garanties reçues	-	-
Autres engagements reçus (3)	2 497 684	1 084 128
Engagements reçus	2 497 684	1 084 128

(1) Cautions de bonne fin et autres garanties données

Le Groupe réalise régulièrement aux USA et en Europe des constructions de fermes éoliennes sous forme de « clé en main ». Dans ce cadre, s'agissant d'opérations importantes, les clients et/ou financiers demandent aux sociétés holdings (donc en général à EDF Energies Nouvelles) des cautions de bonne fin. Ces cautions de bonne fin sur des contrats de type « clé en main » données au client pour le compte de sa filiale sont in fine analysées comme des acceptations de pénalités sur commandes en cours pour lesquelles le Groupe a une obligation contractuelle de réalisation. Au 31 décembre 2007, dans le cadre du financement de parcs éoliens français, des engagements d'actionnaires ont été pris envers les banques à hauteur de 35 millions d'euros. Dans le cadre du projet Kesfeld et Windpark Kirf en Allemagne, des garanties ont été données par le Groupe au client REH à hauteur de 49 millions d'euros (le projet Kesfeld pour 39 millions d'euros et Windpark Kirf pour 10 millions d'euros). Pour des parcs éoliens situés aux USA, 28,7 millions d'euros de garanties ont été accordées au titre des éventuels dommages et intérêts.

La même problématique concerne les garanties de bonne fin données aux clients par une société mère membre du Groupe pour le compte de sa filiale titulaire d'un contrat à long terme de Maintenance et Opérations. Les obligations résultant de ces contrats (qui sont des activités courantes du Groupe) entrent dans l'exploitation courante et normale. La garantie de bonne fin donnée par une entité juridique n'est alors qu'une partie de l'obligation contractuelle commerciale normale d'une activité courante du Groupe.

(2) Concernant les sûretés réelles accordées sur les dettes :

Les nantissements de titres de sociétés du Groupe représentent 54,7 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 126,2 millions d'euros au 31 décembre 2007. Sur ce dernier total, l'essentiel est représenté par le nantissement des titres des filiales situées en Italie, soit 103 millions d'euros.

Les nantissements des autres actifs (installations immobilisées des parcs éoliens, créances détenues) donnés en garantie des dettes financières représentent 388,5 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 658,8 millions d'euros au 31 décembre 2007. A ce niveau, le nantissement d'actifs au Portugal représente 203 millions d'euros, en Grèce 139,5 millions d'euros et en Italie 137,2 millions d'euros.

(3) Au 31 décembre 2007, les autres engagements donnés et reçus incluent les engagements réciproques liés aux commandes d'immobilisations, soit 1 747 millions d'euros et aux contrats de location et de service à long terme, soit 51,3 millions d'euros. Concernant ces derniers engagements, il existe une contrepartie difficile à chiffrer mais significative sous forme de garantie de rendement technique des installations pour des niveaux de vent, des débits d'eau, ou des quantités données de combustible. Les engagements reçus sont également composés à hauteur de 485.3 millions d'euros de lignes de crédit (liées aux activités courantes ou au financement de projet) accordées par les banques et non encore utilisées.

31. Regroupements d'entreprises

Les regroupements significatifs d'entreprise sur l'année 2007 concernent les opérations suivantes :

- Acquisition en Italie de 50% des titres de deux sociétés qui contrôlent des parcs éoliens en exploitation, Nurri et Andretta. Ces sociétés sont consolidées en intégration proportionnelle.
- Acquisition en Grèce de 75% des titres de la société RETD
- Acquisition aux Etats-Unis de 70% d'intérêts dans le parc éolien Patterson Pass. Le Groupe détenait déjà 30% de participation ; suite à l'acquisition complémentaire intervenue dans le courant du mois de mai, cette société est consolidée en intégration globale.
- Acquisition de 100% de Verdesis
- Acquisition de 100% de Noréole

Les goodwill sont calculés sur la base du prix d'acquisition initial ainsi que sur l'estimation des éventuels compléments de prix ou d'engagements de rachat des minoritaires prévus contractuellement (cf. note 12 sur les goodwill). Les estimations sont donc susceptibles d'être révisées, entraînant de ce fait une modification ultérieure de la valeur de ces goodwill.

Les données relatives à ces acquisitions sont présentées ci-dessous.

Analyse du coût d'acquisition

(en milliers d'euros)	Nurri	Andretta	RETD	Patterson Pass	Verdesis	Noreole
• Prix d'acquisition	8 343	26 081	5 950	2 905	6 894	550
• Dette sur acquisitions de titres			5 000			3 995
• Coûts directs rattachés à l'acquisition						
• Juste valeur des actions émises						
Coût d'acquisition total	8 343	26 081	10 950	2 905	6 894	4 545
• Juste valeur des actifs nets acquis	8 343	26 081	779	2 905	1 674	37
• Juste valeur des passifs nets acquis						
Ecart d'acquisition dégagé			10 171	0	5 220	4 508

(en milliers d'euros)	Nurri		Andretta		RETD		Patterson Pass		Verdesis		Noreole	
	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC
Actif												
• Immobilisations	19 425	10 988	71 704	41 502	27	27	4 532	63	2 605	2 605	218	218
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 479	2 479	11 267	11 267	1 520	1 520	596	596	37	37	2	2
• Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	279	279	0	0
• Autres actifs (1)	15 508	15 508	12 897	12 897	247	247	236	236	4 422	4 422	52	52
TOTAL ACTIF	37 412	28 975	95 867	65 666	1 794	1 794	5 364	895	7 343	7 343	271	271
Passif												
• Dettes financières	20 631	20 631	40 180	40 180	2	2	0	0	2 026	2 026	0	0
• Juste valeur des instruments de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• Dettes d'exploitation	2 307	2 307	6 041	6 041	494	494	75	75	3 592	3 592	0	0
• Autres passifs (2)	6 131	3 566	23 565	14 384	259	259	1 788	0	51	51	235	235
ACTIF NET	8 343	2 471	26 081	5 061	1 039	1 039	3 501	819	1 674	1 674	37	37
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	260	260	0	0	0	0	0	0
Actifs nets acquis	8 343	2 471	26 081	5 061	779	1 039	3 501	819	1 674	1 674	37	37

(1) dont des comptes de trésorerie bloquée, présentés en "autres actifs": 5 075 milliers d'euros chez Nurri et 1 854 milliers chez Andretta.

(2) dont subventions présentées en "autres passifs": 1 892 milliers d'euros chez Nurri et 10 557 milliers d'euros chez Andretta.

32. Transactions avec les parties liées

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Société	Chiffre d'affaires		Charges opérationnelles		Produits financiers		Charges financières	
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006
Actionnaires	54 513	44 933	2 253	(2 390)	-	-	-	(4 726)
Filiales non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Co-entreprises	2 151	-	-	-	1 386	-	(1)	-
Entreprises associées	-	-	(31)	-	449	37	(329)	(290)
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	56 664	44 933	2 222	(2 390)	1 835	37	(330)	(5 016)

Bilan - ACTIF (en milliers d'euros)

Société	Prêts et créances		Créances clients		Charges constatées	
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006
Actionnaires	-	-	5 163	10 395	580	1 039
Filiales non consolidées	-	-	-	-	-	-
Co-entreprises	31 015	10 569	399	1 133	-	-
Entreprises associées	11 541	7 012	129	-	-	-
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-
Total	42 556	17 581	5 691	11 528	580	1 039

Bilan - PASSIF (en milliers d'euros)

Société	Dettes financières		Dettes fournisseurs		Comptes courants passifs	
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006
Actionnaires	85	85	1 706	1 964	-	-
Filiales non consolidées	-	-	-	-	-	-
Co-entreprises	-	-	-	-	28	-
Entreprises associées	5 216	6 625	864	599	573	2 212
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-
Total	5 301	6 710	2 570	2 563	601	2 212

Les transactions entre parties liées ne sont pas compensées entre elles.

33. Evénements postérieurs à la date de clôture

Le Groupe a pris une participation de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties (aux côtés d'EDF) tel que prévu dans le « projet industriel » signé dans le cadre des accords d'actionnaires de juillet 2006. Cette société est un ensemble industriel et commercial qui a vocation à concevoir et commercialiser des offres complètes intégrant tous types d'énergies renouvelables (solaires thermique et photovoltaïque, chauffage thermodynamique et à base de bois-énergie, etc.) et de maîtrise de l'énergie destinées aux particuliers et aux professionnels. EDF Energies Nouvelles Réparties portera l'ensemble des investissements industriels amont du Groupe, en particulier dans la production d'équipements photovoltaïques. Cette société sera consolidée par intégration globale dans les comptes d'EDF Energies Nouvelles.

Un accord de partenariat avec la société britannique Renewable Energy Holding (REH) a été signé visant le développement et le déploiement d'un procédé innovant d'énergie des vagues dans des projets de production d'électricité. L'accord donne à EDF Energies Nouvelles un droit exclusif d'utilisation de cette technologie dans l'hémisphère nord et à La Réunion.

34. Périmètre

IG = Intégration Globale IP = Intégration Proportionnelle

ME = Mise en équivalence

31 DECEMBRE 2007					31 DECEMBRE 2006			
Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
EDF Energies Nouvelles SA								
EDF Energies Nouvelles France	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.689.915
Parc Eolien d'Antifer	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.518.999
Parc Eolien de Luc sur Orbieux	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	434.518.577
Parc Eolien d'Oupia	France	100,00%	100,00%	IG	96,00%	96,00%	IG	434.518.437
Parc Eolien de Castanet	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	437.923.402
Parc Eolien de la Cote de Jade	France	90,00%	90,00%	IG	90,00%	90,00%	IG	438.147.456
Parc Eolien des Polders du Dain	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	438.147.324
Parc Eolien de Villeseque	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	434.519.088
Parc Eolien de La Conque	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	441.054.186
Scite Peristyle	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	387.498.926
Electrique de l'Atlantique	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	403.460.355
Hydroélectrique du Canal Saint Louis	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	401.470.380
SIIF Ghana	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	424.132.587
TREE	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.959.412
TAC Martinique (ex EnXco SAS)	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.420.738
Jacques Giordano Industries	France	25,00%	25,00%	ME	25,00%	25,00%	ME	351.193.347
Energie Solaire de France	France	51,00%	51,00%	IG	51,00%	51,00%	IG	431.692.813
SIIF Energies Outre Mer	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	389.475.294
SDES Services	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	433.719.242
Eolienne Sainte Rose	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	445.088.990
SIIF Guadeloupe Services	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	438.147.910
Réunion 1	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	422.092.841
Petit Canal 1	France	50,00%	50,00%	IP	50,00%	50,00%	IP	453.931.693
Petit Canal 2	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	435.266.473
Petit Canal 3	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	443.664.065
Petit François	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	435.266.929
Lou Paou	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	491.249.819
Noréole	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	445.203.128
EDF EN Developpement	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	493.536.676
Parc Eolien de Salles Curan	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	449.597.046
Parc Eolien Chemin d'Ablis	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	479.892.812
Plein Vent Lou Paou	France	(2) -	-	-	100,00%	100,00%	IG	491.473.682
Photon Power technologies	France	(1) 20,00%	20,00%	ME	-	-	-	498.173.905
EEN Hellas	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	-
Creta Hydrowind SA	Grèce	90,15%	90,15%	IG	90,15%	90,15%	IG	-
Aioliki Didimon	Grèce	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG	-
Aioliki Energy Peloponnisou	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	-
Aioliki Karystou	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	-
Aioliki Energy Lakonias	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	-
Aioliki Lira	Grèce	100,00%	100,00%	IG	99,00%	99,00%	IG	-
Mpelexeri (ex Aioliki Malea)	Grèce	100,00%	100,00%	IG	99,00%	99,00%	IG	-
Aioliki Peleta	Grèce	100,00%	100,00%	IG	99,00%	99,00%	IG	-
Aioliki Lafkoy	Grèce	100,00%	100,00%	IG	95,00%	95,00%	IG	-
Aioliki Erateinis	Grèce	100,00%	100,00%	IG	95,00%	95,00%	IG	-
Ktistor Aioliki	Grèce	95,00%	95,00%	IG	90,00%	90,00%	IG	-
Aioliki Hellas	Grèce	90,00%	90,00%	IG	90,00%	90,00%	IG	-
Viota Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Trizina Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Taranara Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Argolidas Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Argos Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Niata Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Risiori Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Lekka Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Leontio Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Livadia Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Drambala Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Lakonias	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Argolidas	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Kristis	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Aigaiou	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Hanion	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Goritsa Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Maliaza Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Pournari Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Folea Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Antillion Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Lithos Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Pigadia Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aries Aiolos	Grèce	99,95%	99,95%	IG	99,95%	99,95%	IG	-
Aktina Fotos	Grèce	(1) 99,95%	99,95%	IG	-	-	-	-
Aktina Energias	Grèce	(1) 99,95%	99,95%	IG	-	-	-	-
Aktina Peloponnisou	Grèce	(1) 99,95%	99,95%	IG	-	-	-	-
Aktina Iliou	Grèce	(1) 99,95%	99,95%	IG	-	-	-	-
EDF EN Greece	Grèce	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	-
RETD	Grèce	(1) 75,00%	75,00%	IG	-	-	-	-
PPC Renewables - EDF EN Greece	Grèce	(1) 51,00%	51,00%	IP	-	-	-	-
EEN Veotia	Grèce	(1) 52,20%	52,20%	IP	-	-	-	-

31 DECEMBRE 2007

31 DECEMBRE 2006

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
EDF EN Portugal (ex SIIF Energias P. Portugal Ecogen)	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Eolica do Centro	Portugal	29,00%	29,00%	ME	29,00%	29,00%	ME	
Eolica de Montemuro	Portugal	31,65%	31,65%	ME	31,65%	31,65%	ME	
Eolica da Arada	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
E E V M	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Eolicos de Cerveirenses	Portugal	49,99%	50,00%	IP	49,99%	50,00%	IP	
Eolicos da Espiga	Portugal	42,50%	42,50%	IP	42,50%	42,50%	IP	
Ventominho	Portugal	42,50%	42,50%	IP	42,50%	42,50%	IP	
Eolica da Cabreira	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
HV S AB	Suède	(2) -	-	-	100,00%	100,00%	IG	
SIIF Energias Iberica	Espagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Bio Energia Santa Maria	Espagne	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG	
Fotovoltaico Solar y Energias Renova	Espagne	45,83%	45,83%	IP	42,50%	42,50%	IP	
EDF EN Italia(ex Siif Servizi)	Italie	95,00%	95,00%	IG	95,00%	95,00%	IG	
Fri El Puglia	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Sant'Agata	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Sardegna	Italie	(1) 47,50%	50,00%	IP	-	-	-	
Fri-El Nurri	Italie	(1) 47,50%	50,00%	IP	-	-	-	
Fri-El Andretta	Italie	(1) 47,50%	50,00%	IP	-	-	-	
Fri-El Campania	Italie	(1) 47,50%	50,00%	IP	-	-	-	
Fri-El Murge	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Ichnusa	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Campidano	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Solareolica	Italie	(1) 95,00%	95,00%	IG	-	-	-	
Murgeolica	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Terni Solar Energy	Italie	(1) 47,50%	50,00%	IP	-	-	-	
Inversiones Eolicas	Mexique	99,38%	99,38%	IG	99,38%	99,38%	IG	
Electrica del Valle de Mexico	Mexique	99,18%	99,80%	IG	99,18%	99,80%	IG	
Empresa Mexicana de Energia	Mexique	(2) -	-	-	99,50%	99,50%	IG	
Generadora Electrica San Rafael	Mexique	(2) -	-	-	99,39%	98,89%	IG	
Energia del Istmo	Mexique	99,04%	99,04%	IG	99,04%	99,04%	IG	
EnXco A/S	Danemark	(4) 100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Westbury Windfarms LTD	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Fenland Windfarms LTD	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Cumbria Wind Farms	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
First Windfarm Holdings	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Wind Prospect Developments	Angleterre	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG	
Red Tile	Angleterre	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
Walkway	Angleterre	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
EnXco GmbH	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
EnXco Vermögensverwaltung	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Verwaltungs	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Beteiligungs	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Kröpelin	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Bürgerwindpark Kröpelin	Allemagne	70,59%	70,59%	IG	70,59%	70,59%	IG	
Reetec	Allemagne	(1) 28,00%	28,00%	ME	-	-	-	
A.I.R. of America, EnXco Inc (Groupe)	USA	(3) 100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Groupe Alco	Belgique	(1) 25,00%	25,00%	ME	-	-	-	
C-Power	Belgique	20,83%	20,83%	ME	20,83%	20,83%	ME	
Verdesis	Belgique	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	

31 DECEMBRE 2007

31 DECEMBRE 2006

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
SIIFLEC - France	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Hydroélectrique de Couzon	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	331.100.438
Electrique de Seclin	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	398.318.303
Electrique de la Chabossière	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	403.113.368
Electrique de Mulhouse	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	414.054.213
Energies Antilles	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	414.277.152
Hydroélectrique de Soccia	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	412.629.883
Hydroélectrique du Scopamène	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	418.265.880
Energies ASCO	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	345.172.225
Via Nova	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	334.120.318
Energies Saint Martin	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	437.682.677
Tenesa	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.956.160
Coger	France	35,00%	35,00%	ME	35,00%	35,00%	ME	420.287.245
SIIF Energias Bulgarie	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	403.453.939
Pirinska Bistrita Energuia SA	Bulgarie	50,00%	50,00%	IG	50,00%	50,00%	IG	
Mecamidi Ogosta	Bulgarie	50,00%	50,00%	IG	51,00%	51,00%	IG	
Centrale Hydroélectrique de Bulgarie	Bulgarie	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Recursos Energeticos	Espagne	85,00%	85,00%	IG	85,00%	85,00%	IG	

(1) Entrées de périmètre en 2007

(2) Sorties de périmètre, déconsolidations et sociétés absorbées en 2006

(3) A.I.R. Of America est un palier de consolidation regroupant un ensemble de sociétés aux USA détaillées ci-dessous

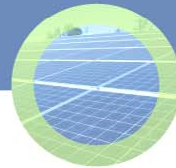
(4) ENXCO A/S est un palier de consolidation incluant la société Batliboi (Inde)

Batliboi	Inde	50,00%	50,00%	ME	50,00%	50,00%	ME	
----------	------	--------	--------	----	--------	--------	----	--

31 DECEMBRE 2007

31 DECEMBRE 2006

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode
enXco Development Corp.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Service Corporation	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco East Coast Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
North East Renewable Energy, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Alta Mesa Power Corporation	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Alta Mesa Phase III PartnershPC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm I, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm II, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm III, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm IV, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm V, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
enXco Windfarm VI, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
DifWind Farms II, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
DifWind Farms III, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
DifWind Farms IV, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
DifWind Farms I, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms II, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms III, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms IV, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms V, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms VI, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms VII, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms VIII, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
DifWind Farms IX, Ltd.	USA	99,00%	99,00%	IG	99,00%	99,00%	IG
Logan County Land Partners, LLC	USA	(2)	-	-	100,00%	100,00%	IG
Champepadan Wind Power Partners,	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Moulton Wind Power Partners, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Chandler Finance 2, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Chandler Finance 3, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Chandler Wind Farm II	USA	(1)	100,00%	100,00%	IG	-	-
Chandler Wind Farm III	USA	(1)	100,00%	100,00%	IG	-	-
Chanarambie Land Holdings LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Lower Imrie Wind Project, LLC	USA	(1)	50,00%	50,00%	IP	-	-
Linden Wind Project, LLC	USA	(1)	50,00%	50,00%	IP	-	-
Miller Wind Project, LLC	USA	(1)	50,00%	50,00%	IP	-	-
Alaska Wind Energy, LLC	USA	(1)	50,00%	50,00%	IP	-	-
Mojave Land, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
Oasis Power Partners, LLC	USA	23,55%	23,55%	IP	23,55%	23,55%	IP
Hawi Renewable DevelopEMnt, LLC	USA	60,00%	60,00%	IG	60,00%	60,00%	IG
Dos Vaqueros Wind Farm, LLC	USA	50,00%	50,00%	IP	50,00%	50,00%	IP
Northern Wind Energy, LLC	USA	50,80%	50,80%	IP	50,80%	50,80%	IP
Buffalo Ridge Wind Farm, LLC	USA	50,80%	50,80%	IP	50,80%	50,80%	IP
Chanarambie Power Partners, LLC	USA	50,80%	50,80%	IP	50,80%	50,80%	IP
Moulton Heights Wind Power Projects	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Munice Power Partners, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
North Ridge Wind Farm, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Vandy South Project, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Viking Wind Farm, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Viking Wind Holdings, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Viking Wind Partners, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Vindy Power Partners, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Wilson-West Wind Farm, LLC	USA	50,84%	50,80%	IP	50,84%	50,80%	IP
Fenton Power Partners, LLC	USA	57,76%	57,76%	IP	100,00%	100,00%	IG
Rattlesnake Wind Project, LLC	USA	(1)	50,00%	50,00%	IP	-	-
FC Sun Harvest, LLC	USA	(1)	100,00%	100,00%	IG	-	-
Northwest Wind Partners, LLC	USA	50,00%	50,00%	IG	50,00%	50,00%	IG
Patterson Pass Wind Farm, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	30,00%	30,00%	ME
Buena vista, LLC	USA	(2)	-	-	25,00%	25,00%	ME
Tres Vaqueros Wind Farm, LLC	USA	(2)	-	-	30,00%	30,00%	ME



COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2007

1.	Bilan	113
2.	Compte de résultat	114
3.	Faits caractéristiques de l'exercice	115
4.	Règles et méthodes comptables	116
5.	Notes sur le Bilan et le Compte de Résultat	119
6.	Tableau des filiales et des participations	130

1. Bilan

ACTIF (en euros)	31/12/2007		31/12/2006	
	Brut	amort et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets droits similaires	1 715 755	894 883	820 873	922 877
Immobilisations corporelles				
Terrains	205 425		205 425	205 425
Constructions				
Inst. techniques matériel				
Autres immobilisations corporelles	1 257 095	813 517	443 578	208 195
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Titres de participations	136 142 936	7 559 183	128 583 752	97 676 600
Créances rattachées à des participations	148 486 088		148 486 088	81 687 702
Autres titres immobilisés	4 840 716	158 733	4 681 983	67 078
Prêts	176 898	118 102	58 796	161 012
Autres immobilisations financières	2 564 097		2 564 097	137 734
Total actif immobilisé	295 389 009	9 544 417	285 844 592	181 066 623
ACTIF CIRCULANT				
Stock				
En cours de production de services	6 540 754	700 920	5 839 834	5 203 480
Avances et acomptes versés sur commandes				
	16 524 179		16 524 179	34 171 990
Créances				
Clients et comptes rattachés	16 513 588	84 508	16 429 080	17 365 865
Autres créances	591 656 686	11 052 130	580 604 555	285 139 525
Trésorerie				
V.M.P	203 365 657	1 197 593	202 168 064	274 005 483
Disponibilités	10 623 063		10 623 063	3 611 628
Charges constatées d'avance				
	833 407		833 407	781 661
Total actif circulant	846 057 334	13 035 151	833 022 182	620 279 632
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion actif	31 016 989		31 016 989	15 095 696
TOTAL GENERAL	1 172 463 333	22 579 568	1 149 883 764	816 441 951
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	99 287 574			99 287 574
Primes d'émission de fusion d'apport	544 976 072			545 030 121
Réserve Légale	3 781 245			3 781 244
Autres réserves	524 477			3 080 071
Report à nouveau	1 832			4 592 664
Résultat de l'exercice	57 651 549			-322 237
Subvention investissements				
Provisions réglementées	44 902			
Total capitaux propres	706 267 651			655 449 437
Provisions pour litiges				
Provisions pour risques	32 498 939			16 533 696
Total provisions pour risques et charges	32 498 939			16 533 696
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des etbs de crédit	373 579 869			117 840 826
Emprunts et dettes diverses	11 047 327			380 319
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 044 788			12 282 928
Dettes fiscales et sociales	4 135 086			4 508 703
Dettes sur immobilisations	5 463 930			747 268
Autres dettes	6 438 560			4 655 303
Total dettes	404 709 558			140 415 347
Produits constatés d'avance	2 951 385			2 188 511
Ecart de conversion passif	3 456 228			1 854 960
TOTAL GENERAL	1 149 883 764			816 441 951

2. Compte de résultat

(en euros)	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires	14 086 520	14 160 095
Production stockée	-948 140	316 402
Subvention d'exploitation		
Reprise sur amort provisions et transfert de charges	2 369 922	518 122
Autres produits	6	474
Total des produits d'exploitation	15 508 307	14 995 093
Autres achats et charges externes	12 636 928	11 738 959
Impôts taxes et versements assimilés	1 291 558	2 059 947
Salaires et traitements	4 725 543	5 001 966
Charges sociales	2 280 303	2 683 484
Dotations aux amortissements	439 614	453 868
Dotations aux provisions s/actif circulant	785 428	80 099
Dotations aux provisions pour risques & charges	0	0
Autres charges	86 626	2 722
Total des charges d'exploitation	22 246 001	22 021 045
Résultat d'exploitation	-6 737 694	-7 025 952
Bénéfices attribués ou pertes transférés	0	4 398
Pertes supportées ou bénéfices transférés	403 085	4 733
Produits financiers de participation	45 365 897	1 122 294
Autres intérêts et produits assimilés	35 218 391	16 198 275
Reprises sur provisions	28 276 169	5 467 461
Différences positives de change	17 948 598	5 110 367
Produits nets sur cession de V.M.P	10 211 866	105 613
Total des produits financiers	137 020 921	28 004 010
Dotations financières aux amorts.& provisions	52 624 661	15 524 575
Intérêts et charges assimilées	16 040 892	11 542 379
Différences négatives de change	4 995 336	109 877
Charges nettes sur cessions de V.M.P	258 058	0
Total des charges financières	73 918 947	27 176 831
Résultat financier	63 101 974	827 179
Résultat courant avant impôt	55 961 195	-6 199 108
Produits exceptionnels s/opérations gestion	0	0
Produits exceptionnels s/opérations en capital	19 123 476	9 200 481
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	335 000
Total des produits exceptionnels	19 123 476	9 535 481
Charges exceptionnels s/opérations gestion	1 334	75
Charges exceptionnels s/opérations en capital	17 312 637	3 969 088
Dotations aux provisions et transferts de charges	44 902	
Total des charges exceptionnelles	17 358 873	3 969 163
Résultat exceptionnel	1 764 603	5 566 318
Impôt sur les bénéfices	-74 250	310 553
Total des produits	171 652 705	52 538 982
Total des charges	114 001 157	52 861 219
BENEFICE OU PERTE	57 651 549	-322 237

3. Faits caractéristiques de l'exercice

3.1 Activité

- Signature d'un contrat de liquidité avec la société Natexis Bleichroeder SA le 6 février 2007. Le contrat de liquidité a pour objet de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations, ainsi que d'éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.
- Mise en place d'une convention d'assistance générale, administrative, juridique et financière entre EDF Energies Nouvelles et ses filiales. Cette convention prévoit qu'une partie des coûts reste affectée à l'activité propre du siège, l'autre partie est attribuée aux filiales bénéficiaires de la prestation selon des clés de répartition fixées par EDF Energies Nouvelles.
- Suite à une cession d'actif réalisée par une de ses filiales françaises, un acompte sur dividende de 45M€ a été versé à EDF Energies Nouvelles le 25 septembre 2007.
- Mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites. Le Conseil d'Administration du 5 novembre 2007 a décidé l'attribution gratuite de 24 550 actions de la société EDF Energies Nouvelles à certains salariés. Au 31 décembre 2007, EDF Energies Nouvelles détenait 22 910 actions sur les 24 550 pour un montant de 1 197K€. Ces actions ont été totalement dépréciées. D'autre part, une provision pour risque a été constituée à hauteur de 83K€ pour couvrir le coût des actions du plan d'attribution d'actions gratuites non encore achetées à la clôture.

3.2 Titres de participations

Les principaux mouvements sont les suivants :

Souscriptions et augmentations

- A l'issue d'une augmentation de capital réservée de 22,9 millions d'euros réalisée en octobre 2007, EDF Energies Nouvelles détient 25 % d'une société nouvellement créée, Alcogroup, et rassemblant les activités de production et de distribution d'éthanol de la société belge Alcofinance.
- La prise de participation dans la société allemande REETEC à hauteur de 28 % qui intervient en tant que prestataire de services dans le domaine de l'éolien (érection de turbines, connexion au réseau électrique, installation de câbles, maintenance...).
- La prise de participation à hauteur de 68,87 % dans la société Verdesis. Le métier de base de Verdesis est la commercialisation d'installation et la maintenance d'appareils de filtration et de micro-turbines permettant d'optimiser l'exploitation du biogaz issu de centre d'enfouissement technique (CET) ou de station d'épuration.
- La prise d'une participation complémentaire de 3,3 % dans la société espagnole de développement de fermes solaires, Fotosolar. La participation d'EDF Energies Nouvelles est désormais de 45,8 % du capital.
- Participation à l'augmentation du capital de la société EDF EN Italia.
- Participation à l'augmentation du capital de C-Power.

Cessions et sorties de titres

- Cession à la valeur nominale de 25 % de la société EEN Hellas (Grèce). La participation d'EDF Energies Nouvelles est désormais de 75 % du capital.

3.3 Activités de recherche et développement

Il n'a pas été comptabilisé de frais de recherche et développement pour l'exercice 2007.

3.4 Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a pris une participation de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties (aux côtés d'EDF) tel que prévu dans le « projet industriel » signé dans le cadre des accords d'actionnaires de juillet 2006. Cette société est un ensemble industriel et commercial qui a vocation à concevoir et commercialiser des offres complètes intégrant tous types d'énergies renouvelables (solaires thermique et photovoltaïque, chauffage thermodynamique et à base de bois-énergie, etc.) et de maîtrise de l'énergie destinées aux particuliers et aux professionnels. EDF Energies Nouvelles Réparties portera l'ensemble des investissements industriels amont du Groupe, en particulier dans la production d'équipements photovoltaïques. Cette société sera consolidée par intégration globale dans les comptes d'EDF Energies Nouvelles.

Un accord de partenariat avec la société britannique Renewable Energy Holding (REH) a été signé visant le développement et le déploiement d'un procédé innovant d'énergie des vagues dans des projets de production d'électricité. L'accord donne à EDF Energies Nouvelles un droit exclusif d'utilisation de cette technologie dans l'hémisphère nord et à La Réunion.

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au PCG.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base ci-après :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous :

4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de logiciels et de brevets.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

Brevet..... 5 ans

Logiciels 1, 3 et 5 ans

4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

Matériel informatique..... 3 et 5 ans

Matériel de bureau et mobilier... 3 et 5 ans

4.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat augmenté des frais d'acquisition sur titres. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire et sont amortis sur 5 ans.

La valeur d'inventaire des titres de participation repose sur une approche multicritères prenant en compte l'actif net comptable des sociétés ainsi que leurs perspectives de développement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une provision pour risque est éventuellement constituée lorsque la quote-part de situation nette de la filiale excède les avances ou créances accordées par EDF Energies Nouvelles.

Les actions propres sont valorisées au cours du jour. En fin d'exercice, une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

4.4 Stocks

Les encours de production de services correspondent aux dépenses engagées par la société dans le cadre de son développement à l'étranger.

Les coûts de développement, qui ne comprennent pas les coûts de prospection et les frais commerciaux, sont pris en compte lorsque l'avancement des projets répond à des critères définis pays par pays qui rendent le succès de ces projets probable.

Les provisions sont constituées selon une approche multicritère prenant en compte la non réalisation probable du projet.

4.5 Créances d'exploitation, trésorerie et provisions afférentes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision est constituée, si besoin, pour faire face au risque de non recouvrement.

Les valeurs mobilières sont inscrites à l'actif pour leur coût d'acquisition. Les moins values latentes sont intégralement provisionnées sans compensation avec les gains éventuels.

Valorisation des actions propres : cf. point 4.3.

4.6 Ecarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devise

Les créances et dettes en devises sont comptabilisées aux cours du jour de l'opération. A la clôture, elles sont converties au cours de clôture.

Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour risque. Elle est enregistrée en résultat financier.

4.7 Intégration fiscale

EDF Energies Nouvelles est tête du groupe d'intégration fiscale. La convention d'intégration fiscale prévoit que les sociétés du groupe comptabilisent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément. Par ailleurs, la convention d'intégration fiscale, amendée en 2005, prévoit que la tête de groupe conserve en compte d'attente les profits provenant des économies d'impôt réalisées dans le cadre de l'intégration fiscale et les réalloue aux filiales intégrées déficitaires lorsqu'elles redeviennent bénéficiaires.

Situation fiscale au 31/12/2007 du groupe d'intégration

Déficits ordinaires reportables en avant	27 464 K€
--	-----------

Liste des sociétés membres du groupe au 31/12/2007

- SIIFELEC SAS
- SAS REUNION 1
- SCITE PERISTYLE SA
- SIIF ENERGIES OUTRE MER
- SAS SIIF ENERGIES BULGARIE
- SARL ELECTRIQUE DE L'ATLANTIQUE
- EDF EN FRANCE SA
- SIIF GHANA SA
- SA TREE
- SARL ENERGIES RENOUVELABLES ENVIRONNEMENT (ERE)
- SAS PARC EOLIEN CABREIRENS
- SAS PARC EOLIEN DE PUECH NEGRE
- SAS PARC EOLIEN DU CALSIGLAS
- SAS PARC EOLIEN DU CHEMIN D'ABLIS
- SAS PARC EOLIEN DE SALLES CURAN
- SA TENESA
- TAC MARTINIQUE SAS (ex ENXCO SAS)
- SA ENERGIES ASCO
- SA VIA NOVA
- SAS DU PARC EOLIEN DES BARTHES
- SAS DU PARC EOLIEN DE LA FOSSE CRIERE
- SAS DU PARC EOLIEN LES VAUX DE ROCQUES
- SAS BIOMASSE DE MARCILLAC
- SA SOCIETE POUR L'OPTIMISATION DE L'USAGE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

- SARL HYDROELECTRIQUE DU SCOPAMENE
- SARL HYDROELECTRIQUE DE SOCCIA
- SAS PARC EOLIEN FIERVILLE
- SAS EDF EN DEVELOPPEMENT
- SAS PARC EOLIEN LUC SUR ORBIEU
- SAS PARC EOLIEN CASTANET LE HAUT
- SAS PARC EOLIEN VILLESEQUE
- SAS LOU PAOU

4.8 Utilisation d'estimations

L'établissement des comptes sociaux conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la direction de la société, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif et sur les charges et produits de compte de résultat, tels que les dépréciations de titres et créances rattachées ainsi que les engagements mentionnés en annexe.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

4.9 Indemnité départ en retraite

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective. La politique de la société est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice de paiement effectif de la dette.

Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel qui suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires, taux actualisation).

Cet engagement de retraite a été estimé pour l'exercice à 100K€.

4.10 Droit Individuel à la Formation

Le nombre d'heure de formation acquis par les salariés au 31/12/07 et n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 1 979.

5. Notes sur le Bilan et le Compte de Résultat

5.1 Bilan actif

Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2007
Concessions, brevets, droits similaires, autres	1 528	188	0		1 716
Valeurs brutes	1 528	188	0		1 716
Concessions, brevets, droits similaires, autres	605	289	0		894
Amortissements et provisions	605	289	0		894
Valeurs nettes	923	101	0		822

Les immobilisations incorporelles se composent :

- Du logiciel SUN, immobilisé pour 247 K€ en 07/2002 et amorti sur 3 ans (totalement amorti depuis fin 2005)
- De logiciels divers, notamment bureautique, pour l'essentiel amortis sur 1 an,
- D'un brevet « Echanges Calorifiques », immobilisé pour 152 K€ en 2000 et amorti sur 5 ans (totalement amorti depuis fin 2005),
- Du logiciel de consolidation Magnitude pour 1 007 K€ immobilisés en 2006 et amorti sur 5 ans
- Les acquisitions de l'année s'élèvent à 188K€ dont 100K€ liés au logiciel de trésorerie XRT.

La dotation aux amortissements de la période s'élève à 289 K€.

Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2007
Terrains	205				205
Constructions					
Install Techniques matériel, outillages					
Autres immobilisations	928	388	59		1 257
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles brutes	1 133	388	59		1 462
Constructions					
Install techniques, Matériel, outillages					
Autres immobilisations	720	149	56		813
Immobilisations en cours					
Amortissements & provisions	720	149	56		813
Valeurs nettes	413	239	3		649

La valeur nette comptable de ces immobilisations comprend deux terrains pour 205 K€, des agencements et installations pour 159 K€ et du matériel et mobilier de bureau pour 285 K€. Les acquisitions de l'exercice concernent du matériel informatique pour 243K€ et des agencements pour 144K€.

Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2007
Titres de participation	99 323	53 122	16 302		136 143
Créances rattachées à des participations	82 077	74 271	7 862		148 486
Autres titres immobilisés	67	4 789	15		4 841
Prêts	394	100	316		177
Autres immobilisations financières	138	60 498	58 072		2 564
Immobilisations financières (BRUT)	181 999	192 780	82 567		292 211
Provisions sur titres de participation	1 646	7 559	1 646		7 559
Provisions sur autres titres immobilisés	0	159	0		159
Provisions sur prêts	622	118	622		118
Autres immobilisations financières (provisions)					
Total provisions	2 268	7 835	2 268		7 835
Immobilisations financières (NET)	179 731	184 944	80 299		284 376

Les principales acquisitions ou augmentations de titres sont (en euros)

- ALCOGROUP..... 24 015 174 €Belgique (*)
- VERDESIS 2 375 000 € Belgique
- C POWER 1 204 696 € Belgique
- EDF EN ITALIA 13 290 500 € Italie
- EEN VIOTIA 1 147 600 € Grèce
- RETD..... 10 382 250 € Grèce
- REETEC 508 750 € Allemagne

(*) Incluant des frais d'acquisition pour un montant de 1 078K€

Les principales cessions de titres sont (en euros)

- RETD..... 10 881 450 € Grèce
- EEN VIOTIA 1 187 500 € Grèce
- EEN HELLAS 3 938 970 € Grèce
- SAS Plein Vent Lou Paou..... 212 500 € France

Dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme financier et de la création d'un palier Grec, les titres RETD et EEN Viotia détenus par EDF Energies Nouvelles ont été cédés à des filiales grecques.

Les provisions sur titres concernent principalement les sociétés suivantes (en euros)

- SIIF Energie Outre Mer..... 3 741 597 € France
- Energies solaires de France 358 395 € France
- enXco AS 2 222 850 € France
- INVERSIONES EOLICAS 778 315 € Mexique
- ENERGIA DEL ISMO 258 053 € Mexique

Les autres titres immobilisés

- Actions propres détenues sur le contrat de liquidité : 98 000 actions pour une valeur de 4 788 881 euros.

Les créances rattachées comprennent essentiellement des prêts auprès de filiales du Groupe (en milliers d'euros)

- Air of America 16 058 K€
- EDF EN Italia..... 67 720 K€
- C.POWER 2 650 K€
- EDF EN Portugal 507 K€
- EEN HELLAS 52 347 K€
- SIIF IBERICA..... 7 689 K€
- REETEC 1 516 K€

Stocks et encours

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
En cours de production de services	6 541	7 489
Provisions constituées	701	2 285
TOTAL NET	5 840	5 204

Il s'agit des dépenses engagées par les équipes de développement en France au titre des projets éoliens. Les provisions comptabilisées concernent principalement un projet en Espagne.

Ventilation des créances et comptes rattachés par échéances

(en milliers d'euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Avances et acomptes	16 524	222	16 302
Clients et comptes rattachés (1)	16 514	16 429	85
Personnel et comptes rattachés	13	13	
Taxe sur la valeur ajoutée	3 282	3 282	
Groupes et Associés	580 709	580 709	
Débiteurs divers	7 653	6 879	774
Total des créances et comptes rattachés (Brut)	608 171	607 312	859
Provisions sur créances et comptes rattachés (2)	11 137	11 052	85
Total des créances et comptes rattachés (Net)	597 034	596 260	774

(1) Le total des clients est de 16 514 K€, dont 15 992 K€ correspondent à des créances sur des sociétés du Groupe. Le montant des produits à recevoir s'élève à 3 710K€.

(2) Les provisions pour dépréciation des créances pour un montant de 11 137 K€, concernent essentiellement les comptes courants des sociétés suivantes :

- Canal saint Louis 2 244 K€
- SIIF Energie Outre Mer 2 107 K€
- enXco SAS 295 K€
- SIIF Andina..... 233 K€
- Inversiones Eolicas 5 097 K€
- Energia del Ismo 1 010 K€

Trésorerie et équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières de placement	203 366	274 005
Provisions constituées	-1 197	0
Disponibilités	10 623	3 612

Valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)

Dénomination	Valeur brute
Contrat à terme	5 018
SICAV	197 151
Actions propres	1 197
TOTAL	203 366

Les actions propres sont liées à la mise en place du plan d'attribution d'actions gratuites (cf. note sur les faits caractéristiques de l'exercice). Elles sont totalement dépréciées.

Ecarts de conversion actif

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Ecarts de conversion actif	31 017	15 096

L'écart de conversion actif porte essentiellement sur les créances libellées en dollars. Il est intégralement provisionné à la clôture.

5.2 Bilan passif

Variations des capitaux propres (hors subventions et provisions réglementées)

(en milliers d'euros)	Valeur au 31-déc-2006	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	Valeur au 31-déc-2007
Capital non appelé						
Capital souscrit appelé versé	99 288					99 288
Prime d'émission	542 616			-54		542 561
Primes liées au capital	764					764
Prime de fusion	1 651					1 651
Réserve légale	3 781					3 781
Autres réserves	3 080		-2 556			524
Report à nouveau	4 592	-322	-4 268			2
Résultat de l'exercice	-322	322			57 652	57 652
Total	655 450	0	-6 824	-54	57 652	706 223

Le capital social est composé de 62 054 734 actions de 1,6 € nominal dont 120 910 actions détenues en propre au 31/12/2007 pour un montant total de 5 986 475 € soit 6.03% du capital.

Les mouvements sur le capital et sur la prime d'émission concernent les éléments suivants :

- Diminution de la prime d'émission suite à un ajustement sur les frais d'introduction en bourse à hauteur de 54K€
- Distribution de dividendes de 6 824K€ correspondant à 0.11 euro par action.

Provisions pour risques

(en milliers d'euros)	Solde à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provisions utilisées)	Reprises de l'exercice (provisions non utilisées)	Solde à la clôture
Provision pour risques et charges	1 438	1 482		1 438	1 482
Provision pour perte de change	15 096	31 017	15 096		31 017
Total	16 534	32 499	15 096	1 438	32 499

Les provisions pour risques et charges de 1 482 K€, correspondent à des provisions pour risque constatées pour faire face à la situation nette négative des sociétés Industrielle de l'Atlantique et Electrique de Seclin respectivement pour 1 328 K€ et 70 K€ et à une provision pour risque de 83K€ constituée pour couvrir le coût des actions du plan d'attribution d'actions gratuites non encore achetées à la clôture.

Ventilation des dettes financières par échéance

(en milliers d'euros)	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	373 580	370 510		3 070
Emprunts et dettes financières diverses	11 047	10 962	85	
Total des dettes financières	384 627	381 472	85	3 070

Les emprunts bancaires s'élèvent à 3M€ et concernent un emprunt pour une centrale hydroélectrique.

La société a négocié un ensemble de ligne de crédit court et moyen terme pour un montant total de 508 M€ au 31 décembre 2007. Le montant tiré au 31/12/2007 est de 340 M€. Ces tirages sont destinés essentiellement à financer les périodes de construction des projets du Groupe. Les intérêts courus liés sont de 2 M€.

Le montant des découverts bancaires est de 28 M€ dont 0.2M€ d'intérêts courus au 31/12/07.

Les emprunts et dettes financières diverses correspondent aux dettes que possède EDF Energies Nouvelles envers ses filiales dont :

- SIIFELEC..... 7 217 K€
- enXco AS 2 739 K€

Dettes non financières

(en milliers d'euros)	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	4 045	4 045		
Personnel et comptes rattachés	1 108	1 108		
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 244	1 244		
Taxe sur la valeur ajoutée	998	998		
Autres impôts et taxes	785	785		
Dettes sur immobilisations	5 464	5 464		
Autres dettes (1)	6 439	5 388	1 051	
Total dettes non financières	20 083	19 032	1 051	

(1) Il s'agit principalement des économies d'impôt générées par les filiales déficitaires non constaté en produit (4 885K€).

La seule dette à échéance supérieure à 1 an concerne la dette vis-à-vis d'EDEV qui s'étale sur la durée sur contrat de sous location de l'immeuble du siège social.

Les charges à payer s'élèvent à 6 917K€ au 31/12/07.

Produits constatés d'avance

Ils se décomposent comme suit:

- Prestation pour une filiale espagnole pour 1 470 K€
- Participation reçue d'un tiers au titre du développement d'un projet mexicain pour 1 034 K€
- Loyers facturés d'avance pour un montant de 447 K€

5.3 Compte de résultat

Résultat d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires	14 087	14 160
Production stockée	-948	316
Reprises sur provisions	2 370	518
Total des produits exploitation	15 508	14 995
Autres achats et charges externes	12 637	11 739
Impôts et taxes	1 292	2 060
Salaires et charges sociales	7 006	7 685
Dotations aux amortissements	440	454
Dotations aux provisions	785	80
Autres charges	87	3
Total des charges exploitation	22 246	22 021
Résultat exploitation	-6 738	-7 026

(en milliers d'euros)	31/12/2007		31/12/2006	
Chiffre d'affaires				
Prestations EDEV	1 405	10%	1 603	11%
Prestations hors Groupe	85	1%	823	6%
Prestations Groupe	12 597	89%	11 734	83%
TOTAL	14 087	100%	14 160	100%

Les prestations facturées à EDEV correspondent à la quote-part de loyer et charges locatives de l'immeuble Cœur Défense.

Les prestations hors Groupe correspondent à :

- des honoraires facturés au titre du développement de projets pour compte de tiers pour 56K€
- diverses refacturations pour 29 K€

Les prestations Groupe correspondent à :

- des honoraires facturés au titre de garanties données pour le compte des filiales à divers établissements financiers pour 2 740 K€
- des honoraires facturés à SIIF ENERGIES OUTRE MER au titre de maîtrise d'ouvrage déléguée pour 636 K€
- des honoraires de gestion facturés suite à la mise en place de la convention d'assistance générale pour 6 082 K€
- des charges de locations refacturées aux entités françaises pour 1 090 K€
- des refacturations de personnel et autres frais aux filiales pour 2 049 K€

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	12 637	11 740
dont :		
Achats	630	1 130
Prestations de services & maintenance	(*) 3 654	3 301
Honoraires et commissions	7 133	6 251
Frais de déplacement et mission	1 220	1 058

(*) Dont 2 715 K€ de loyers et charges locatives

Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Produits financiers des participations	45 366	1 122
Autres intérêts et produits assimilés	35 218	16 198
Reprises sur provisions	28 276	5 468
Différences positives de change	17 949	5 110
Produits nets sur cessions de VMP	10 212	104
Total des produits financiers	137 020	28 004
Dotations financières aux amort. & provisions	52 625	15 525
Intérêts et charges assimilés	16 041	11 542
Différences négatives de change	4 995	110
Charges nettes sur cessions de VMP	258	
Total des charges financières	73 918	27 177
Résultat financier	63 102	827

Les produits financiers de participation correspondent principalement à :

- un acompte sur dividendes versé par SIIFELEC 45 123 K€
- des revenus de participation divers 242 K€

Les autres intérêts et produits assimilés portent pour 34 861 K€ sur les prêts (11 530K€), comptes courants (22 428 K€) et autres refacturations intragroupes (904 K€).

Les reprises sur provisions financières correspondent à :

- la reprise sur provision pour perte de change..... 15 096 K€
- la reprise sur provision des dépréciations liées aux participations 13 180 K€

Les dotations financières aux amortissements et provisions comprennent :

- une provision pour risque de change liée principalement au risque de change sur le dollar américain..... 31 017 K€
- une provision pour dépréciation des titres et comptes courants 18 928 K€
- une provision pour risques liés à la situation nette négative des sociétés Electrique de l'Atlantique et Seclin 1 398 K€
- une provision pour dépréciation des actions gratuites..... 1 280 K€

Le tableau ci-dessous présente les variations de taux de change entre 2006 / 2007.

	31/12/2007	31/12/2006	Variation en %
EUR / USD	1,4721	1,31700	+ 11,77%
EUR / GBP	0,73335	0,67150	+ 9,21%
EUR / SEK	9,4415	9,04040	+4,43%

Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Produits exceptionnels s/opérations gestion	0	0
Produits exceptionnels s/opérations en capital	19 123	9 200
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	335
Total des produits exceptionnels	19 123	9 535
Charges exceptionnelles s/opérations gestion	1	0
Charges exceptionnelles s/opérations en capital	17 313	3 969
Dotations sur provisions	45	0
Total des charges exceptionnelles	17 359	3 969
Résultat exceptionnel	1 764	5 566

Les produits exceptionnels sur opérations en capital comprennent principalement :

- La cession des titres RETD pour 10 950 K€
- La cession des titres VIOTIA II pour 1 188 K€
- La cession des titres EEN Hellas pour 3 939 K€
- La cession des titres Empressa Mexicana (EME) pour 1 471 K€
- La cession des titres Plein vent Lou Paou pour..... 213 K€
- La cession de titres divers 9 K€
- Boni sur rachat d'actions dans le cadre du contrat de liquidité 1 210 K€

Les charges exceptionnelles sur opérations en capital correspondent principalement :

- A la valeur nette comptable des titres RETD pour 10 881 K€
- A la valeur nette comptable des titres VIOTIA II pour 1 188 K€
- A la valeur nette comptable des titres EEN Hellas pour 3 939 K€
- A la valeur nette comptable des titres Empressa Mexicana (EME) pour 71 K€
- A la valeur nette comptable des titres Plein vent Lou Paou pour..... 213 K€
- A la valeur nette comptable de divers titres et immobilisations pour 10 K€
- Mali sur rachat d'actions dans le cadre du contrat de liquidité..... 993 K€

Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

- IFA 2004 perdue en 2007 - 74 K€

Rémunérations des Dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des organes de direction de la société EDF Energies Nouvelles se sont élevées au cours de l'exercice 2007 à 1 070 K€. Ces rémunérations étaient de 727 K€ pour l'exercice 2006. Le montant des engagements de retraites relatif aux membres des organes de direction s'élève à 22 K€.

Les membres des organes d'administration perçoivent des jetons de présence pour un montant de 80K€ et le Président du Conseil d'administration a perçu une rémunération de 198K€ au titre de l'exercice 2007 ainsi que des régularisations de rémunération sur les années antérieures d'un montant de 206K€.

Effectif moyen

Composition de l'effectif	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	59	3
Employés	13	0
TOTAL	72	3

Informations diverses

Éléments concernant les entreprises liées et les participations (en milliers d'euros)		
POSTES	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participations	134 261 K€	1 882 K€
Créances rattachées à des participations	148 486 K€	
Créances clients & comptes rattachés	15 983 K€	9 K€
Autres Créances	572 367 K€	8 173 K€
Emprunts et dettes financières divers	10 954 K€	
Produits de participation	45 366 K€	
Autres produits financiers	33 765 K€	
Charges financières	604 K€	

Fiscalité latente

En K€	Base	Impôt Différé
Taxe (contribution sociale solidarité)	21	7
Provisions non déductibles	48 982	16 326
Ecart de conversion	3 456	1 152
Gain latent	60	20
TOTAL	52 519	17 505

Instruments financiers

Contrevaieur en K€	Juste valeur	Notionnel	Echéance
Option EUR	2 372	155 232	< 1 an
Option USD	-174	4 415	< 1 an
Achats à terme EUR	2 448	92 463	< 1 an
Achats à terme USD	-182	6 080	< 1 an
TOTAL	4 464	258 191	

Ces instruments ont été mis en place pour couvrir les achats de turbine (EUR) et les achats de panneaux solaires (USD) du Groupe.

Engagements hors bilan

L'évolution des engagements hors bilan donnés et reçus a été la suivante sur l'exercice :

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Avals, cautions et autres garanties données (1)	343 395	277 295
Nantissement, hypothèques et autres sûretés réelles (2)		17
Indemnités de départ en retraite (cf. point 4.9)	100	100
Autres engagements donnés	888 849	17 532
Engagements donnés	1 232 344	294 944
Avals, cautions et autres garanties reçues	-	-
Autres engagements reçus (3)	1 083 195	215 052
Engagements reçus	1 083 195	215 052

(1) A hauteur de :

- 127 061 K€, il s'agit de garanties accordées par EDF Energies Nouvelles sur la construction de nouveaux parcs en France,
- 119 635 K€, il s'agit de garanties données sur la construction de nouveaux parcs aux USA.

(2) Les nantissements ont été donnés sur des titres détenus par EDF Energies Nouvelles en garantie de prêts accordés à ses filiales.

(3) Au 31 décembre 2007, les autres engagements donnés et reçus incluent les engagements réciproques liés aux commandes d'immobilisations, soit 805 272 K€ et aux contrats de location et de service à long terme, soit 83 577 K€. Concernant ces derniers engagements, il existe une contrepartie difficile à chiffrer mais significative sous forme de garantie de rendement technique des installations pour des niveaux de vent, des débits d'eau, ou des quantités données de combustible. Les engagements reçus sont également composés à hauteur de 194 346 K€ de lignes de crédit accordées par les banques pour des financements de projets et non encore utilisées.

6. Tableau des filiales et des participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
1. Filiales (plus de 50% du capital)									
SAS SIIFELEC	4 178 295	-46 504 757	100,00	7 252 460	0	58 382 654	45 123 318	28 973	France
SA SIIF ENERGIES OUTRE MER	3 738 000	-5 842 929	100,00	3 741 597	20 662 612	-1 099 460	0	17 548 834	France
SNC HYDROELECTRIQUE DU CARBET AMONT	67 500	-69 165	99,98	0	26 014	-2 345	0	0	France
SA EDF EN France	1 500 000	-2 327 596	100,00	1 524 399	65 252 935	4 719 248	0	29 092 547	France
ENERGIE SOLAIRE De France	1 500 000	-713 777	50,99	412 805	0	16 233	0	57 402	France
SA SCITE PERISTYLE	337 500	-509 723	99,96	1 405 322	1 272 019	-584 557	0	2 071 227	France
ELECTRIQUE DE L'ATLANTIQUE	7 500	-1 355 095	100,00	0	0	19 182	0	0	France
SNC CANAL SAINT LOUIS	2 199 132	-5 690 649	99,93	220	2 556 612	-60 108	0	116 835	France
SIIF GHANA	750 000	-61 476	100,00	679 697	0	-7 458	0	0	France
SARL TECHNIQUES ENOUEVELABLES, ENERGIES, ENVIRONNEMENT	1 207 678	205 190	100,00	1 207 663	10 130	62 238	0	241 366	France
SARL ENERGIES RENOUVELABLES ENVIRONNEMENT	7 625	-2 520	99,80	7 610	0	-545	0	0	France
TAC MARTINIQUE / ENXCO SAS	40 000	-475 149	100,00	1	460 458	-24 744	0	0	France
EDF EN DEVELOPPEMENT	37 000	0	100,00	37 000	33 049 405	-4 187 352	0	7 163 566	France
EDF EN GRECE	102 000	0	100,00	168 000	8 375 330	-509 446	0	0	Grèce
EDF EN SA PTNRS FOKIDA 1 CO	48 000	NC	95,00	45 600		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS FOKIDA 2 CO	300 000	NC	95,00	285 000	15 000	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS FOKIDA 3 CO	67 500	NC	95,00	64 125		NC	0	NC	Grèce

EDF EN SA PTNRS THRACE 1 CO	35 500	NC	95,00	33 725	27 000	NC	0	NC	Grèce
FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
EDF EN SA PTNRS SERRES 1 CO	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS RODOPI 1 CO	18 500	NC	95,00	17 575	17 000	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS RODOPI 2 CO	32 000	NC	95,00	30 400	15 000	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS KILKIS 1 CO	17 000	NC	95,00	16 150		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO KORINTHIA 1LLP	24 000	NC	95,00	22 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 1LLP	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 2LLP	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 3LLP	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
EOLIKI ILIOKASTROU	119 634	NC	90,00	107 671	8 330	NC	0	NC	Grèce
VIOTIA 1 LLP	42 000	NC	95,00	39 901		NC	0	NC	Grèce
STEREA 1 LLP	42 000	NC	95,00	0		NC	0	NC	Grèce
EEN HELLAS	15 756 000	-1 926 235	75,00	11 817 000	65 056 635	-3 145 619	0	1 072 950	Grèce
EDF EN & CO THESSALIA 1 LLP	10 000	NC	95,00	9 500		NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO AG. GEORGIOS 1 LLP	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO AG GEORGIOS 2 LLP	5 000	NC	95,00	4 750		NC	0	NC	Grèce
AEOLIKI GRAVAS LTD	18 000	NC	96,00	17 280		NC	0	NC	Grèce
AEOLIKI ALEPORAXHS LTD	18 000	NC	96,00	17 280		NC	0	NC	Grèce
EDF EN ERGOTECH EPE	18 456	NC	96,00	17 718		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO XANTHI 1 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO XANTHI 2 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
RETD SA & CO SELINOUNTAS LLP	2 000	NC	51,00	1 020		NC	0	NC	Grèce
RETD SA & CO EVINOS 1 LLP	4 000	NC	51,00	1 020		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO EVROS 1 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO EVROS 2 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO RODOPI 3 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO RODOPI 4 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO FOKIDA 4 LLP	14 000	NC	95,00	13 300	12 000	NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO THESSALIA 2 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF & EN CO ACHAIA 1	15 000	NC	95,00	14 250	17 000	NC	0	NC	Grèce
SA EDF EN Portugal	400 000	4 494 062	100,00	400 000	90 263 583	-1 457 856	0	3 469 249	Portugal
SIIF ANDINA	1 000 PEN	NC	80,00	0	232 677	NC	NC	NC	Pérou
SA SIIF ENERGIES IBERICA	1 350 000	-7 412 062	100,00	1 349 990	52 157 353	-4 532 083	0	960 307	Espagne
SRL EDF EN Italia (***)	14 000 000	46 854	95,00	13 307 499	85 457 822	-1 154 452	0	0	Italie
SRL TERMO ENERGIA	10 000	NC	70,00	7 000	7 400	NC	0	NC	Italie
SRL INVERSIONES EOLICAS	10 112 500 MXN	-625 774 MXN	99,00	0	5 096 569	-3 829 MXN	0	0	Mexique
SA ENERGIA DEL ISMO	3 450 000 MXN	-11 702 065 MXN	99,00	0	1 010 162	-6 161 854 MXN	0	0	Mexique
WESTBURY WINDFARMS LTD	3 094 000 GBP	-5 196 441 GBP	100,00	10 981 482	26 159 892	-136 484GBP	0	16 560 GBP	Angleterre
ENXCO AS	10 000 000 DKK	20 409 396 DKK	100,00	4 087 705	0	-304 346DKK	0	1 327 000 DKK	Danemark
AIR OF AMERICA	43 500 000 USD	51 746 801 USD	100,00	41 503 683	129 632 483	45 257 953 USD	0	526 140 067 US	USA
VERDESIS (**)	1 863 000	-189 000	69,00	2 375 000	613 213	NC	0	NC	Belgique
CONNECT REUNION (Ex EOLIENNE STE SUZANNE)	3 000	-4 757	50,00	1 500	0	2 461	0	0	France

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
SNC DU PARC EOLIEN D'ANTIFER	150	-160 841	10,00	15	160 490	-8 607	0	0	France
SNC DU PARC EOLIEN DE LA FRIGOULE	150	-5 145	10,00	15	0	NS	0	0	France
SNC DU PARC EOLIEN DE VILLARDEBELLE	150	-6 164	10,00	15	0	NS	0	0	France
SNC DU PARC EOLIEN LE MILOBRE DE BOUISSE	150	-5 146	10,00	15	0	NS	0	0	France
SNC DU PARC EOLIEN DE VALMIGERE	150	-5 444	10,00	15	0	NS	0	0	France
SAS LUC SUR ORBIEU	37 500	-405	10,00	3 750	2 718 648	-1 415 076	0	596 882	France
SAS CASTANET	37 500	-2 512	10,00	3 750	0	-3 832	0	0	France
SAS VILLESEQUE	37 500	-1 795	10,00	3 750	21 494 893	-37 942	0	0	France
SNC DU PARC EOLIEN DES POLDERS DU DAIN	150	0	10,00	15	226 028	-45 123	214 263	118 548	France
ELSAD	300 141	NC	19,00	55 880	0	NC	0	0	France
TENESOL	1 000 000	NC	10,00	831 756	2 328 576	NC	0	NC	France
C-POWER(**)	13 600 000	-1 730 949	20,78	2 826 212	2 649 503	-271 565	0	0	Belgique
ALCOGROUP (**)	91 750 000	1 707 412	25,00	24 015 174	0	2 300 901	0	187 579 613	Belgique
REETEC (**)	31 250	NC	28,00	508 750	1 786 800	NC	0	NC	Allemagne
SRL WIND IONIO TIRRENEO	10 000	0	20,00	2 000	0	-2 483	0	0	Italie
SRL GIOIA TOWER CORPORATION	10 000	0	20,00	2 000	0	NC	0	0	Italie
FRI EL RUFFANO	10 000	NC	26,00	2 600	0	NC	0	0	Italie
SA JACQUES GIORDANO INDUSTRIES	3 150 000	2 012 337	24,99	915 022	531 153	1 229		1 229	France

NC = (non communiqué)

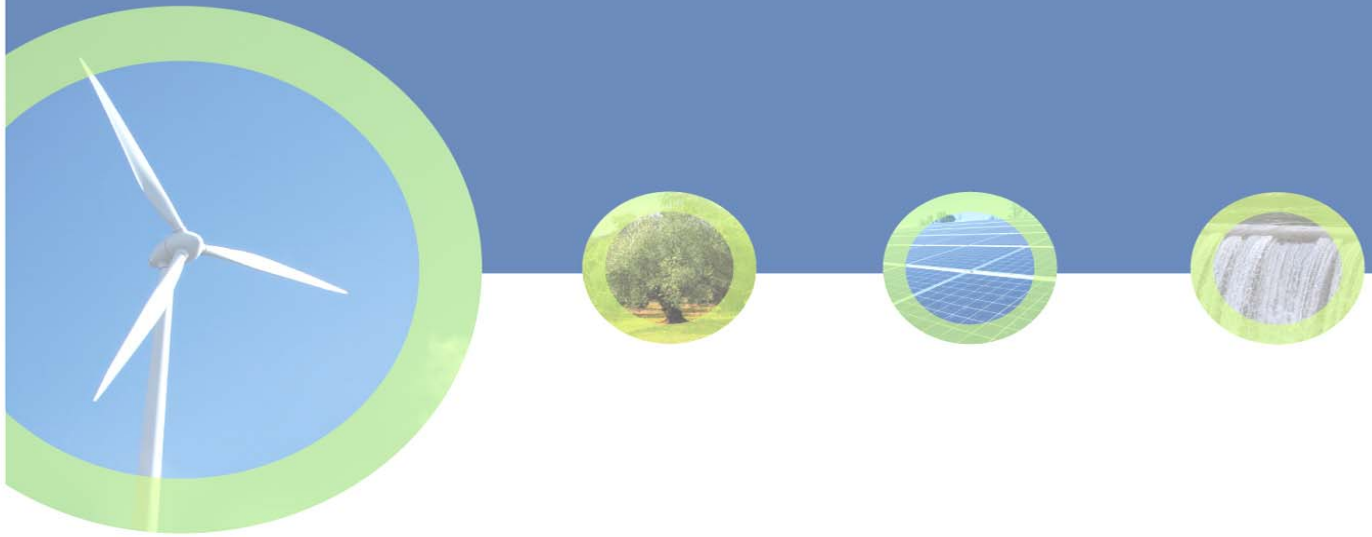
NS = (non significatif)

(**) = prise de participation de l'année

(***) = augmentation de capital

Lorsque la devise n'est pas précisée les chiffres sont présentés en Euros

NB : la société EDF Energies Nouvelles a acquis et cédé, sur l'exercice, 75% de la société RETD (Grèce). De même, après avoir participé à l'augmentation de capital de la société EEN VIOTIA (Grèce), EDF Energies Nouvelles a cédé sa participation (95%).



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET ATTESTATION DES RESPONSABLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société EDF Energies Nouvelles S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Immobilisations corporelles

Comme indiqué dans la note 4.4 aux états financiers, la société intègre dans le coût de revient des immobilisations corporelles produites en interne, les frais de développement et de réalisation qui répondent aux critères d'activation prévus par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Nous avons examiné les critères et la méthodologie sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation et nous nous sommes assurés que la note 14 fournit une information appropriée.

Pertes de valeur des actifs non financiers

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme à durée de vie définie, selon les modalités décrites dans la note 4.7 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre

de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 13 et 14 donnent une information appropriée.

Impôts différés

La note 4.14 précise les modalités d'évaluation et de comptabilisation des impôts différés actifs. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 26 aux états financiers fournit une information appropriée.

Instruments financiers dérivés

La note 4.9 précise les modalités d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers dérivés. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 25 aux états financiers fournit une information appropriée.

Acquisition et cession d'intérêts minoritaires

La note 4.5.3 aux états financiers décrit le traitement comptable retenu pour les acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires, en l'absence de disposition spécifique du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sur ce sujet. Nous nous sommes assurés que le traitement comptable retenu ne contrevient pas aux principes généraux de ce référentiel et que la note 12 donne une information appropriée à cet égard.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 21 février 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Catherine Porta
Associée

Alain Martin & Associés

Alain Martin
Associé

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EDF Energies Nouvelles S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Immobilisations financières

La société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon la méthode décrite dans la note 4.3 – Immobilisations financières, relative aux règles et méthodes comptables. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société et, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par la société au 31 décembre 2007.

Convention d'intégration fiscale

La note 7 – Intégration fiscale de l'annexe expose le traitement comptable applicable aux économies d'impôt et à leur éventuelle restitution aux filiales en vertu de la convention d'intégration fiscale. Nos travaux ont consisté à apprécier l'approche retenue et à revoir les calculs effectués par la société. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ne remettent pas en cause le traitement retenu par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements de toute nature consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 21 février 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Catherine Porta
Associée

Alain Martin & Associés
Alain Martin
Associé

Attestation des personnes physiques responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du groupe EDF Energies Nouvelles au 31 décembre 2007 et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société EDF Energies Nouvelles S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président du conseil d'administration

Pâris Mouratoglou

Le Directeur Général

David Corchia